JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15. — Tél. : 306-51-00
Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h. 30 à 12 h. et de 13 h. à 17 h.

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

COMPTE RENDU INTEGRAL — 18^e SEANCE

Séance du Mercredi 10 Mai 1972.

SOMMAIRE

1. — Mise au point au sujet d'un vote (p. 1478).

MM. Barrot, le président.

2. — Questions d'actualité (p. 1478).

HOSPITALISATION

(Question de M. Barrot.)

MM. Boulin, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale ; Barrot.

CAS D'UN FONCTIONNAIRE DE LA RÉUNION

(Question de M. Fontaine.)

MM. Boulin, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale ; Fontaine.

ENTRETIENS DE LUXEMBOURG

(Question de M. Maujouiän du Gasset.)

MM. Schumann, ministre des affaires étrangères ; Maujouiän du Gasset.

INDEXATION DES AVANTAGES SOCIAUX

(Question de M. Fabre.)

MM. Boulin, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale ; Fabre.

ACTES DE GUERRE AU NORD VIET-NAM

(Question de Mme Vaillant-Couturier.)

M. Schumann, ministre des affaires étrangères ; Mme Vaillant-Couturier.

3. — Questions orales avec débat (p. 1482).

O. R. T. F.

(Questions jointes de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme, Griotteray.)

MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme, Griotteray.

M. Chaban-Delmas, Premier ministre.

MM. Chandernagor, Marette, Le Tac, Fontaine, Ducoloné, Bonhomme, Lebas, Cousté, le Premier ministre.

Clôture du débat.

4. — Dépôt de projets de loi (p. 1501).

5. — Dépôt de rapports (p. 1501).

6. — Ordre du jour (p. 1501).

PRESIDENCE DE M. ACHILLE PERETTI

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

MISE AU POINT AU SUJET D'UN VOTE

M. le président. La parole est à M. Barrot.

M. Jacques Barrot. Au cours de la séance d'hier, dans le scrutin sur l'amendement n° 1 au projet de loi tendant à abaisser l'âge requis pour être électeur aux élections des membres des comités d'entreprises et des délégués du personnel, j'ai été porté comme ayant voté contre. Mon intention était de voter pour. Je vous demande de m'en donner acte, monsieur le président.

M. le président. Je vous donne acte de votre intention, monsieur Barrot.

— 2 —

QUESTIONS D'ACTUALITE

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.

Je rappelle aux auteurs de ces questions qu'après la réponse du ministre, ils disposent de la parole pour deux minutes au plus.

J'ai le regret, malgré tout le libéralisme auquel je m'attache, de devoir exiger, en raison de l'important débat qui va suivre, le strict respect des temps de parole, autant pour les questions d'actualité que pour le débat suivant.

HOSPITALISATION

M. le président. M. Jacques Barrot demande à M. le Premier ministre quelle suite il compte donner au récent rapport de l'inspection générale des affaires sociales relatif à l'hospitalisation.

La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

M. Robert Boulin, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale. Monsieur le président, mesdames, messieurs, l'inspection générale des affaires sociales — je tiens à le rappeler — a une indépendance certaine du fait qu'elle est interministérielle.

Elle exerce son activité pour le compte de cinq ministres et de quatre secrétaires d'Etat, en fonction du statut du 11 janvier 1961.

De plus, l'article 91 de la loi de finances de 1961 l'oblige à rendre public son rapport annuel.

Le rôle de l'inspection générale des affaires sociales est de signaler, entre autres, les anomalies du système hospitalier. Autrement dit, elle fait des critiques ponctuelles pour rétablir les situations litigieuses qui lui ont été signalées ou qu'elle a elle-même découvertes.

Son rapport annuel n'est pas un document de « scandale » mais un outil de travail. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Il est donc pour moi d'un très grand intérêt car il m'autorise à en tirer d'utiles conclusions.

Par ailleurs, il permet de sensibiliser les pouvoirs publics aux problèmes financiers d'équipement et de fonctionnement des hôpitaux et d'éclairer l'administration sur les conditions d'application de la législation permettant ainsi d'infléchir certaines réglementations.

Il m'eût été plus facile de ne pas participer à la conférence de presse du président Bardeau. Mais j'ai voulu, par ma présence, montrer l'intérêt que je porte au corps de l'inspection générale et combien j'étais conscient des imperfections qui subsistent encore dans notre armement hospitalier.

Certaines des critiques contenues dans le rapport considéré étaient connues depuis 1969 et j'en ai tenu le plus grand compte lors de la préparation du projet de loi hospitalière, qui a fait l'objet d'amples débats — vous vous en souvenez — tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat.

Au surplus, ces critiques sont loin de ne viser que le corps médical. Elles nous conduisent, en fait, à un examen de conscience général qui doit être mené de concert tant par les médecins que par les administrations hospitalières et les administrations de tutelle. Tel est l'esprit de la réforme hospitalière dont il convient d'accélérer la mise en place.

C'est ainsi que, toujours dans la même perspective, j'ai annoncé au cours de la conférence de presse la sortie, le jour même, des premiers décrets d'application de cette loi.

D'ores et déjà nous constatons une très nette amélioration de la situation des hôpitaux, grâce au concours de tous, et je tiens, à cette occasion, à renouveler ma confiance au corps médical hospitalier, dont la grande majorité témoigne d'une compétence et d'un dévouement qui sont bien connus tant des pouvoirs publics que des malades eux-mêmes. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Barrot, pour deux minutes. C'est un rappel cruel, mais nécessaire.

M. Jacques Barrot. Monsieur le ministre, le rapport de l'inspection générale est venu opportunément nous rappeler la nécessité de ne pas décevoir l'espoir qu'a fait naître la loi de décembre 1970.

J'insiste sur la nécessité de ne pas compromettre par une trop lente application de la loi un effort gouvernemental déjà accompli. Je rappelle donc hrièvement qu'il importe d'accélérer la publication des décrets d'application — vous en êtes vous-même convenu, monsieur le ministre — et je dirai, de tous les décrets, car la loi est un ensemble. Pour respecter l'équilibre de la loi et permettre au secteur public hospitalier d'avoir l'efficacité désirée et au secteur privé de collaborer avec le secteur public, en assurant avec lui les missions de service public, il est urgent de mettre en place la réforme dans son ensemble.

Il faut aussi pratiquer une politique des personnels qui donne confiance à tous ceux qui collaborent à ce service public de l'hôpital.

J'évoquerai le cas de tous ces médecins, qui ne demandent pas mieux que de donner leur temps et leurs compétences au secteur public. Encore faudrait-il que la différence de tarification des honoraires entre le secteur privé et le secteur public ne les décourage pas pour ce faire. Je vous demanderai aussi, monsieur le ministre, d'accélérer la mise en place de l'hôpital de jour, qui, notamment en psychiatrie, peut apporter beaucoup aux malades.

Nous avons apprécié la manière dont vous avez qualifié le rapport annuel de l'inspection générale des affaires sociales comme un document de travail. Il ne s'agit pas, en diffusant certains extraits de ce rapport, de créer un malaise au niveau de l'hôpital. Il s'agit, au contraire, de faire en sorte qu'ayant connaissance de ce document de travail l'opinion publique se sente mobilisée pour, précisément, encourager tous ceux qui ont la mission de perfectionner l'hôpital, de le mettre de plus en plus au service des malades. Nous vous faisons confiance, monsieur le ministre, mais ce rapport nous convie à aller vite si nous voulons que le service d'hospitalisation publique soit vraiment à la hauteur de nos ambitions, de nos espérances et réponde vraiment aux besoins de notre société. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

CAS D'UN FONCTIONNAIRE DE LA RÉUNION

M. le président. M. Fontaine expose à M. le Premier ministre qu'un agent des établissements hospitaliers et de soins exerçant à la Réunion et recevant une affectation à une direction métropolitaine est dans l'impossibilité de rejoindre son poste et de bénéficier ainsi de l'avancement qui lui échoit parce que le décret de 1954 qui règle la question des frais de déplacement lorsqu'il s'agit de métropolitains venant servir à la Réunion est

muet quant à la réciprocité des droits. Or, l'intéressé doit être fixé sur son sort avant le 22 mai prochain, faute de quoi il perdra le bénéfice de son avancement. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage d'une part, de donner une solution à ce problème qui exige une mesure d'urgence et, d'autre part, d'engager la procédure pour étendre les dispositions du décret de 1954 au personnel originaire d'outre-mer appelé à servir en métropole.

La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

M. Robert Boulin, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale. En application des dispositions combinées du décret du 21 mai 1953 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements, et de l'arrêté du 11 juin 1954 paru au *Journal officiel* du 21 juin 1954, précisant les avantages spéciaux accordés à certains fonctionnaires d'origine métropolitaine affectés dans les départements d'outre-mer, il apparaît, aux termes du décret n° 47-2412 du 31 décembre 1947 paru au *Journal officiel* du 1^{er} janvier 1948, auquel se réfère cet arrêté, que les agents qui changent d'affectation à la suite d'une promotion de grade dans l'intérêt du service ont droit au voyage gratuit pour eux et leur famille que ce soit pour quitter ou pour rejoindre la métropole.

De plus, ce texte étend aux personnels de direction des hôpitaux le régime prévu en la matière pour les fonctionnaires de l'Etat.

J'ajoute, que parallèlement à la réglementation édictée par l'arrêté du 13 janvier 1970 en matière de remboursement de frais de changement de résidence à l'intérieur de la métropole, ces frais, lorsqu'ils sont consécutifs à une promotion de grade entraînant un déplacement hors de la métropole doivent être pris en charge par l'établissement d'accueil.

M. le président. La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. Monsieur le ministre, la réponse que vous venez de faire me comble d'aise. Elle me donne entièrement satisfaction.

Mais il fallait que vous interveniez pour donner une nouvelle interprétation des textes, car jusqu'à présent ce point soulevait quelques difficultés. L'intéressé, muté en métropole, ayant sollicité le remboursement auprès du président de la commission administrative — cela se passait avant le texte qui a procédé à la réforme — il lui a été répondu que c'était l'arrêté du 13 janvier 1970 qui était applicable.

En fait, vous n'ignorez pas que cet arrêté du 13 janvier 1970 ne concerne que les déplacements sur le territoire métropolitain; autrement dit, l'intéressé n'est remboursé de ses frais qu'à partir de Paris ou de Marseille, ou du lieu de son débarquement, et il doit avancer les frais de voyage de la Réunion en métropole et ces frais ne lui auraient jamais été remboursés.

L'interprétation que vous venez de donner, monsieur le ministre, du décret de 1947 modifié par le décret de 1953 règle un cas qui était très critique. Comme je l'ai dit, vous venez de me combler d'aise et je vous en remercie. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

ENTRETIENS DE LUXEMBOURG

M. le président. M. Maujôan du Gasset demande à M. le Premier ministre quelles conclusions peuvent être tirées sur le plan de la construction européenne des entretiens de M. le Président de la République au Luxembourg.

La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Maurice Schumann, ministre des affaires étrangères. Mesdames, messieurs, je remercie vivement M. Maujôan du Gasset de sa question qui, particulièrement opportune, me fournit l'occasion d'une première mise au point.

Je dis bien d'une première mise au point : la visite que M. le Président de la République et moi-même avons effectuée à Luxembourg était, bien entendu, d'abord un témoignage de l'amitié et de la considération que nous portons à notre voi-

sin. Mais, les relations franco-luxembourgeoises étant sans nuages, comme vous le savez, il est vrai que ce sont les questions européennes qui ont été au centre des conversations.

Les entretiens de Luxembourg ne sont d'ailleurs pas uniques en leur genre. Ils avaient été précédés par des entretiens franco-néerlandais et seront suivis par beaucoup d'autres. D'une manière beaucoup plus générale, les ministres des affaires étrangères des dix pays qui participeront au sommet ont établi un calendrier de réunions destinées à leur permettre de procéder à un premier examen des principaux thèmes que les chefs d'Etat ou de Gouvernement seront appelés à débattre, et c'est seulement à la fin de ce mois qu'aura lieu la réunion consacrée aux problèmes de caractère institutionnel.

Je ne peux donc à l'heure actuelle que tenter de dégager des conclusions préliminaires. Elles sont au nombre de trois.

La première est qu'il existe un accord sur l'ordre du jour du sommet européen qui doit comporter trois points essentiels : l'union économique et monétaire et le progrès social de la communauté, les relations et responsabilités de la Communauté dans le monde, le renforcement institutionnel et les progrès dans le domaine politique. Il s'agit assurément de thèmes fort vastes qui couvrent pratiquement tout le champ des perspectives qui vont s'ouvrir à la Communauté à partir de son élargissement le premier janvier prochain.

La tentation pourrait être grande — je suis heureux de le dire pour la première fois au Parlement — de soumettre aux chefs d'Etat ou de Gouvernement des propositions nombreuses sur les sujets les plus divers. Mais, comme j'ai eu l'occasion de le dire au dernier conseil des ministres de la Communauté, il semble au Gouvernement français qu'il faut résister à cette tentation si l'on veut que le sommet aboutisse à des décisions précises susceptibles de donner un nouvel élan à la construction européenne.

Pourquoi la conférence au sommet de La Haye a-t-elle été un succès? Précisément parce que les délibérations ont abouti à des décisions.

Il ne faut cependant pas se méprendre sur les intentions du gouvernement français : si nous voulons qu'au sommet on se concentre sur un certain nombre de grandes décisions, nous n'entendons pas limiter les développements de la Communauté.

J'ai d'ailleurs déposé, dès le mois de mars 1970, au conseil des ministres, un memorandum comportant un certain nombre de propositions précises, notamment sur la politique industrielle et sur la politique technologique. Nous sommes prêts à aller de l'avant dans tous les domaines de l'approfondissement.

Je n'oublie pas que les trois volets du triptyque de juillet 1969, que j'avais définis moi-même, étaient les suivants : le premier, l'achèvement; le troisième, l'élargissement et le deuxième, l'approfondissement. Mais il ne s'ensuit pas que le sommet doive se substituer aux institutions de la Communauté quand cela ne s'impose pas.

En deuxième lieu, compte tenu de cette conception générale, nous pensons que le point central des délibérations du sommet doit être constitué par l'union économique et monétaire. C'est ce que j'ai appelé, au dernier conseil des ministres de la Communauté, la « voie royale ». Tout démontre, en effet, que c'est là la tâche la plus importante qui s'impose à la Communauté, car elle répond à une triple nécessité que chacun reconnaît : sauvegarder l'acquis communautaire, c'est-à-dire aussi bien l'union douanière que la politique agricole commune; contribuer de façon positive à l'instauration d'un système monétaire mondial reposant sur des bases solides; permettre à l'Europe d'exprimer sa personnalité propre dans un domaine capital, car une entité ne se définit qu'en se distinguant, je ne dis pas en s'opposant.

Ainsi, l'union économique et monétaire est le fil directeur qui réunit les trois thèmes de la future conférence au sommet, puisqu'elle commande pour une large part les relations de la Communauté avec les Etats-Unis et que sa réalisation ne manquerait pas d'avoir un effet d'entraînement sur le plan politique.

Sur ce point d'ailleurs — cela va de soi — les entretiens de Luxembourg ont permis d'autant mieux de constater une large mesure d'accord que le Premier ministre du grand-duché, M. Werner, s'est acquis, vous le savez, une compétence particulière à cet égard et a pris une part prépondérante aux décisions qui ont été prises dans ce domaine, notamment en mars 1971 — nous ne sommes pas responsables de l'inter-

ruption consécutive au flottement du mark et du dollar — et en mars de cette année.

Enfin — dernier point de ma réponse à M. Maujoui du Gasset — le Gouvernement français est frappé du bruit que l'on fait ici ou là à propos d'un point très particulier, celui du secrétariat de la coopération politique.

L'idée n'est pas nouvelle car elle avait déjà été évoquée, il y a dix ans, lors des négociations sur le plan Fouchet. Elle a été reprise, il y a quelques mois, par nos partenaires allemands. On envisage de créer un organisme permettant de faciliter, sur le plan technique, le travail des ministres des affaires étrangères lorsqu'ils se réunissent dans le cadre de la coopération politique déjà instituée par le rapport de Luxembourg.

Cela sera certainement une amélioration pratique, mais ne prenons pas l'accessoire pour l'essentiel. Ce qui compte, en définitive, c'est de définir une politique commune vis-à-vis du monde extérieur, et rien à cet égard ne saurait remplacer l'accord de volonté entre les gouvernements responsables.

Encore moins conviendrait-il de prendre prétexte d'un aménagement de caractère technique pour revenir sur ce qui a déjà été décidé d'un commun accord et pour donner à la concertation des politiques étrangères des Etats membres une orientation radicalement différente.

Le sommet de La Haye avait confié aux ministres des affaires étrangères — je dis bien aux ministres et non pas au conseil de la Communauté — le soin de préparer un rapport sur la coopération politique. Ce rapport a été approuvé par les gouvernements dès le 27 octobre 1970. Il distingue très clairement les instruments de la coopération politique des institutions de l'intégration économique tout en ménageant entre eux les liaisons opportunes ou indispensables.

En conclusion, je remercie M. Maujoui du Gasset de m'avoir donné l'occasion de dire une première fois devant l'Assemblée — avant les nouvelles délibérations que nous ne manquerons pas d'avoir sur ce sujet essentiel — qu'il n'est pas bon, selon nous, pour les progrès de l'Europe, de rouvrir des controverses doctrinales sans issue. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Maujoui du Gasset.

M. Joseph-Henri Maujoui du Gasset. Monsieur le ministre, je vous remercie d'avoir bien voulu répondre personnellement à ma question.

Assurément, l'importance du voyage de M. le Président de la République n'a échappé à personne, et d'abord en raison de la date à laquelle il s'est accompli, c'est-à-dire dès qu'est devenu définitif, pour la France, l'élargissement de l'Europe de six à dix pays. Puis par son aspect historique et géographique : le grand-duché de Luxembourg n'est-il pas au cœur de l'Europe de demain ? Enfin, nul n'oublie que c'est sur le territoire du Luxembourg qu'a été créée la première structure européenne, à savoir la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Chaque Français, chaque Européen a eu, pendant quelques jours, les yeux fixés sur ce petit pays. Aussi ces quelques jours avaient-ils une profonde résonance, et nous vous savons gré d'en avoir tiré les conclusions devant nous. (*Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants, de l'union des démocrates pour la République et du groupe progrès et démocratie moderne.*)

INDEXATION DES AVANTAGES SOCIAUX

M. le président. M. Robert Fabre demande à M. le Premier ministre si le récent relèvement du montant du salaire minimum garanti se traduira, comme il serait logique, par un relèvement du même ordre des diverses pensions et allocations de vieillesse.

La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

M. Robert Boulin, ministre de la santé publique et de la sécurité sociale. L'amélioration de la condition des personnes âgées est l'une des priorités majeures que le Gouvernement donne à sa politique, s'appuyant en cela sur les travaux importants accomplis par les commissions du Plan et sur les grandes orientations votées par le Parlement.

Cette politique associe la lutte contre la ségrégation des personnes âgées auxquelles il faut faciliter une vie sociale normale, les aides matérielles que cette action nécessite, notamment en matière de logement, une politique de l'emploi du troisième âge, de revalorisation du minimum des prestations, une amélioration progressive, mais sensible, des retraites servies par les divers régimes et, enfin, l'assouplissement du régime de l'incapacité au travail et des conditions du droit à réversion.

Cette politique cohérente, les pouvoirs publics l'ont déjà menée avec vigueur et le Gouvernement est déterminé à poursuivre dans cette voie.

Dans ce contexte, s'il est évident que les majorations de pensions ou allocations de vieillesse tiennent compte de nombreux éléments et notamment des variations des salaires, il ne serait pas raisonnable de lier systématiquement l'importance et le rythme de ces revalorisations à un seul de ces éléments, en l'occurrence au S. M. I. C.

Il faut d'ailleurs rappeler que l'indexation des avantages de vieillesse sur le S. M. I. C. est interdite par la législation en vigueur et qu'elle aurait été défavorable aux assurés sociaux.

D'abord, en droit, le Gouvernement ne peut négliger le fait que l'indexation sur le S. M. I. C. est formellement interdite par l'article 59 de la loi du 23 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959.

En outre, et c'est l'essentiel, les statistiques démontrent qu'une indexation sur le S. M. I. C. aurait défavorisé les retraités.

A moyen terme, nous pouvons constater que, depuis la formation de l'actuel gouvernement, le S. M. I. C. a été majoré de 25,4 p. 100, le minimum global de prestations de vieillesse de 35,2 p. 100 et les pensions du régime général de vieillesse de 41,5 p. 100.

A long terme, l'indexation aurait été tout aussi défavorable puisque, depuis le 1^{er} janvier 1962, le S. M. I. C. a augmenté de 143 p. 100 alors que le minimum de vieillesse a été majoré de 210 p. 100 et les pensions du régime général de 204 p. 100.

Enfin, il faut signaler que, le 1^{er} janvier 1962, le minimum de vieillesse représentait 33,6 p. 100 du S. M. I. C. annuel sur la base de quarante heures par semaine, alors qu'au 1^{er} mai 1972 il représente près de 43 p. 100 du S. M. I. C.

Je pourrais ainsi multiplier les exemples qui démontrent que la revalorisation des pensions, qu'il s'agisse des salariés de l'industrie et du commerce ou de ceux qui dépendent des régimes spéciaux, et quelle que soit la méthode de calcul retenue, est, à long terme, plus favorable qu'une augmentation qui serait calquée sur l'évolution du S. M. I. C.

En ce qui concerne les allocations, je rappelle qu'au 1^{er} janvier 1972 le minimum global de prestations vieillesse a été fixé à 3.650 francs par an, les plafonds de ressources étant de 5.150 francs pour une personne seule et de 7.725 francs pour un ménage. Ainsi, les personnes âgées les plus défavorisées ont des ressources qui varient entre 10 francs et 14 francs par jour.

Au 1^{er} octobre prochain, le minimum global sera majoré de 200 francs, les plafonds passant à 5.350 francs pour une personne seule et à 8.025 francs pour un ménage.

Le montant pour 1973 des allocations supplémentaires du fonds national de solidarité sera fixé en tenant compte de l'ensemble des éléments : évolution des prix, des salaires et, notamment, du S. M. I. C. L'effort maximal sera fait compte tenu des possibilités financières. Bien entendu, le Parlement aura l'occasion d'en débattre lors du vote du budget pour 1973.

A cet égard, je rappelle que les dépenses du fonds national de solidarité représentent, en 1972, plus de 3 milliards et demi de francs, dont les trois quarts sont à la charge du budget de l'Etat. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Fabre.

M. Robert Fabre. Monsieur le ministre, je vous remercie de vos précisions. Toutefois, votre réponse ne me donne pas entièrement satisfaction. En effet, vous avez omis de parler de cet élément important que représente la hausse du coût de la vie qui, dans cette époque d'inflation, est de l'ordre de 6 p. 100 à 7 p. 100 par an. Il en résulte que les majorations dont vous avez fait état se trouvent pratiquement annulées.

Il serait, dites-vous, illégal de procéder à une indexation.

Cependant, le VI^e Plan a prévu une sorte d'indexation puisque l'un de ses objectifs est de porter l'allocation de vieillesse minimale à 50 p. 100 du S.M.I.C. C'est bien là un genre d'indexation, ou de rapport constant, comme cela existe déjà pour la sécurité sociale, où chaque année le taux des pensions de retraite est calculé en fonction de l'augmentation du coût de la vie et du S.M.I.C.

Nous savons, monsieur le ministre, que, selon les prévisions du VI^e Plan, les prestations minimales versées aux personnes âgées doivent évoluer de l'indice 100 en 1971 à l'indice 148,2 en 1975.

Si l'on compare ces chiffres avec l'évolution du S.M.I.C. qui, entre 1965 et 1971, est passé de l'indice 100 à l'indice 228, il apparaît clairement que l'on ne pourra jamais effectuer le rattrapage prévu. L'allocation de vieillesse minimale représente actuellement, avez-vous dit, 40 p. 100 du S.M.I.C., lequel a été porté à 800 francs par mois environ.

Comment peut-on vivre avec 300 francs par mois ?

L'écart entre le minimum reconnu indispensable pour vivre et le minimum accordé aux personnes âgées se creuse sans cesse et le rattrapage devient de ce fait de plus en plus difficile à réaliser. C'est pourquoi nous sommes partisans d'une indexation, afin que le « décrochage » n'aille pas en s'accroissant.

Sans méconnaître l'effort qui a été accompli au cours des dernières années, nous avons le sentiment que la situation des personnes âgées risque de s'aggraver. Dans leurs dépenses entrent pour la plus large part l'alimentation, le chauffage, le loyer, charges qui figurent en bonne place dans le calcul du S.M.I.C. Or, les loyers ont été augmentés de 24 p. 100, au cours des dernières années, pour les logements les plus modestes. Les personnes âgées seront incapables de supporter cette charge et nous ne pourrions pas, comme nous le souhaitons tous, les maintenir à leur domicile, puisqu'elles seront dépourvues du minimum de ressources nécessaire. Elles seront donc réduites à vivre à l'hôpital ou à l'hospice. Ce n'est pas là ce que nous souhaitons, ni vous ni moi. (Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.

M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale. Je ne puis laisser dire que nous n'avons pas fait un effort considérable en faveur des personnes âgées. Qu'il soit encore insuffisant, j'en conviens, mais il est considérable.

Dois-je rappeler que, depuis 1962, le minimum de vieillesse a été majoré de 210 p. 100 ? Je ne crois pas quand même que ce soit le rythme — heureusement pour le ministre de l'économie et des finances — de l'augmentation du coût de la vie.

Nous avons fait là un effort prioritaire et considérable qui s'est traduit par l'allocation de 10 francs par jour depuis le 1^{er} janvier 1972, et nous avons la ferme intention de poursuivre cet effort, en octobre et en janvier prochains, pour donner à l'ensemble des personnes âgées un minimum satisfaisant.

Dois-je rappeler aussi que chaque fois que nous augmentons de 100 francs par an l'allocation aux personnes âgées, il en coûte 300 millions de francs au budget de l'Etat ?

Quant au parallélisme avec l'évolution du S.M.I.C., en faveur duquel le Gouvernement, en effet, a entendu faire un effort exceptionnel, il n'y a pas lieu d'en faire strictement un élément de comparaison avec le passé, mais nous en tiendrons certainement compte dans l'avenir pour fixer le minimum de l'aide aux personnes âgées, auxquelles, vous le savez, le Gouvernement porte toute son attention. (Applaudissements.)

M. Guy Ducloné. Et les plafonds de ressources ?

ACTES DE GUERRE AU NORD VIET-NAM

M. le président. Mme Vaillant-Couturier demande à M. le Premier ministre pour quelles raisons le Gouvernement français n'a pas élevé la moindre protestation contre les bombardements de la République démocratique du Viet-Nam et le génocide au Sud Viet-Nam auxquels se livrent les forces armées américaines. A l'annonce des nouvelles décisions du président Nixon concernant le minage de Haiphong et des autres ports du Nord

Viet-Nam, elle lui demande s'il entend encore rester passif devant ce nouvel acte de guerre aux conséquences imprévisibles.

La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Maurice Schumann, ministre des affaires étrangères. Mesdames, messieurs, si le sujet n'était pas aussi sérieux, voire dramatique, je serais tenté de répondre à la question de Mme Vaillant-Couturier par une autre question : qu'entend-elle par « rester passif » ?

Car enfin, est-ce rester passif que de déclarer, comme le Président de la République l'a fait dès le 1^{er} octobre dernier : « Nous déplorons la reprise, fût-elle limitée, des bombardements du Nord-Vietnam » ?

Est-ce rester passif que de déclarer, comme je l'ai fait moi-même à Tokyo le 10 janvier : « Tout ceci signifie pour le peuple vietnamien, pour le peuple laotien, pour le peuple cambodgien, des morts, civils et militaires, des blessés, des prisonniers, des ruines. Si c'est cela « vietnamiser la guerre », alors, je le dis franchement, je n'aime pas cette vietnamisation. La seule vietnamisation qui pour la France ait un sens, c'est la vietnamisation de la paix » ?

Est-ce rester passif que de déclarer, comme le porte-parole du Gouvernement l'a fait à l'issue du conseil des ministres du 12 avril : « Le Gouvernement français est plus que jamais convaincu que le conflit doit recevoir une solution politique et qu'une telle solution demeure possible. Le Gouvernement français, notamment en sa qualité d'hôte de la conférence de Paris, formule le vœu que cette conférence reprenne ses travaux sans tarder en vue d'aboutir à un règlement qui assure la sécurité et l'indépendance des populations vietnamiennes » ?

Est-ce rester passif que de déclarer, comme je l'ai fait moi-même dès hier, que « la France, à l'escalade de la guerre, avait toujours préféré l'escalade de la paix, et, à la poursuite et à l'extension des opérations militaires, la négociation » ?

Je ne parle pas, car ce n'est pas le lieu, de la déclaration qu'a dû faire le porte-parole du Gouvernement à l'issue du conseil des ministres de ce matin.

M. Guy Ducloné. Nous ne la connaissons pas.

M. le ministre des affaires étrangères. Il est vrai que, lorsque j'ai fait la déclaration à laquelle je viens de me référer, d'autres pays ne s'étaient pas encore exprimés au fond. J'ai lu ce matin dans un journal une allusion au silence de l'Elysée. On aurait pu parler aussi du silence du Kremlin ; mais je me garderai de le lui reprocher, car les dirigeants du Kremlin, conscients des menaces qui pèsent sur la paix, donc des responsabilités qui leur incombent, entendent peser leurs paroles avant de les prononcer.

Est-ce rester passif que de maintenir des contacts avec toutes les parties, de recevoir des confidences des uns et des autres, de ne pas hésiter, quitte à déplaire, à formuler des avis ?

Il y a là, en vérité, l'expression d'une politique et d'une politique continue, formulée, comme elle n'a cessé de l'être, en pleine indépendance.

La France, je l'ai déjà dit, ne détient ni les clefs de la paix ni celles de la guerre, mais elle n'a jamais pour autant renoncé à faire entendre sa voix en faveur de ce qu'elle croit être une solution tout à la fois possible et juste.

Cette solution, elle est à rechercher par la négociation, qui devrait et aurait toujours dû demeurer la voie principale du règlement.

Des occasions se sont présentées de conclure la paix sur des bases et dans des conditions qui n'humilient personne et qui permettent de mettre un terme aux souffrances des populations vietnamiennes tout en assurant le respect de leurs droits fondamentaux. Aujourd'hui encore, malgré la dangereuse escalade à laquelle le monde assiste avec angoisse, je suis persuadé que des chances sérieuses subsistent. C'est à les favoriser que, dans toute la mesure de ses moyens, le Gouvernement emploie et emploiera tous ses efforts — que l'Assemblée en soit convaincue — dans une fidélité intégrale à l'esprit et à la lettre du discours par lequel, il y a six ans, à Phnom-Penh, le général de Gaulle a une fois de plus donné la preuve de son inébranlable clairvoyance. (Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à Mme Vaillant-Couturier.

Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier. Monsieur le ministre, la gravité de la situation nous paraît exiger plus que des déclarations, des initiatives.

Pour en finir avec la guerre que le gouvernement des Etats-Unis mène contre les peuples d'Indochine, le Gouvernement français a des responsabilités particulières à prendre. La France est signataire des accords de Genève qui n'ont cessé d'être outrageusement violés.

Vous savez très bien qu'« il n'y a aucune chance pour que les peuples d'Asie se soumettent à la loi de l'étranger... »

M. Bertrand Denis. Quel étranger ?

Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier. ... de l'étranger venu de l'autre rive du Pacifique quelles que puissent être ses intentions et si puissantes que soient ses armes ».

Comme vous venez de le rappeler, il s'est écoulé près de six ans depuis que ces paroles ont été prononcées à Pnom-Penh, près de six années perdues pour la paix par le refus du gouvernement américain de retirer ses troupes et de laisser les Vietnamiens régler leurs problèmes eux-mêmes, conformément au droit inscrit dans la charte des Nations Unies.

Tout le monde reconnaît que le régime de Thieu ne tiendrait pas cinq minutes devant les forces démocratiques du Sud-Viet-Nam, sans la présence des armées américaines.

Tout le monde sait que la reprise des bombardements massifs américains contre le Nord Viet-Nam ne fera pas davantage reculer l'héroïque peuple vietnamien que ne l'avaient fait les précédents. Ils ont seulement pour conséquence d'augmenter le nombre des morts, notamment dans la population civile, y compris les femmes et les enfants, au Nord comme au Sud. Et cela au nom de la défense d'un monde soi-disant libre.

Quant aux dernières décisions du président Nixon d'établir le blocus d'Haïphong et des autres ports de la République démocratique du Viet-Nam, elles ne peuvent avoir d'autre résultat que le risque d'extension de la guerre.

Comment, ce sont les troupes américaines qui commettent une agression à dix mille kilomètres de chez elles, et c'est le gouvernement américain qui pose un ultimatum aux Vietnamiens qui se battent pour l'indépendance de leur pays ?

Nous apportons notre entier soutien au peuple vietnamien et aux forces progressistes américaines qui luttent pour la paix.

Nous demandons au Gouvernement français de condamner clairement les mesures d'aggravation de la guerre décidées par M. Nixon et de prendre des initiatives concrètes...

M. Hervé Laudrin. Lesquelles ?

Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier. ... comme le souhaite également le groupe d'amitié France-République démocratique du Viet-Nam qui vient de se réunir et qui rassemble des représentants de tous les groupes parlementaires. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste, du groupe socialiste et sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. Nous avons terminé les questions d'actualité.

Je pense que, comme la présidence, l'Assemblée nationale aura été sensible à la présence, au déroulement normale, des ministres compétents au banc du Gouvernement. C'est une excellente chose.

— 3 —

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle cinq questions orales avec débat de MM. Gosnat, de Préaumont, Achille-Fould, Delorme, Griotteray, à M. le Premier ministre.

Ces questions, relatives à l'Office de radiodiffusion-télévision française, ont été jointes par décision de la conférence des présidents.

M. Gosnat attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation existant à l'O. R. T. F. Les révélations faites par la commission de contrôle de l'Assemblée nationale et par la commission d'enquête du Sénat sur la publicité clandestine,

montrent l'état de crise réelle existant à l'Office. Il est évident que la responsabilité de cette crise se trouve au niveau le plus élevé, le directeur général étant nommé par le Gouvernement et de fait responsable devant lui. Ces nouveaux scandales, dénoncés dans les rapports, s'ajoutent à une utilisation abusive des antennes de la radio et de la télévision au profit de la majorité parlementaire et du pouvoir. Le dernier exemple en est la campagne du référendum au cours de laquelle les partisans du « non » n'ont pu disposer que de dix minutes pour exprimer leurs arguments. La campagne entreprise par certains et notamment la majorité des députés de la commission de contrôle de l'O. R. T. F. pour mettre en cause l'unicité du service public de l'O. R. T. F. et favoriser à terme la mainmise du secteur privé, ne manque pas de créer des inquiétudes parmi les démocrates, comme parmi l'ensemble des personnels. Il lui demande s'il entend préciser la position du Gouvernement à la suite de la publication du rapport des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat.

M. de Préaumont, à la suite de la décision de l'Assemblée nationale autorisant la publication du rapport établi par la commission de contrôle sur l'O. R. T. F., demande à M. le Premier ministre s'il peut faire connaître à l'Assemblée les conclusions qu'il entend tirer des propositions contenues dans ce rapport, tant en ce qui concerne les problèmes de la publicité clandestine que ceux relatifs à l'organisation de l'Office.

M. Achille-Fould demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour donner suite aux travaux de la mission sénatoriale et de la commission de contrôle de l'Assemblée nationale, touchant aux problèmes de l'O. R. T. F.

M. Delorme expose à M. le Premier ministre que le Parlement, en exerçant son rôle de contrôle, a montré, à propos de la publicité clandestine à l'O. R. T. F., qu'il existait une inter-pénétration grave entre certains intérêts privés et des collaborateurs de la radio et de la télévision nationales. De plus, il est apparu qu'un organisme nationalisé de relations publiques avait servi d'intermédiaire entre des sociétés et la télévision pour promouvoir de la publicité déguisée ou pour lancer, en en tirant profit, des appels à la générosité publique sur les résultats desquels de surcroît M. le ministre des finances prélevait la taxe sur la valeur ajoutée. Enfin, l'O. R. T. F. a remis à une grande entreprise privée, dirigée par des anciens serviteurs de l'Etat et du Gouvernement, le droit d'éditer et de distribuer des vidéo-cassettes, activité rémunératrice dont l'importance est appelée à s'accroître. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles sanctions il compte prendre à l'égard des personnes ayant utilisé leurs fonctions pour promouvoir des publicités déguisées et quelles décisions il compte prendre pour que l'O. R. T. F. revienne à sa vocation de service public.

M. Griotteray expose à M. le Premier ministre que l'Assemblée nationale a décidé de publier le rapport établi par la commission de contrôle de la gestion de l'O. R. T. F. L'opinion qui connaissait les difficultés internes à l'Office, pour en subir les effets, publicité clandestine, grèves, incohérence des programmes, sait maintenant quelles sont les conclusions de la commission de l'Assemblée nationale. Il lui demande quelles méthodes il entend suivre et quel calendrier il propose pour répondre à l'attente de l'opinion.

Je n'ai pas besoin de rappeler les dispositions du règlement, notamment l'article 135, qui donnent des pouvoirs d'appréciation extrêmement larges au président de séance. Je dois signaler cependant que j'ai tenu à rendre compte des conditions dans lesquelles j'avais l'intention d'organiser ce débat aux membres de la conférence des présidents, qui ont bien voulu accepter mes propositions.

Les auteurs des questions disposeront de vingt minutes — ce qui est le temps maximum prévu par le règlement — et les auteurs des interventions de dix minutes. Je serai obligé de faire respecter ces temps de parole pour que tout le monde puisse intervenir en temps utile.

La parole est à M. Gosnat, auteur de la première question.

M. Georges Gosnat. Mesdames, messieurs, l'O. R. T. F. est en crise. Personne ne peut raisonnablement le nier, à l'exception de ceux qui, tel l'organe de l'U. D. R., *La Nation*, réservent leur indignation à la révélation des scandales plutôt qu'aux scandales eux-mêmes.

L'un des symptômes les plus frappants de cette crise est évidemment la corruption qui règne dans certains milieux de l'O. R. T. F. et met en cause soit des personnages approchant de près la direction générale et le Gouvernement, soit certains

privilegiés des programmes télévisés dont, il convient de le souligner, le piètre talent ne justifie guère la fréquence et la longueur de leurs apparitions sur le petit écran.

M. Roger Roucaute. Très bien !

M. Georges Gosnat. Cependant, quelle qu'en soit la gravité, la corruption n'est pas le seul élément qui retient l'attention sur l'O. R. T. F. et suscite une intense émotion dans le pays. La campagne du référendum a notamment montré, plus encore qu'à l'habitude, l'extraordinaire monopolisation de ce service public par le pouvoir (*Interruptions sur les bancs de l'union des démocrates pour la République*) et les partis de sa majorité, en particulier l'union des démocrates pour la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste. — Exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

Ce n'est pas parce que l'entreprise du « oui » s'est soldée par un magistral échec... (*Interruptions sur les bancs de l'union des démocrates pour la République. — Mouvements divers.*)

M. le président. Mesdames, messieurs, il faut vous attendre à entendre exprimer des opinions fort différentes sur ce sujet à la tribune. Je vous demande d'écouter en silence tous les orateurs. Je l'ai respecté la discipline, je vous l'assure.

Monsieur Gosnat, veuillez poursuivre, je vous prie, et dans le silence, je l'espère.

M. Georges Gosnat. Ce n'est pas, je le répète, parce que l'entreprise du « oui » s'est soldée par un magistral échec que s'est effacée, non seulement pour nous mais pour bien d'autres démocrates, l'indignation provoquée par une telle attitude. Il est enfin évident que la corruption et l'arbitraire se développent sur un terrain propice. L'Office apparaît de plus en plus nettement sous les traits de l'autoritarisme, comme une chasse gardée du pouvoir (*Rires et exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne*) et comme le moyen de favoriser les intérêts des grandes sociétés privées.

Nous voici bien loin de la conception de départ, formulée par la Résistance, d'un grand service national de l'audiovisuel. Ainsi, les déclarations et les promesses officielles de ces dernières années sur l'autonomie de l'Office, sur sa libéralisation et sur la défense de son monopole ont couvert une évolution pleine de dangers de la politique gouvernementale. On mesure, par l'audace dont ils font preuve, combien cette situation réjouit tous ceux qui rêvent de démanteler l'O. R. T. F. au plus vite.

Telle est, dans son ampleur et dans sa gravité, la crise de l'O. R. T. F. et c'est à toutes ces questions que le Gouvernement devrait répondre dans les délais les plus brefs.

L'affaire de la corruption réclame même une réponse immédiate. C'est la raison pour laquelle nous demandons au Gouvernement qu'il précise, dès aujourd'hui, les suites qu'il entend donner aux révélations sur les scandales. Nous ne saurions en effet nous contenter des sanctions annoncées hier par le conseil d'administration de l'Office encore que, je tiens à le souligner, comme l'a déclaré mon ami Roland Leroy lors d'une conférence de presse tenue le 28 avril, « il ne peut s'agir pour nous d'une affaire individuelle » et, encore moins, d'une prétendue « chasse aux sorcières », pour reprendre les termes dont s'est récemment servi M. le directeur général de l'O. R. T. F.

Mais il est évident que les mesures annoncées par le conseil d'administration de l'Office n'ont qu'une portée très limitée et qu'elles n'atteignent surtout pas les principaux responsables. C'est pourtant ce qu'il est indispensable d'obtenir à la fois pour satisfaire aux exigences de la morale et de la justice, et pour répondre au souci d'éliminer ce qui peut faire obstacle à la qualité et au rayonnement d'un organisme dont le rôle éminent national ne peut que grandir considérablement à notre époque de développement incessant de toutes les sciences techniques et sociales.

Or non seulement il est désormais reconnu par l'une et l'autre des commissions d'enquête parlementaires que l'affaire est suffisamment grave pour avoir justifié la création de ces deux commissions, mais toutes les deux émettent aussi un jugement sévère sur l'inefficacité des mesures prises par la direction générale de l'Office pour endiguer et réprimer la corruption, ainsi que sur son peu d'empressement à entreprendre, tant que le retentissement des révélations parlementaires ne l'y eut contrainte, les investigations propres à cerner les scandales qu'elle ne pouvait ignorer.

Pourtant la composition politique de ces commissions, particulièrement celle de l'Assemblée nationale, ne peut laisser subsister aucun doute sur l'embarras dans lequel se sont trouvés les membres appartenant à la majorité gouvernementale pour rendre compte de leurs observations.

Maints indices en témoignent à la lecture du rapport de la commission de l'Assemblée, où seules des considérations de solidarité politique peuvent expliquer l'abondance risible des précautions de style utilisées et la discrétion impardonnable qui a été observée à l'occasion des affaires les plus scabreuses, notamment celles qui touchaient à la générosité publique.

Toujours est-il que le Gouvernement se trouve en présence d'une affaire dont il aurait sûrement tort de penser qu'il suffit maintenant, soit d'en réduire artificiellement les proportions — ce que l'opinion publique, légitimement émue après tant d'autres scandales, n'admettrait certainement pas — soit de recourir, une fois de plus, comme semble l'affectionner M. le Premier ministre, à l'argument spécieux d'une prétendue autonomie de l'O. R. T. F. et de laisser, en conséquence, carte blanche à la direction générale de l'Office pour régler cette affaire. Une telle façon de faire ne manquerait pas de susciter une profonde indignation, en raison même des critiques aussi sévères que justifiées adressées à la direction générale de l'O. R. T. F.

Au surplus, il faut parler clair et admettre que, par-delà ces critiques, c'est en réalité le Gouvernement qui est lui-même, et à juste titre, visé.

Tout le monde sait bien, en effet, comme le démontrent d'ailleurs amplement les faits de chaque jour, que l'autonomie de l'O. R. T. F. n'est qu'une apparence, en dépit de l'alibi fourni par l'existence d'un conseil d'administration. Cette pseudo-autonomie est un leurre, une duperie pour le pays ; elle est même inconvenante à l'égard des personnalités que le Gouvernement a désignées pour jouer le rôle — sans pouvoirs réels — d'administrateurs d'un des plus grands organismes nationaux.

En vérité, l'Office est soumis à l'autorité effective d'une direction toute puissante ; mais celle-ci dépend aussi, en permanence, du gouvernement qui la désigne. C'est donc bien le moment, en présence de cette grave situation, de faire jouer la solidarité évidente qui unit Gouvernement et direction générale de l'Office ! Mais personne n'admettrait qu'il n'appartient pas, d'abord, au Gouvernement d'assumer pleinement ses responsabilités. Aussi, est-ce à lui, et à lui seul, que nous demandons de faire connaître les mesures qu'il entend prendre pour que toute la clarté soit faite sur les scandales de l'O. R. T. F. et pour qu'en soient chassés tous les corrompus.

Tout en reconnaissant pour l'essentiel l'étendue et la gravité des faits de corruption, la commission de contrôle parlementaire s'est montrée par contre fort discrète sur les sanctions que ces faits appellent nécessairement. Elle a surtout émis l'opinion que l'O. R. T. F. souffrirait d'une grave crise d'autorité qui pourrait fournir en même temps la principale explication de la corruption.

Mais notre opinion est bien entendu diamétralement opposée à celle-là. Rappelons d'abord que le scandale de l'O. R. T. F., comme ceux de l'immobilier, de la fiscalité et bien d'autres qui pullulent toujours dans les mêmes milieux, révèle une fois de plus la malfaisance de la société fondée sur le profit. Le système capitaliste, où la spéculation est considérée comme une profession honorable, est naturellement générateur de venalité, de corruption et de scandales.

Comment s'étonner que l'utilisation des pratiques publicitaires transformant par exemple des enfants en hommes-sandwichs au profit de telle marque de lessive ou de tel produit alimentaire, que le prélèvement cynique de la taxe sur la valeur ajoutée sur les collectes populaires, trouvent leur prolongement dans des profits réalisés sur les campagnes en faveur de la recherche médicale ou de l'enfance inadaptée !

Quant à l'argument d'une prétendue « crise d'autorité », il nous semble que la commission ait surtout voulu s'en saisir aussi pour émettre des jugements qui nous paraissent intolérables à l'égard des différents personnels de l'O. R. T. F. dont nous respectons quant à nous la liberté d'organisation, en même temps que nous rendons hommage à leur honnêteté, à leur compétence et à l'enthousiasme qui les unit à la mission d'un grand service public.

Si une telle « crise » existait, ces personnels s'en apercevraient sans doute lorsqu'ils présenteront leurs revendications. Or tout démontre que ce n'est pas le cas. Les producteurs et les réalisateurs, dont on n'a pas oublié les manifestations reten-

tissantes de novembre dernier, s'en seraient eux aussi rendu compte. Or la situation qu'ils ont dénoncée, loin d'avoir été corrigée s'aggrave encore. En témoignent les œuvres interdites, les œuvres censurées, les œuvres mutilées parce qu'elles abordaient les problèmes réels de notre temps ou qu'elles conduisaient le téléspectateur à une réflexion critique.

La direction de l'Office ne vient-elle pas d'interdire la rediffusion rétrospective de quelque émission que ce soit de la série « *La caméra explore le temps* » ?

D'une manière générale, la censure s'exerce maintenant à l'encontre des projets d'émission eux-mêmes ou encore par le rejet aux heures de faible écoute des émissions jugées indésirables.

Telle est la situation véritable au sein de l'Office. Loin de confirmer l'existence d'une crise d'autorité, elle souligne au contraire l'accentuation de l'autoritarisme exercé par la direction générale et par ceux qui — non pas en fonction de leurs qualités professionnelles, mais en raison de leur appartenance aux partis ou à l'idéologie de la majorité gouvernementale — ont le droit et la possibilité de partager son pouvoir.

Nous n'aurons pas la naïveté d'interroger le Gouvernement sur l'importance de cette présence politique au sein de l'O. R. T. F., pourtant tellement peu niable que le rapport de la commission de contrôle en fait lui-même état.

Dans de telles conditions, l'insistance mise à dénoncer une crise d'autorité qui n'existe pas en deviendrait même suspecte si elle ne s'inscrivait pas tout naturellement dans cette grande série de manœuvres, toujours prêtes à se développer depuis des années dans le sens de la remise en cause du monopole de l'O. R. T. F., dans le sens du démantèlement de cet Office.

On sait que le rapport auquel M. Paye avait donné son nom contenait toute une gamme de solutions qui leur avaient permis de franchir une nouvelle et importante étape dont les effets se font de plus en plus sentir au fur et à mesure que sont appliquées les recommandations du rapport.

La crise réelle de l'O. R. T. F. est, cette fois, utilisée à plein pour brûler les dernières étapes. Au nom de la lutte contre la corruption et le gigantisme, la commission de contrôle se prononce ouvertement pour le démantèlement.

Pour apprécier le moment choisi, il faut se reporter aux dernières manifestations de la pression exercée par les monopoles sur l'O. R. T. F. Jamais celle-ci ne s'était effectuée à un tel rythme ! Il faut aussi considérer l'ampleur des moyens mis en œuvre par le trust Hachette, dont le rôle prédominant dans la mainmise des monopoles sur l'O. R. T. F. est souligné par le passage à sa direction de deux des principaux collaborateurs du Premier ministre.

La création de la société mixte O. R. T. F.-Hachette « Vidéogrammes de France », celle de la société mixte O. R. T. F.-P. T. T. « Société française de télédistribution », de la « Société d'études de télévision » entre Hachette, Paribas, Thomson et d'autres, du « Groupe d'études pluridisciplinaires » entre Hachette et Thomson, la création de multiples autres sociétés en France et à l'étranger entre ces différents trusts, sont autant d'exemples de cet extraordinaire déploiement de forces effectué en quelques mois.

Dans ces grandes manœuvres, l'O. R. T. F. est la proie dont il s'agit de tirer le maximum de profits tout en envisageant de faire passer directement dans le giron des trusts les secteurs de son patrimoine et de son activité les plus rentables, l'information restant, bien entendu, le privilège du Gouvernement.

C'est donc dans ce contexte de corruption, d'autoritarisme, de chasse gardée des partis au pouvoir et de complot délibéré au service des grands monopoles privés que s'exerce de façon de plus en plus outrancière la discrimination contre les partis de gauche, les syndicats et plus généralement contre toutes les organisations démocratiques.

Si l'attitude de l'O. R. T. F. pendant la campagne du référendum a été scandaleusement antidémocratique au point d'en être caricaturale, un nombre de plus en plus grand de faits confirment l'impression d'une volonté systématique, inspirée par le pouvoir, de s'opposer à l'expression de ces organisations.

Eh bien ! nous n'entendons nullement renoncer à notre droit de nous faire entendre sur les ondes. Avec nos militants, avec nos sympathisants, nos électeurs et aussi avec les autres organisations démocratiques qui le souhaitent, nous affirmerons notre droit et le leur avec toujours plus de force.

Cela m'amène précisément à poser deux questions à M. le Premier ministre, lui-même ayant annoncé récemment que notre pays était déjà entré dans la campagne des prochaines élections législatives — ce qui semble évident.

Premièrement, quel plan conçoit-il pour l'exercice normal de la liberté d'expression sur les chaînes de radio et de télévision, non seulement durant la campagne électorale officielle, mais aussi, à partir de maintenant, durant toute la période préliminaire ?

Deuxièmement, est-il prêt à soumettre ce plan à la discussion de l'Assemblée nationale, et quand ?

Quelle que soit votre réponse, monsieur le Premier ministre, nous poursuivrons la lutte pour faire triompher cette grande revendication démocratique visant à l'attribution d'un temps d'antenne régulier aux partis politiques et aux organisations syndicales, l'organisation de véritables confrontations sur tous les problèmes d'importance nationale, l'organisation démocratique des campagnes électorales qu'elles soient municipales, cantonales, législatives ou présidentielles.

Nous poursuivrons la lutte pour la suppression de toute forme de censure.

Nous la poursuivrons pour l'adoption d'un statut démocratique de la radio et de la télévision en popularisant la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire communiste en vue de la création d'une société nationale de la radio et de la télévision placée sous la responsabilité d'un conseil d'administration véritablement démocratique et disposant, dans le cadre des garanties assurées aux droits des personnels statutaires et non statutaires, des moyens nécessaires à l'activité et au développement de la société nationale, à l'exclusion de toute recette publicitaire.

Pour assainir l'O. R. T. F., il n'existe nulle autre voie que celle de sa démocratisation ; il faut la démocratiser.

Tel est le mot d'ordre central que notre parti entend placer au cœur d'une grande campagne de masse à laquelle il appelle les travailleurs et les démocrates de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.*)

M. le président. Je remercie M. Gosnat d'avoir rigoureusement respecté son temps de parole, attitude qui doit servir d'encouragement aux orateurs qui lui succéderont.

La parole est à M. de Préaumont.

M. Jean-Franck de Préaumont. Monsieur le Premier ministre, l'Assemblée nationale a pris la décision de rendre public le rapport de sa commission de contrôle sur l'O. R. T. F.

Formé pour examiner la gestion de l'O. R. T. F. en vue d'informer l'Assemblée du résultat de cet examen, cette commission n'avait pas vocation d'intervenir directement dans la conduite des affaires de l'Office, pas plus qu'elle ne pouvait prétendre se substituer pour ce qui les concerne, ni au Gouvernement ni, le cas échéant, à la justice.

Il est malheureusement de fait que cette attitude n'a pas dépassé les limites de cette Assemblée et que certains, à propos de l'O. R. T. F., ont pu exprimer leur nostalgie de la confusion des pouvoirs et révéler leur inclination à jouer une parodie de tribunal populaire, assurés du confort de dispositions constitutionnelles qui les préservent unilatéralement. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.*)

Il reste qu'en raison de l'importance des faits comme du sujet lui-même, l'Assemblée est conduite à demander au Gouvernement qui a la responsabilité de veiller à ce que les mesures nécessaires soient appliquées par l'Office ou le cas échéant, de prendre plus directement toutes dispositions utiles, quelles conclusions il entend tirer des propositions contenues dans le rapport de la commission de contrôle, qu'il s'agisse de la publicité clandestine ou de l'organisation et du fonctionnement de l'Office.

En ce qui concerne le problème de la publicité clandestine, la commission de contrôle de l'Assemblée, écartant toute idée de se substituer à la commission d'enquête constituée à l'intérieur de l'Office, comme tout désir de se livrer à une quelconque chasse aux sorcières, s'est surtout appliquée à analyser le phénomène et à tenter d'apporter une contribution à sa solution en proposant un certain nombre de remèdes.

S'il paraît raisonnable de ne pas refuser de penser que les décisions qui viennent d'être annoncées par le conseil d'admi-

nistration de l'O. R. T. F. sont, pour une part importante, la conséquence de l'enquête menée à la demande de sa direction générale, on ne peut que se féliciter qu'elles mettent en application certaines des mesures préconisées par le rapport de la commission de l'Assemblée nationale.

Tout en exprimant le désir que soient rendues impossibles pour l'avenir les erreurs qui sont apparues, ou sanctionnées les fautes qui ont été commises, nous sommes convaincus que le véritable scandale est, ou serait, celui de présenter les choses en un raccourci abusif qui ne ferait pas une exacte appréciation de la nature et de l'ampleur de l'évènement.

Evoquant la difficulté de séparer parfois publicité et relations publiques, le rapport d'information du Sénat, à la page 169, cite un livre écrit par deux professionnels des relations publiques, paru en 1962, dans lequel on peut lire : « Encore aujourd'hui, les esprits chagrins voient volontiers dans les relations publiques une publicité clandestine. »

Si l'examen révèle ce que le caractère global de cette assertion a d'excessif, il demeure qu'il est parfois difficile de séparer l'information de la stimulation d'achat, le risque d'interférence étant accru dans le support audiovisuel, et que le débat n'est pas clos entre ceux qui estiment que les relations publiques sont une discipline spécifique et ceux qui soutiennent qu'elles sont une simple technique particulière de la publicité.

La déontologie des relations publiques reste encore floue ; celle qui s'impose aux journalistes face à l'action des agents de relations publiques est pratiquement inexistante. En présence d'une information d'un intérêt incontestable ou simplement marqué mais qui a un aspect publicitaire, quelle doit être l'attitude de l'informateur ?

Si l'on ajoute à cela l'effet conjugué d'habitudes prises à l'époque où l'on ne pratiquait que la publicité compensée, du contingentement du volume de la publicité à l'O. R. T. F. et de la pression extérieure que cette situation ne peut manquer de susciter, on mesure déjà tout ce qui tient à la nature des choses avant même le comportement des hommes.

En outre, la complexité des statuts de personnels, divers, trop rigides ou, au contraire, trop souples, rend parfois difficile un réel exercice de l'autorité et se traduit souvent par le fait que les plus présents à l'antenne sont aussi ceux qui dépendent le moins de l'Office ou qui sont les moins assurés de pouvoir y poursuivre leur activité. Il en résulte qu'ils sont portés à s'assurer, dans leur profession, d'une certaine continuité.

Pour certains, les entreprises qu'ils ont créées ou auxquelles ils participent comme associés répondaient à cette préoccupation, à certains égards explicable. Mais comment alors, ne pas voir que ces sociétés ne pouvaient manquer d'apparaître — ou risquaient d'apparaître — comme des intermédiaires privilégiés entre le secteur privé et l'Office ?

Cette situation permet de comprendre plus aisément le phénomène. Elle ne suffit pas, néanmoins, à excuser un certain nombre de fautes commises. Toutefois, elle impose deux obligations : celle de ne pas confondre abusivement le comportement de quelques personnes et celui de plusieurs milliers d'agents ou de collaborateurs de l'Office qui remplissent leur fonction avec rectitude, compétence et talent ; celle de prendre conscience que cette situation impose des réformes de structures dans l'organisation et le fonctionnement de l'Office.

Les propositions de la commission dans ce domaine constituent des thèmes de réflexion qui, avec le rapport Paye dont elles s'inspirent pour une grande part, peuvent être l'objet d'un examen poursuivi par l'Office et par le Gouvernement.

Il faut à cet égard souligner que les modifications proposées s'inscrivent dans le cadre du monopole de la nation auquel nous restons fermement attachés, mais dont nous pensons que le maintien suppose des réformes qu'impliquent à la fois la situation actuelle et la préparation de l'avenir.

Mais pour que les téléspectateurs restent, eux aussi, attachés au monopole, il faut bien comprendre qu'ils ne jugeront pas l'O. R. T. F. sur la subtilité juridique de ses circuits internes, mais sur la qualité de son produit, c'est-à-dire les programmes.

Il n'est sans doute pas d'établissement qui, par sa nature même, appelle davantage l'exercice du sens critique et soit plus exposé à voir se manifester à son sujet la diversité et la pluralité des jugements. Les programmes de la plus grande entreprise française d'information, de distraction et de culture doivent être conçus et élaborés de telle manière qu'ils puissent satisfaire des téléspectateurs très divers et très nombreux.

C'est une entreprise difficile, mais un certain nombre des obligations qu'elle impose sont claires.

Vous avez marqué, monsieur le Premier ministre, et de manière constante, votre souci de voir garanti le caractère libéral de l'information. Vous avez raison et nous sommes fermement décidés à vous soutenir.

Ce caractère libéral, cette objectivité comme l'on dit, appelle la pluralité, l'équilibre.

Or comment ne pas remarquer très fréquemment à travers magazines d'information, dramatiques, émissions culturelles, le souffle d'une mauvaise conscience, souvent morbide, que l'on peut respecter comme le témoignage d'un créateur, mais qu'il devient difficile d'admettre quand elle se présente comme le sous-produit systématique d'un esprit de caste, et dont, en tout état de cause, on ne peut que contester qu'elle soit le seul témoignage à apporter et la seule image à donner de notre monde et de notre société. (Applaudissements sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la République.)

Quel curieux reproche, monsieur le Premier ministre, que nous entendions encore tout à l'heure, que celui qui consiste à accuser le Gouvernement de peser lourdement sur l'établissement public autonome que constitue l'O. R. T. F. ! Et quelle curieuse attitude aurait le Gouvernement qui s'efforcerait impérieusement d'obtenir de la télévision qu'elle soit plus attirée par ce qui ne va pas dans ce pays, qu'attentive au bilan positif de l'action gouvernementale ! (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.)

Nous demandons simplement que l'on donne de la France une image vraie jusque dans ses faiblesses, mais pas une image tronquée qui inverse systématiquement les réalités.

Nous demandons que l'on ne confonde pas systématiquement télévision avec ciné-club ou théâtre d'avant-garde ; que l'on ne commette pas l'erreur qui consiste à croire que l'on éveillera l'intérêt pour le théâtre ou la lecture en présentant des œuvres hermétiques qui décourageraient les meilleures bonnes volontés ; que l'on n'accrédite pas l'idée qu'une émission dite culturelle est forcément ennuyeuse ; que l'on réserve à la distraction une place convenable, en veillant à ne pas laisser se développer une tendance à la surinformation qui apparaît dans la télévision française comparée à celle de pays voisins.

Dire tout cela, c'est simplement réclamer le respect de la liberté de chacun, autant de ceux qui font la télévision que de ceux qui la regardent et l'écoutent.

L'exigence fondamentale qu'impose un monopole qui appartient à la nation, c'est, monsieur le Premier ministre, une télévision pour tous les Français. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Je remercie M. de Préaumont.

La parole est à M. Achille-Fould.

M. Aymar Achille-Fould. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, l'Assemblée et le pays attendent d'un débat, trop longtemps attendu, pour qu'au nom du groupe Progrès et démocratie moderne, que je représente à cette tribune, je prenne le risque de confondre, comme cela a parfois été fait, le coupable et l'imprudent, les querelles de clans et les questions de structures, le fait divers et le fond du problème.

Oui, les Français attendent beaucoup de ce débat car le petit écran est devenu à ce point dans chaque foyer un membre de la famille qu'à travers lui les Français se sentent atteints de contagion lorsque l'O. R. T. F. est malade, ce qui est aujourd'hui le cas.

Il suffit de compter le nombre de lignes ou de colonnes consacrées par toute la presse à ce problème et de les comparer, par exemple, à la relation de la crise du Bundestag ou des élections italiennes pour mesurer l'importance des questions européennes dans l'esprit de nos concitoyens par rapport aux soubresauts de ce « grand corps malade », comme le désignait le rapporteur de notre commission.

Ah, oui ! s'il fallait aujourd'hui voter pour ou contre Pierre, Guy, Charles ou Raymond — à supposer que ces prénoms purement imaginaires soient ceux de personnalités de l'O. R. T. F. (Sourires) — la participation serait plus massive et plus passionnée que lorsqu'il s'agit de l'Europe.

L'impact sur les Français de ce qui se passe sur l'écran est un phénomène de civilisation, et ce qu'il advient dans les coulisses ajoute le frisson du mystère à l'attrait du visible. Mais au risque de décevoir, je n'ajouterai rien au suspense, je ne prononcerai pas un nom, je ne ferai aucune révélation sensationnelle. Le rapport de notre commission, dont la publication a été proposée par l'unanimité de ses membres et votée par toute l'Assemblée, a mentionné ce qu'il y avait de sérieux à dire sur la question, par souci de vérité. Telle feuille à scandale a fait le reste, par souci de tirage; chacun sa vocation!

Le rôle d'un parlementaire n'est pas celui d'un procureur et notre débat sera, me semble-t-il, d'autant plus efficace et, au-delà, d'autant plus digne que, s'élevant au-dessus des épiphénomènes, il ira au cœur du sujet.

Puis-je dire à cet égard, sans esprit de critique, qu'à l'encontre des voies choisies par nos collègues sénateurs, les structures et les objectifs que s'est donnés notre commission exigeait d'elle à la fois des travaux plus discrets et des conclusions étendues bien au-delà des seuls problèmes de la publicité clandestine et de la simple dénonciation des abus et de leurs auteurs?

Peut-être nos travaux y ont-ils gagné en sérénité. Mais il ne s'agit pas de compétition entre les deux assemblées, ni de course de vitesse entre elles et la commission d'enquête au sein de l'O. R. T. F. Encore que l'émulation soit connue pour être un puissant moteur et un facteur de progrès.

L'insistance du conseil d'administration de l'Office, dans son communiqué d'avant-hier, à démontrer que des sanctions avaient été prises dès le 7 mars dernier, tandis que notre commission avait elle-même déjà tenu vingt-sept séances à cette date, tendrait à nous faire penser que ceci n'est pas étranger à cela, et que, sur ce point parmi d'autres, le large débat ouvert par notre Parlement grâce à ses mission et commission n'a pas été inutile. J'y reviendrai.

Il était bon, en tout cas, que les premières mesures soient rapidement prises, car l'air devient irrespirable au sein de l'Office, où l'immense majorité honnête et consciencieuse des collaborateurs sent planer sur elle le doute et la suspicion qu'ont déclenchés quelques profiteurs indécents d'un système mal protégé contre les vautours.

Mais, je le répète, le rôle de notre commission, tel qu'elle l'a conçu, n'était pas seulement, comme d'autres l'ont fait, de désigner ces vautours à la vindicte publique, mais d'analyser en profondeur les raisons pour lesquelles l'Office a pu devenir une proie pour les rapaces, qu'ils soient du dedans, ou qu'ils le guettent de l'extérieur, et de proposer les mesures nécessaires pour éviter la poursuite des abus et des erreurs.

Car l'émotion du moment s'étant atténuée, c'est, en fin de compte, sur le fonctionnement de l'Office qu'à la mesure de nos responsabilités respectives la nation demandera des comptes à son Parlement, et qu'il est du devoir de celui-ci d'en demander, tant à l'Office, service public, qu'à vous-même, monsieur le Premier ministre.

L'analyse de la marche de cette immense machine centralisée, trop immense et trop centralisée, a été faite en détail par notre commission. Elle est décrite dans notre rapport.

Je ne crois trahir ici ni le secret de nos délibérations ni l'esprit de mes collègues en disant que l'ambiance et les structures actuelles de l'Office reflètent pour l'avenir l'incapacité, dans les conditions actuelles, de poursuivre une tâche conforme à sa vocation.

Grandi trop vite dans une armure rigide et devenue trop étroite pour le contenir, ce corps se gangrène ou s'échappe par tous les interstices, mal contrôlé par une direction générale trop centralisée, qui veut tout contrôler mais qui s'aperçoit qu'elle n'est en fin de compte qu'une main molle dans un gantelet de fer.

Ainsi, malgré la conscience et le dévouement d'un directeur général dont la bonne volonté n'est pas ici en cause et qui lutte comme il peut contre la paralysie due aux structures mêmes de l'Office, s'est instauré aux divers échelons un laxisme souvent bon enfant, parfois coupable et générateur des abus constatés.

Quelques roitelets profitent sans contrôle et parfois sans vergogne de la situation, faisant leur chemin au travers des mailles de structures floues, voire contradictoires, parmi les chapelles indépendantes et les clans concurrents, confondant, à l'occasion, leurs intérêts personnels et ceux de l'Office, dans une

ambiance où la tolérance devient sans s'en rendre compte complicité.

M. André Chandernagor. Oh oui!

M. Aymar Achille-Fould. Pour citer un exemple précis, les contrats signés entre l'Office et ses collaborateurs, qui sont de plusieurs centaines de type différents, paraissent, pour certains agents, pourtant importants, si vagues et si peu contraignants que l'un de ceux-ci a prétendu devant nous en ignorer jusqu'à l'existence tandis que nous en avons la photocopie sous les yeux.

Sur un autre plan, nommer à la tête de l'inspection générale de l'Office l'ancien directeur général de celui-ci, n'est-ce pas prendre d'avance, et les yeux fermés, la responsabilité de dissensions personnelles entre le prédécesseur et son successeur?

M. René Rieubon. Qui l'a nommé, sinon le Gouvernement?

M. Aymar Achille-Fould. Enfin quelle industrie, quel commerce, quel service pourrait accepter d'être organisé de telle façon que la maladie ou l'accident de son directeur général en bloque tous les rouages, comme cela nous a été décrit à propos de ce service public qu'est l'O. R. T. F.?

L'analyse une fois faite, notre commission s'est attachée — c'est une longue partie de son rapport — à proposer des méthodes destinées à préparer, pour l'O. R. T. F., un avenir meilleur. Avant d'évoquer rapidement celles-ci, qui ne sont pas strictement l'objet de notre débat, je tiens à dire que nous regrettons que le Gouvernement n'ait pas saisi plus tôt les occasions de l'indispensable réforme.

Comment ne pas s'étonner que le rapport Paye, qui a fait l'objet d'un long et minutieux travail, n'ait pas été suivi, depuis deux ans, d'effets plus rapides, plus concrets et plus étendus? Comment ne pas déplorer que le dialogue n'ait pas été plus ouvert et, par exemple, qu'une question orale avec débat concernant les retombées, sur la liberté de la presse, de la publicité à l'O. R. T. F., que j'avais déposée voici plus d'un an, n'ait jamais été inscrite à l'ordre du jour? Dans ce cas, je ne suis pas convaincu des vertus du silence et, même en politique, la vérité peut être synonyme d'efficacité.

C'est ainsi, par ailleurs, que l'esprit qui a présidé à la réforme de 1964, dont on constate aujourd'hui la fragilité, puisqu'elle est en échec, était entaché d'ambiguïté.

Il fallait choisir entre deux conceptions: celle d'un Office véritable instrument du pouvoir — cela n'a jamais été la nôtre, vous le savez, ni la vôtre, monsieur le Premier ministre, nous le savons aussi — ou celle d'un véritable service public pour la nation, l'objectivité devenant, dans ce cas, la règle absolue.

L'on est resté entre les deux, et l'expérience prouve qu'il vaut mieux voter un texte dans la foi que dans la crainte.

Ainsi l'Office subit-il, dans l'équivoque, les critiques des deux bords sans recueillir les avantages d'une politique clairement exprimée et mise en œuvre.

Loin de moi l'idée de souhaiter qu'abusant d'une autonomie pourtant indispensable, l'Office puisse tomber dans le vacarme et les excès des extrémistes de tout poil dont le caractère spectaculaire n'a d'égal que l'irréalisme ou le désir de détruire. Les structures de demain doivent permettre, au contraire, au Gouvernement, qui en a la responsabilité et le devoir, d'exprimer les raisons de sa politique et de les exprimer clairement, directement, sans complexe et sans croire obligé d'utiliser des voies détournées, en « annonçant la couleur », j'ose dire, mais de permettre également à l'opposition de renvoyer la balle aussi vigoureusement qu'elle juge bon de le faire.

Cela, c'est la participation du service public aux règles de notre démocratie. Une organisation de ce genre passe d'abord, nous semble-t-il, puisqu'il faut bien liquider le passé, par la sanction nécessaire des abus commis, une fois ceux-ci clairement établis, c'est-à-dire par la sanction de leurs auteurs.

J'entends par là qu'il s'agit non pas d'accrocher quelques subalternes irresponsables mais d'aller aux sources et de ne pas se contenter de faire justice à l'intérieur de l'Office, mais de veiller aussi à ce que, au-dehors, cesse l'agression dans l'impunité qui permet aujourd'hui, par exemple — mais c'est vraiment trop — la croisière commerciale aérienne de la prétendue moralité, même si l'on ne parle plus aujourd'hui sous le couvert d'une entreprise nationale dont le cordon ombilical

a été opportunément sectionné. L'organisation peut aussi passer soit par un conseil d'administration au sein duquel les pouvoirs publics, les collaborateurs de l'Office et les usagers sont équitablement représentés dans la grande diversité de leurs tendances respectives, le directeur général étant désigné par le Gouvernement pour une période déterminée à l'avance, ce qui lui conférerait la sécurité, c'est-à-dire l'indépendance nécessaire, soit par un conseil où siègeraient à parité, d'une part, les membres nommés par les pouvoirs publics et, d'autre part, les autres représentants qui désigneraient alors en commun le directeur général. Cette organisation pourrait également passer par la mise en place d'un conseil national de la radiodiffusion-télévision française que le groupe Progrès et démocratie moderne a prévu dans l'article 3 de sa proposition de loi n° 241 du 6 août 1968, à laquelle je vous renvoie, mes chers collègues.

En son sein pourrait s'établir la concertation des grands courants de la pensée politique, économique, sociale, philosophique et culturelle du pays. Cette organisation passe enfin par les propositions contenues dans le rapport de notre commission d'enquête et que je n'énumérerai pas en détail.

Il s'agit, en fait, pour contrôler plus efficacement l'autorité et la gestion, de décentraliser, de définir avec précision les relations de l'Office avec le monde extérieur, d'en établir la déontologie, de mettre sur pied un véritable service commercial, de casser les privilèges de certains, de promouvoir la rigueur nécessaire dans les rapports entre l'Office et ses collaborateurs, d'améliorer la qualité des émissions, de rétablir la confiance chez les agents et chez les téléspectateurs, d'adapter l'Office aux techniques nouvelles.

Je voudrais, sur ce dernier point, répondre par avance aux querelles d'intention qui pourraient nous être faites par ceux qui prétendent que nous souhaiterions profiter des circonstances pour livrer pieds et poings liés l'Office aux convoitises des intérêts privés.

S'il apparaît qu'à travers les techniques nouvelles, nous ne pourrions éviter que s'instaure un jour une télévision commerciale qui, si elle n'est pas nationale, sera étrangère, rien ne semblerait plus dangereux que d'ouvrir dès maintenant la voie aux intérêts commerciaux avant que nous n'ayons réorganisé ensemble le monopole — en particulier, dans le secteur de la télévision — de telle sorte que, face à cette concurrence commerciale, il puisse se défendre à armes égales.

L'on n'expose pas un malade à la rigueur des intempéries.

Ma conclusion sera politique, tant est politique le sujet de notre débat et des suites que vous y donnerez, monsieur le Premier ministre. Il est à la fois regrettable et heureux que ce débat se soit instauré. Regrettable, car il vient bien tard et, avouons-le, sous la pression. Heureux, car voici que s'ouvre enfin un dialogue — chacun devant y jouer pleinement son rôle — sur un sujet que les Français considèrent comme essentiel, dialogue entre le législatif et l'exécutif, fondement même de la démocratie.

Dialogue d'autant plus indispensable qu'une vaste majorité — trop vaste d'après certains — n'a d'autre choix, vous l'avez souvent dit, monsieur le Premier ministre, que de promouvoir elle-même et en permanence l'indispensable réforme, ou d'accepter de la subir venant d'ailleurs et, à la limite, venant de la rue.

En cela, les commissions spéciales, quelquefois contestées, concourent — quand elles jouent vraiment leur rôle — au fonctionnement de nos institutions.

J'entends qu'en matière de structures, vous veuillez laisser à Philippe Malaud, auquel vous avez confié fort opportunément cette tâche, le soin de fournir au Gouvernement et au Parlement le schéma de la réorganisation devenue si nécessaire. Mais il faut faire vite, parce qu'il est tard.

J'espère que vous nous direz tout à l'heure que ce schéma sera présenté à l'un et à l'autre avant la fin de la présente session.

En cela, nous avons confiance que le Gouvernement, avec l'aide du Parlement, et sans remettre en cause en aucune façon la liberté et l'objectivité de l'O. R. T. F., saura rendre à l'Office les moyens de son efficacité pour le meilleur service de la nation. Il y va de la dignité et de la fierté d'un service public auquel tous nos concitoyens sont légitimement attachés. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

M. le président. Je remercie M. Achille-Fould.

La parole est à M. Delorme.

M. Claude Delorme. Monsieur le Premier ministre, monsieur le président, mes chers collègues, je trancherai peut-être sur les orateurs qui m'ont précédé en m'exprimant de façon claire et précise. (Interruptions sur divers bancs.)

Je voudrais rester strictement dans le cadre des questions que j'ai posées. Je n'aborderai pas le problème des structures puisque vous avez annoncé, monsieur le Premier ministre, qu'un large débat s'instaurerait à ce sujet ; nous en discuterons donc à ce moment-là. Je m'en tiendrai aujourd'hui à quelques questions précises.

Nous regrettons un peu que vous ne nous ayez incités à poser des questions orales que pour avoir l'occasion d'exposer le point de vue du Gouvernement. En fait, la déclaration que vous allez faire, nous l'attendions depuis fort longtemps, précisément depuis que les rapports de la commission de contrôle de l'Assemblée et de la mission d'information du Sénat ont été déposés.

Il faut dire que la faveur qu'a connue auprès de l'opinion publique le résultat de ces travaux parlementaires nous a grandement réconfortés. Ainsi, par le biais des commissions d'enquête, le Parlement retrouve le crédit qu'il avait perdu auprès du corps électoral, par le fait du Gouvernement lui-même bien souvent. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Pierre-Charles Krieg. C'est absurde !

M. Claude Delorme. Nous nous félicitons aussi de ce que la désignation proportionnelle des membres qui ont composé cette commission ait permis d'exercer un contrôle plus impartial et plus strict des actes du Gouvernement.

Les conclusions des rapports de la mission du Sénat et de la commission de notre Assemblée ont confirmé tout ce que nous savions, et il faut aujourd'hui en tirer les leçons et, pour vous, en subir les conséquences.

Tout se passait en effet à l'O. R. T. F. en gestion libre. C'était la règle sans que la direction et le conseil d'administration s'en inquiétassent beaucoup. Des hommes travaillant dans l'Office pouvaient organiser de véritables officines de publicité pour des produits désireux d'échapper aux règles de la Régie française de publicité. D'autres salariés de l'Office, inscrits à la sécurité sociale, pouvaient créer des sociétés à but lucratif, être tout à la fois, nous l'avons constaté, propriétaires d'une agence de création publicitaire, d'organisations de jeux. Et pour ces producteurs, pour ces directeurs, rien n'était condamnable puisqu'au vu et au su de tous ils pouvaient être en même temps employeurs, fournisseurs et, comme les autres, consommateurs !

Quel étonnement pour l'un de ces producteurs d'apprendre qu'étant immatriculé à la sécurité sociale il était sous le coup de ce que nous appelons en droit un « lien de subordination » ! Il fut stupéfait d'apprendre que l'article 7 de son contrat prévoyait, chaque fois qu'il exerçait une autre activité, l'obligation d'obtenir l'accord de sa direction. Nous pensons d'ailleurs que si le problème de la publicité clandestine est grave, s'il a provoqué des pertes de recettes importantes révélées dans les rapports, il n'est en rien comparable à celui que nous avons découvert et que je vais évoquer dans un instant.

Ce problème est aujourd'hui dépassé. L'on peut s'étonner que les avertissements au sujet de la publicité clandestine, lancés, il faut le reconnaître objectivement, en mars 1971 — il y a plus d'un an — par le service de l'inspection générale n'aient pas été suivis de mesures plus rapides.

Voulez-vous que je vous livre la conclusion d'un de ces rapports ? « Notre enquête révèle un climat de vénalité et d'affairisme sévissant dans certains milieux de la télévision et portant un préjudice important au bon renom de l'O. R. T. F. Il serait souhaitable que la hiérarchie de notre Office portât attention à ce phénomène et se montrât vigilante pour le réprimer. »

Or, à la suite de ces conclusions — et le rapport de M. Le Tac le précise — une nouvelle enquête a été décidée par le directeur général. Mais arrêtons-nous là pour la publicité clandestine.

Vous connaissez tous ce qu'on a appelé le « copinage ». A mon sens, dans certains cas, c'était beaucoup plus du « margou-

linage», car on entrait dans des détails si subalternes qu'il vaut mieux ne pas vous infliger la lecture des comptes rendus. En effet, la liste est fort longue; mais certaines anomalies et certaines coïncidences ont tout de même été relatées.

En matière sportive — domaine que vous connaissez bien, monsieur le Premier ministre — existait un challenge anonyme de golf. Il est devenu le « trophée Lancôme ». Et le golf — j'en suis navré pour les amateurs de rugby — a bénéficié de deux heures vingt-sept minutes d'antenne qui ont été consacrées — et lourdement — à ce trophée Lancôme. Simple coïncidence : les parfumeries Lancôme lançaient leur dernier parfum !

Je n'insisterai pas sur cette opération qui a été suivie, dans les mêmes conditions, d'un reportage dans « Les coulisses de l'exploit ». Nous en reparlerons dans quelques instants.

Ce qui nous paraît beaucoup plus grave, monsieur le Premier ministre — vous l'avez certainement découvert avant que les travaux de la commission de contrôle ne nous éclairent — est l'utilisation des agences de publicité spécialistes de relations publiques.

Un tel service est défini fort clairement à la page 82 du rapport de M. Le Tac : les « relations publiques » sont des activités qui visent — c'est l'Association française des relations publiques qui le précise — « à susciter à l'intérieur d'un groupe un esprit de coopération générateur de promotion sociale et de progrès technique, à établir à l'intérieur d'un groupe et entre le groupe et les secteurs de l'opinion une compréhension et une confiance réciproques ».

C'est enfin ce que le gouvernement de l'époque, le 23 octobre 1964, sous la signature de M. le ministre de l'information, officialisait en créant et en définissant les fonctions de « conseiller en relations publiques ».

Les « relations publiques » ont « galopé » depuis cette date.

Au départ, elles se situaient, si je puis dire, au niveau de ce que l'on a appelé le « copinage » : elles facilitaient les entrées dans certaines administrations, permettaient d'obtenir des services. Rapidement, la réussite attirant vers certaines agences de relations publiques de très gros clients, on est passé du stade artisanal, monsieur le Premier ministre, à ce que je qualifierai de « stade industriel ».

La porte entrouverte s'est grande ouverte et, de la facilité donnée par des amis, on a glissé vers une véritable institution. Moralement cela devient d'une gravité exceptionnelle lorsqu'il s'agit d'opérations entièrement étudiées et orchestrées. Nous découvrons ce phénomène, bien entendu, dans les agences privées. Mais il est grave pour le Gouvernement, que l'organisation la mieux structurée — puisqu'on a parlé de structures — se trouve à l'intérieur de l'agence Havas, dont 56 p. 100 du capital appartiennent à l'Etat, avec sa sous-filiale Havas-Conseil-Relations publiques.

Le rapporteur, prudent dans son appréciation, déclare, dans son rapport, à la page 86, à propos des relations publiques : « C'est un domaine dans lequel il y a certainement eu des errements ».

Le rapporteur poursuit, à la page suivante : « A travers l'étude des documents Havas-Conseil-Relations publiques on pourra se rendre compte que, justement, l'absence de toute règle, aussi bien du côté... » — c'est charmant ! — « ...du séducteur Havas que du séduit O. R. T. F., permet tous les abus. De l'étude de ces documents on retire l'impression que les agences de relations publiques peuvent librement assurer d'avance à leurs clients qu'ils peuvent bénéficier d'un temps d'antenne déterminé pour le passage de leur message publicitaire. »

Je trouve tout de même un peu étonnantes les méthodes adoptées par une agence d'Etat. Quel est le travail des lobbies — le terme a été employé — qui vont jusqu'à envoyer des chargés de mission dans certains pays plus en avance que nous dans ce domaine des relations publiques ?

Le cas le plus connu est celui des transporteurs publics. Le président de la corporation s'étant ému de certaines critiques et de certains de vos projets a décidé de confier à Havas-Conseil-Relations publiques la mission de présenter au grand public la défense des transporteurs routiers et de créer en leur faveur un climat de sympathie.

Qu'a-t-on fait ? Grâce aux relations entretenues avec les uns et les autres, chez Havas par telle secrétaire, par tel responsable d'émission à l'O. R. T. F., on a décidé de réaliser un film en couleurs, très beau au demeurant, qui a été diffusé sur la

deuxième chaîne. Ce film retraçait le transport extrêmement délicat d'un élément de turbine nucléaire. Le convoi partait de Rouen, gagnait Bordeaux, passait le détroit de Gibraltar, débarquait dans ma région. On présentait d'ailleurs une France extrêmement sympathique, mais souvent aussi l'image que les transporteurs routiers désiraient donner d'eux.

L'opération s'étant bien terminée, nous relevons dans le bilan de l'agence Havas-Conseil-Relations publiques un coût de 150 millions d'anciens francs. (*Exclamations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

M. Raoul Bayou. Qui paie ?

M. Claude Delorme. Nous nous sommes penchés sur un dossier beaucoup plus grave encore et qui n'a pas atteint l'O. R. T. F. car il était difficile d'en faire un film publicitaire. Il s'agit de la modification des structures des entreprises de pompes funèbres.

Lorsque la proposition de loi n° 1694 de notre collègue, Mme Troisier, a été déposée...

M. Charles Pasqua. Proposition que vous avez combattue !

M. Claude Delorme. ... un conseiller technique a été chargé de s'entourer de juristes dont les noms nous ont été communiqués et de préparer l'opinion publique à une publicité vantant les services rendus par les grandes entreprises de pompes funèbres — Borniol, Roblot et d'autres.

C'est ainsi que votre Office s'est vu confier la mission de publier un livre blanc...

M. Charles Pasqua. Un livre noir ! (*Rires sur de nombreux bancs.*)

M. Claude Delorme. Vous pouvez rire messieurs !

M. le président. Mes chers collègues, laissez poursuivre M. Delorme sur ce triste sujet.

M. Claude Delorme. Ce livre blanc, vous l'avez tous reçu puisqu'il a été envoyé à tous les maires et à tous les parlementaires. (*Exclamations sur divers bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

Le sujet est sérieux, mes chers collègues.

Des tirs de barrage ont été déclenchés ici ou ailleurs, des conférences publiques ont été tenues sur ce sujet pourtant peu gai ; tout cela a été orchestré et rémunéré. Cela figure en compte !

Vous avouerez, mesdames, messieurs, qu'il est un peu curieux de voir le monstre dévorer ses rejets ! (*Exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

Mais l'opinion publique a été particulièrement bouleversée par le lancement des campagnes nationales où l'on a fait appel — et jamais en vain — à la charité publique.

Qu'il s'agisse de la lutte contre le cancer ou de la campagne pour l'enfance inadaptée, le ministre des finances n'a pas perdu sa taxe sur la valeur ajoutée, ce qui est normal puisque les prestations fournies étaient imposées par la loi, mais, en tout cas, l'agence, elle, ne perdait pas son temps. En effet, vous le savez aussi bien que moi, au prorata des recettes recueillies par les braves maires de campagne, par les dévoués présidents ou membres d'associations, l'agence touchait son pourcentage !

Vous conviendrez avec moi qu'il est assez désolant...

M. Marc Bécam. Très désolant !

M. Claude Delorme. ... de constater que cela se produit sous l'égide d'un organisme où l'Etat est majoritaire à 56 p. 100 (*Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

Au moment, monsieur le Premier ministre, où nous dévoilons ces faits, l'un des responsables que nous avons entendus en commission nie avoir effectué son voyage en Mirage ; d'ailleurs, le journal *Le Monde* précise aujourd'hui qu'il s'agissait d'un biréacteur. Vous voyez de qui je veux parler, de ce président dont le titre est vraiment spécial : directeur général unique, président du directoire de Havas-Conseil-Relations publiques.

Ce personnage se sent-il si fort pour déclarer, il y a quarante-huit heures, que si la future campagne de lutte contre le cancer échouait, ce serait la faute de certain parlementaire ?

Il faut remettre de l'ordre dans la maison. En effet, la promotion du directeur en question à son poste et pour trois ans est intervenue le 21 février 1972, à l'heure même où nous nous penchions sur ce dossier !

Ce qu'il est déjà difficile d'admettre d'une agence privée ne peut être, vous en conviendrez, toléré d'une agence d'Etat.

Havas-Conseil-Relations publiques fait très honnêtement état dans son bilan du détail de ses recettes qui, l'année dernière, s'élevaient, avant prélèvement fiscal, à 23.940.000,28 francs et hors taxes à 19.710.000 francs. La somme est d'importance !

Ne pensez-vous pas qu'un grand nettoyage s'impose, que tous ces trafics doivent cesser ? Lorsque nous avons appris que l'O. R. T. F. avait passé — j'aborde ici ma deuxième question — un accord avec Hachette pour la fourniture des vidéo-cassettes, nous avons éprouvé quelques craintes.

Nous savons, certes, que vous avez détaché à la tête de cette grande société l'un de vos plus intimes collaborateurs et que les aventures récentes d'Havas inciteront sans doute à la prudence dans la gestion. Nous espérons que tout sera étudié en fonction de l'intérêt public. Par exemple, un service public comme l'éducation nationale, qui sera l'un des premiers acheteurs de vidéo-cassettes, ne doit pas servir seulement des intérêts privés.

Le Parlement doit, sur ce plan, être éclairé. Nous attendons votre réponse.

Les interférences d'intérêts privés et publics conduisent fatalement aux abus, aux combines, aux scandales. Alors, évitez-nous d'ajouter à ceux de La Villette, du Parc des Princes, des ferrailleurs de Lyon, aux scandales immobiliers et à bien d'autres encore... (*Protestations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

Il faut bien le dire ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

Tout ceci me conduit, pour conclure, à me demander si le jour où, voilà douze ans, l'on a renoncé au monopole pour la production, où on l'a confiée de plus en plus au secteur privé, avant d'introduire la publicité à l'O. R. T. F., le Gouvernement n'a pas largement ouvert la porte à tous les abus.

Nous avons vu dans quelles conditions certains films sont tournés ; nous avons appris que certaine réalisation a comporté pour 425 millions d'anciens francs de décors et de costumes.

M. le président. Je vous en prie, monsieur Delorme, concluez !

M. Claude Delorme. Je conclus.

M. le président. J'en suis désolé. J'ai accordé le maximum de temps que me permettait le règlement. Il n'y a pas deux poids, deux mesures : chaque orateur doit rester dans le délai auquel il a droit.

M. Claude Delorme. Dans cette course, je risque d'être battu par le conseil d'administration et la direction générale de l'O. R. T. F. Depuis que l'on sait que nous avons à poser des questions, c'est une course. Le conseil d'administration a siégé sans désespérer avant-hier de quatorze heures à deux heures du matin. Ce conseil dont les trois quarts des membres sont désignés par l'Etat — c'est la « sainte farce » dont parle André Brincourt dans *Le Figaro* d'aujourd'hui — qui s'était douillettement endormi pendant des années, s'est réveillé et va proposer des sanctions.

En conclusion, nous réaffirmons une fois de plus la nécessité de mettre à la disposition de la nation le support essentiel que constituent les moyens audiovisuels en matière d'information, de formation, de culture des citoyens, et seul un authentique service public, libéré des servitudes de l'argent et géré démocratiquement, peut jouer ce rôle.

Mais, en attendant, les responsables, monsieur le Premier ministre, sont ceux que vous avez nommés. Ce ne sont pas les 13.000 employés de l'O. R. T. F., ce sont les directeurs de services et d'émissions, tous ceux qui avaient la responsabilité de gérer et de surveiller, et vous en portez, j'ai le regret de vous le dire, vous qui êtes le premier tuteur de l'Office, l'entière

responsabilité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

M. le président. Mes chers collègues, on ne peut demander à la présidence de faire respecter la discipline, et notamment de réduire le nombre d'heures de séance, et lui demander chaque fois l'autorisation de parler davantage.

Je me suis montré extrêmement libéral, puisque chaque orateur s'est vu accorder le temps de parole maximum prévu par le règlement. Mais je ne peux faire deux poids et deux mesures ; ce n'est ni dans mon tempérament ni dans le rôle que vous m'avez confié.

La parole est à M. Griotteray, auteur de la cinquième et dernière question.

M. Alain Griotteray. A partir du moment où un débat s'organisait autour des questions d'un certain nombre de députés, vous comprendrez, monsieur le Premier ministre, qu'ayant présidé pendant quatre mois la commission de contrôle de la gestion de l'Office de radiodiffusion-télévision française je ne pouvais pas ne pas prendre à mon tour la parole durant quelques minutes.

Vous avez entre les mains notre rapport de près de cinq cents pages sans les annexes, rapport qui témoigne à la fois du sérieux, de la qualité et de l'esprit constructif de nos travaux.

Ainsi est faite la démonstration que des études sur les grands problèmes du moment peuvent être le fait, ici, comme c'est le cas aux Etats-Unis, du Parlement qui peut présenter à l'exécutif une analyse et un ensemble de suggestions propres à éclairer ses décisions.

A l'évidence, ni le Gouvernement ni le Parlement n'ont encore une connaissance totale de l'important document établi par notre collègue M. Le Tac.

Sans doute le débat d'aujourd'hui serait-il prématuré s'il n'était l'occasion pour vous, monsieur le Premier ministre, de donner à l'Assemblée votre sentiment sur ce qu'on appelle l'affaire de l'O. R. T. F. et de définir la méthode que vous entendez suivre pour répondre à l'attente de l'opinion.

Depuis plusieurs mois, tout le monde en effet parle du mauvais fonctionnement de l'Office, mis en lumière par la publicité clandestine, par les grèves à répétition, par la qualité des programmes contestée par tous. Personne d'ailleurs n'évoque l'extraordinaire difficulté ressentie en France, comme dans toutes les télévisions étrangères, d'assurer une bonne gestion à un organisme qui est à la fois en perpétuelle croissance et soumis à la révolution permanente des techniques de l'audio-visuel.

Le propos que vous allez tenir dans un instant revêt donc pour nous et pour les téléspectateurs une importance singulière puisque vous êtes, monsieur le Premier ministre, à l'origine de la politique d'autonomie de l'Office et de l'information.

Cette politique, sur la place publique, les porte-parole des partis de l'opposition et de la majorité l'ont critiquée et parfois condamnée. La commission de contrôle, au contraire, en a compris les fondements et apprécié certains résultats. Mais, dans le même temps, elle découvrait la déviation des principes que vous aviez définis : l'autonomie débouche sur la féodalité et, à l'abri de ces grands mots dont nous, Français, nous avons le secret, se forment des clans où s'imbabouille l'autorité et la responsabilité, où, chacun s'occupant de tout, personne ne traite de rien.

Hier, à la veille de ce débat, pour étayer la notion d'indépendance, le conseil d'administration de l'Office s'est réuni, a délibéré et a même tenu une conférence de presse pour faire connaître ses décisions.

Je n'aurai pas la cruauté de porter un jugement sur ses déclarations — la presse du matin l'a fait — mais si l'on veut s'affirmer comme un vrai conseil, on sait aussi qu'il existe des actionnaires qui peuvent, lorsqu'ils sont mécontents, vous révoquer.

Où sont, monsieur le Premier ministre, les actionnaires ? Où sont leurs porte-parole ? Vous voyez bien que ce type d'autonomie n'est qu'une fiction qui, peu à peu, détruit la notion de service public. Or l'Etat a la responsabilité d'un organisme dont les ressources sont fixées par lui, dont les trois quarts, du reste, proviennent d'une redevance assimilable de plus en plus à un impôt.

Je viens d'utiliser, monsieur le Premier ministre, les deux maîtres mots qui ont inspiré les travaux de la commission de

contrôle : service public et responsabilité. Je les opposerai volontiers à ceux utilisés hier encore par le conseil d'administration : monopole et autonomie.

Combien dérisoire serait notre débat d'aujourd'hui s'il se limitait seulement à la publicité clandestine, simple conséquence d'une crise évidente de l'autorité, si en même temps n'apparaissait pas notre volonté commune de traiter du fond des choses.

Je crois savoir qu'avant la fin de la session, sur une déclaration du Gouvernement comportant des décisions, aura lieu le débat sur l'avenir de l'audiovisuel en France, problème capital pour tous les pays libres.

L'O. R. T. F., pourtant organisme récent, présente tous les symptômes de sclérose de la société bloquée. Et cela est sans aucun doute l'effet d'un irréalisme qui le pousse à vivre dans des chimères, à s'occuper de tout, y compris de ce qui ne le concerne pas. En vérité, ceux qui connaissent le mieux ses vices, ce sont ses dirigeants. Ils ne sont sans doute pas plus responsables que ceux qui dirigeaient une IV^e République ingouvernable. Quand la nature même d'une société est équivoque, les meilleurs s'épuisent à accomplir des tâches mal définies, beaucoup renoncent, quelques-uns profitent. (*Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants et sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

Notre rôle, à nous parlementaires, monsieur le Premier ministre, n'est évidemment pas de juger ceux qui ont failli : il est de vous demander de mettre l'immense cohorte des bonnes volontés, qui à l'intérieur de l'Office commencent à douter, en mesure d'assumer sa mission, de vous demander de présenter au Parlement le cadre dans lequel l'audiovisuel pourra s'épanouir pour offrir une télévision qui soit à son tour un des aspects du rayonnement de la France. (*Applaudissements sur les bancs des républicains indépendants, de l'union des démocrates pour la République et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre. Mesdames, messieurs les députés, les orateurs qui m'ont précédé ont fort bien dit combien les moyens audio-visuels — télévision et radio notamment — tiennent en France, comme dans toutes les nations développées, une place qui s'accroît chaque jour et dont nous ne mesurons peut-être pas encore toute l'importance.

C'est un fait — M. Achille-Fould l'a rappelé — que la télévision, après la radio, a pénétré dans la majorité des foyers et qu'elle est devenue chaque soir l'un des pôles de la vie familiale. Pour les téléspectateurs, elle constitue un moyen unique, irremplaçable de connaissance du monde.

C'est dire que le public attend beaucoup de l'O. R. T. F. et que tout ce qui le concerne connaît un profond retentissement. En augmentant son audience, en développant le nombre de ses heures d'émission et de ses programmes, l'Office a vu s'accroître ses responsabilités.

On ne répond pas aux besoins du public actuel comme on pouvait le faire pour un petit nombre de téléspectateurs, il y a seulement douze ou quinze ans. Les moyens à mettre en œuvre ont changé de dimension d'une façon décisive et il n'y a aucune commune mesure entre un million et trente millions de téléspectateurs. Ce n'est plus le même problème.

Les législateurs et les gouvernements successifs en ont d'ailleurs eu conscience et se sont efforcés de créer, puis de développer une grande entreprise nationale. Comme il s'est révélé nécessaire d'adapter l'établissement à cette mutation incessante, profonde et accélérée, deux statuts ont été établis successivement : l'un en 1959, qui a fait de la R. T. F. un établissement public ; l'autre en 1964, qui a fait de l'O. R. T. F. une entreprise publique agissant dans le cadre du monopole. Tel est le sens de l'évolution que le législateur a décidée et que, sous la tutelle du Gouvernement, l'Office a été chargé d'accomplir.

M. Gosnat nous a parlé de l'utilisation abusive des antennes de la radio et de la télévision au profit de la majorité parlementaire et du pouvoir. Il a même parlé de colonisation par le pouvoir.

M. Georges Gosnat. De monopolisation !

M. le Premier ministre. En ce qui concerne ce qui a, je crois, le plus soulevé l'ire de M. Gosnat, de ses amis et de quelques autres — je veux parler de la campagne du référendum à la télévision — je leur rappelle que le temps d'antenne a été réparti entre les partis et groupements politiques, dont les élus ont

constitué un groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, comme pour la consultation précédente, c'est-à-dire en deux séries égales affectées, l'une aux partis et groupements dont les élus forment la majorité, la seconde aux autres partis et groupements. Ces décisions ont d'ailleurs été soumises au Conseil constitutionnel.

Le choix a été fait par chaque groupe en ce qui concerne ses intentions de vote. Ce choix ne dépendait en rien du Gouvernement mais seulement des partis eux-mêmes.

Il est exact que certains d'entre eux, qui n'appartiennent pas à la majorité, ont demandé de voter « oui », d'autres de s'abstenir, d'autres encore de voter « non ». Cela, je le répète, relevait de la décision prise par les dirigeants de ces partis ou groupements, et en rien du Gouvernement. Alors, que l'on ne vienne pas nous parler d'une colonisation ou d'une monopolisation par le Gouvernement, appelé « le pouvoir ». (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. Guy Ducloné. Voilà pourquoi l'opposition est muette !

M. le Premier ministre. J'en viens maintenant à ce qui a provoqué la création de votre commission de contrôle et de la mission sénatoriale, c'est-à-dire à l'affaire de la publicité clandestine.

Pour bien comprendre les faits et en mesurer la portée, pour sortir de la passion et entrer dans l'objectivité, nécessaire en pareil cas comme dans tous les cas, il faut les replacer dans le cadre général de l'activité de l'Office et dans le contexte économique de cette activité.

Comme vous le savez, le législateur et le Gouvernement, tout en admettant l'introduction de la publicité à la télévision, ont voulu que la part de la publicité dans les émissions de l'Office soit précisément et strictement contingentée.

Quant à moi, je considère cette limitation de la publicité à l'O. R. T. F. comme un élément intangible des règles de fonctionnement de l'Office, et cela pour deux raisons : la première, liée à la nature même du service public de l'Office, vise à soustraire la composition comme la qualité des programmes à l'influence de l'argent ; la seconde répond à notre souci de préserver l'existence d'une presse écrite et, par conséquent, de partager raisonnablement le marché de la publicité dans notre pays.

Cela posé — et clairement posé — nous ne devons pas nous dissimuler que le strict contingentement de la publicité à la télévision expose inévitablement l'O. R. T. F. aux pressions d'organismes de toutes sortes qui tentent, d'une manière ou d'une autre, de tourner à la fois ce contingentement et les tarifs très élevés de la publicité officielle.

Il peut s'agir, bien entendu, d'entreprises privées désireuses de favoriser leur publicité de marque. Il peut s'agir également d'organismes très divers, éventuellement d'organismes d'intérêt général, qui cherchent à assurer la promotion de leurs activités ou, comme on dit, à développer leurs relations publiques, par exemple, des stations de tourisme ou des activités culturelles.

Dans tous les cas, ces tentatives, qu'elles aient été ou non couronnées de succès, faites par les uns ou par les autres pour tourner la réglementation propre à l'Office sur ce point fondamental, sont inexcusables et inadmissibles.

M. Jacques Cressard. Très bien !

M. le Premier ministre. C'est à l'O. R. T. F. qu'il appartient de tout mettre en œuvre pour se prémunir contre des tentatives de cette nature, pour les déjouer et, lorsqu'elles sont parvenues à leurs fins, pour en punir les fauteurs.

Je dois toutefois attirer votre attention sur la difficulté intrinsèque de cette tâche. M. de Préaumont a dit à ce sujet d'excellentes choses. L'O. R. T. F. est un organisme d'information. Il doit donc porter à la connaissance du public tous les faits et toutes les activités qui peuvent présenter un intérêt pour ce dernier.

C'est dire que la frontière est souvent difficile à tracer entre, d'une part, une information objective et désintéressée sur telle ou telle manifestation culturelle, telle ou telle manifestation régionale ou locale, telle ou telle performance économique ou sportive et, d'autre part, une publicité déguisée à propos des mêmes événements, mais en faveur d'intérêts ou d'activités.

En dernier ressort, la frontière se situe dans la conscience même du journaliste, du cameraman, du producteur ou du réa-

lisateur. Or, l'Office n'a pas le pouvoir de sonder les consciences, et c'est là que réside précisément la difficulté.

Mais il reste que, dans toute la mesure de ses moyens, l'Office doit impérativement protéger ses émissions et, par conséquent, protéger son public contre cette forme subtile d'intoxication que constitue la publicité clandestine. Et lorsqu'il constate de manière certaine — je dis bien : de manière certaine — que des actes de publicité clandestine ont été commis, il a l'obligation impérieuse de les réprimer et de sanctionner justement les coupables.

Tels sont, à mes yeux, les principales données du problème et les principes essentiels qu'il convient d'appliquer.

Voyons maintenant ce qu'il est advenu en réalité de la publicité clandestine à l'O. R. T. F.

Dès 1969 — je l'indique à M. Delorme — avec des rappels réitérés en 1970 et 1971, le directeur général a mis en garde tous ses services contre le danger d'infiltration de publicité en dehors des créneaux réservés à la publicité officielle. Que pouvait-il faire d'autre à ce moment-là, je vous le demande ?

En avril 1971, à la suite de renseignements qui lui étaient parvenus, il a prescrit à l'inspection générale de l'Office de mener une enquête. Que pouvait-il faire d'autre. Il s'agissait alors de la promotion d'une station de sports d'hiver pour laquelle, d'ailleurs, les démarches n'ont pas abouti.

Ayant fait échouer cette opération, le directeur général a prescrit à l'inspection d'élargir ses investigations à tout ce qui, de près ou de loin, pouvait se rattacher à un élément de publicité clandestine. Au cours de l'été, une série de documents ont été portés à la connaissance de l'inspection qui a remis son rapport le 23 septembre.

Devant la gravité des accusations, la direction générale a alors nommé au sein de l'entreprise une commission d'enquête avec tous les pouvoirs que peut avoir une commission d'enquête au sein d'une entreprise, ce qui est à l'évidence une procédure exceptionnelle qui répondait en effet à une situation exceptionnelle.

Cette commission a déposé ses conclusions au début du mois de mars et, très rapidement, la direction générale a proposé au conseil d'administration, qui les a approuvées, dix-huit sanctions de gravité différente.

Ces sanctions, je le rappelle, frappent deux chefs de service, cinq producteurs, six réalisateurs, deux journalistes et trois journalistes pigistes.

Je le demande : ces sanctions sont-elles des sanctions fausses ?

Voilà, par exemple, un délégué du directeur général suspendu de ses fonctions, traduit devant le conseil de discipline et dont il est acquis qu'il ne sera plus directeur à l'O. R. T. F. Voici des journalistes qui ont été licenciés. « Licenciés » dit bien ce que cela veut dire. Etait-il possible, sur le plan de l'entreprise, de faire davantage ?

Et par qui ces sanctions ont-elles été prononcées ? Par un conseil d'administration qui est constitué de personnalités dont, je n'ai pas besoin de le dire, l'honorabilité n'est mise en cause par personne, qui sont, pour une partie d'entre elles, des membres de grands corps de l'Etat connus pour leur indépendance, qui ont, pour certains, occupé les plus hautes fonctions dans l'Etat, qui connaissent la vie, les choses et les hommes, et qui ont une expérience consommée.

Veut-on faire croire qu'un pareil conseil d'administration, devant une telle situation, aurait, à la légère, entériné des sanctions qui n'en auraient pas été ?

C'est là, mesdames et messieurs les députés, qu'il est important de remettre les choses au point, d'accommoder notre vue à la réalité de la circonstance, à l'ampleur des fautes commises et à la proportion de ces fautes au regard de l'ensemble de l'établissement. Je pense que l'Assemblée nationale voudra précisément réaliser cet effort d'appréciation exacte.

Tel est le bilan de ce qui, à l'intérieur de l'entreprise, a pris naissance à partir d'avril 1971.

Entre-temps — et, comme l'a dit M. Achille-Fould, cela n'a pas été indifférent à la bonne marche de l'enquête intérieure — au mois de décembre 1971, vous avez vous-mêmes décidé la création d'une commission de contrôle chargée notamment de faire la lumière sur la publicité clandestine. Cette commission vient de déposer son rapport.

Dans l'exécution de sa mission, votre commission a reçu l'appui de la direction générale de l'Office, comme il était normal et comme elle a d'ailleurs tenu elle-même à le souligner en notant « le souci que l'O. R. T. F. a constamment manifesté de faciliter le travail de la commission » et en rendant hommage « à tous les membres du personnel de l'Office auxquels elle a fait appel », à commencer par le directeur général.

Parallèlement, le Sénat créait une mission d'information qui s'est principalement attachée à enquêter sur tout ce qui lui paraissait concerner la publicité clandestine. Cette mission a également déposé son rapport.

Ces deux rapports sont maintenant publics. Il appartient donc à l'O. R. T. F., à partir des faits révélés concernant les agents de l'Office, d'approfondir l'enquête de manière à compléter, le cas échéant, le dossier et les suites à y donner.

C'est bien ce que fait l'Office, puisque, dans sa dernière séance, le conseil d'administration a constaté que quatre cas nouveaux lui avaient été révélés par les rapports parlementaires, qui s'ajoutent aux dix-huit déjà sanctionnés. Il a prescrit à leur sujet un complément d'enquête, afin de pousser à leur terme les investigations. Je ne vois pas ce qu'il était possible de faire d'autre, ni de plus.

Ainsi, en ce qui concerne les personnes — disons les coupables — et les mesures individuelles, nous constatons que les autorités responsables de l'Office ont jugé inadmissible ce qui était effectivement inadmissible et ont agi en conséquence.

Certes — je l'accorde à M. Delorme — le déroulement de ces enquêtes administratives et de ces procédures disciplinaires a pris du temps. Mais cela est normal car, d'une part, les faits à élucider sont complexes — votre commission l'a d'ailleurs souligné — et, d'autre part, quelle que soit la gravité des accusations, toute procédure disciplinaire doit préserver scrupuleusement les droits de la défense. Personne ici ne le contestera, sans doute. Il ne s'agit ni de satisfaction béate, ni de dénigrement systématique, ni d'aveuglement, ni non plus de « chasse aux sorcières ».

Je viens de retracer les poursuites internes à l'Office. Il va de soi que si certaines des fautes commises le justifiaient, des procédures seraient également engagées.

Encore ne suffit-il pas, ainsi que l'ont fort bien dit les orateurs qui m'ont précédé, de prendre des mesures individuelles. Il faut aussi, je dirai même surtout, que l'Office, à la lumière de ses propres expériences ainsi que des suggestions de votre commission de contrôle, se mette en mesure d'empêcher le retour de telles fautes.

Cela a été entrepris. Des moyens de contrôle quotidien ont été mis en place il y a déjà plusieurs mois, pour déceler, et donc pour réprimer, la publicité clandestine. Ces moyens ont été renforcés il y a deux mois, et cela précisément dans le sens souhaité par votre commission.

Votre commission a également suggéré qu'une réorganisation de l'ensemble de l'activité commerciale de l'Office pourrait faciliter indirectement la lutte contre la publicité clandestine. Il s'agit là d'une question qui touche aux structures mêmes de l'Office et dont l'examen entre donc dans le cadre général du problème des structures, sur lequel je reviendrai tout à l'heure, répondant ainsi, notamment, à M. Griotteray et à M. Achille-Fould.

Enfin, comme votre commission l'a également souligné, on peut penser que certaines méthodes ou certaines pratiques en usage à l'Office, sans constituer en elles-mêmes des formes de publicité clandestine, étaient de nature à en favoriser la naissance. C'est pourquoi l'Office a décidé d'y mettre fin.

C'est ainsi que sont désormais supprimées les émissions patronnées par de grands établissements publics — tels les caisses d'épargne, le crédit agricole, E. D. F. — qui réalisaient à travers ces émissions la promotion de leurs activités.

Il en va de même pour les échanges de service, qui ont pu paraître, à certains moments, des expédients commodes pour résoudre des difficultés pratiques, notamment financières. Ils sont également supprimés.

Dans le même dessein, il est désormais interdit que le responsable d'un secteur de l'Office puisse en même temps exercer des activités de producteur. Pour éviter que ne se créent ou ne se développent des fiefs de personnalités ou de clans, le nombre d'émissions pouvant être confiées à un même producteur a été plus strictement limité.

Je crois avoir ainsi répondu aux questions posées par MM. Achille-Fould, Delorme, Gosnat, Griotteray et de Préaumont, dans la mesure où elles portaient sur la publicité clandestine.

Je traiterais, maintenant, d'un autre problème très important, essentiel sur le plan moral et — c'est bien normal — souvent mal connu : je veux parler des appels à la générosité publique, auxquels les missions parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale ont consacré une part importante de leurs rapports.

J'observe d'abord, et votre commission s'en est gardée, qu'il n'y a pas lieu d'amalgamer ce que l'on a appelé les « grandes causes nationales » avec les « campagnes d'opinion d'origine gouvernementale ».

Que sont ces campagnes d'origine gouvernementale ?

Il s'agit d'actions d'information que le Gouvernement encourage en vue de mieux faire connaître les problèmes d'intérêt collectif, tels que l'environnement, la formation permanente, la santé publique et bien d'autres encore. Dans ce cas, le concours de l'O. R. T. F. est apporté en tant que service public et ne modifie pas les responsabilités professionnelles normales de ceux qui participent à ces actions.

Dans sa réponse à la question écrite posée par le président de la mission sénatoriale, le ministre de l'environnement et de la protection de la nature vient d'ailleurs d'expliquer les conditions dans lesquelles avait été menée à bien la campagne d'information sur l'environnement, décidée par le Gouvernement en juin 1970.

De telles campagnes sont à distinguer soigneusement de ce qu'il est convenu d'appeler les grandes causes nationales.

L'émotion, l'indignation du public se sont manifestées — et c'est fort compréhensible — à propos de certains aspects financiers de ces campagnes qui bénéficiaient du soutien et de la participation de l'O. R. T. F.

Que s'est-il donc passé exactement ?

Je rappelle d'abord qu'il s'agit de campagnes menées par des associations ou par des fondations privées en faveur d'actions éminemment utiles à la collectivité nationale — telles que la recherche médicale ou les handicapés — ou d'actions de solidarité à l'égard des victimes de la guerre ou de catastrophes naturelles dans le monde.

Le Gouvernement n'est pas à l'origine de ces campagnes. Mais, afin de limiter le nombre des appels et de sélectionner, selon des critères d'utilité et de sérieux indiscutables, les opérations à mener, il a été décidé, en 1970, que le support et le soutien de l'O. R. T. F. leur seraient acquis sur avis des pouvoirs publics, après consultation d'une instance où sont représentés les ministères qui, par nature et par compétence, sont qualifiés pour en apprécier l'utilité et la portée.

Depuis que cette procédure a été instituée, en 1970, un avis favorable a été donné par le Gouvernement à l'O. R. T. F. pour deux campagnes nationales de grande ampleur : la « Croisade des cœurs », au profit des handicapés, organisée par la Fondation de France en 1971, et la campagne menée par la Fondation nationale de cardiologie et la Ligue du cœur, à l'occasion du « mois mondial du cœur », en avril 1972.

Le principe d'une troisième campagne, en faveur des œuvres de recherche sur le cancer, a été également décidé.

Nous sommes donc bien en présence de cas exceptionnels, tant par leur grande importance que par leur petit nombre.

Je souligne que l'appui de ses moyens apporté par l'O. R. T. F. n'a comporté et ne comporte, comme il est convenable, aucun prélèvement d'aucune sorte sur le produit des collectes. Cela va sans dire mais va encore mieux en le disant.

Pour le reste, c'est-à-dire la rémunération de concours extérieurs ou de sociétés de relations publiques, ce sont jusqu'à présent les usages suivants qui ont prévalu ; comme les organismes qui sont à l'origine de ces campagnes et de ces appels à la générosité du public n'ont ni l'expérience, ni les moyens de mener à bien de telles campagnes pour leur donner toute l'ampleur et l'efficacité désirables, leurs dirigeants se sont trouvés dans la nécessité de rémunérer les services rendus, et ils ne pouvaient le faire, le plus souvent — mais pas toujours — qu'en y consacrant une proportion, à vrai dire faible, de l'argent collecté.

Il n'y a là rien de contraire à la loi, ni même, à proprement parler, de répréhensible. Mais il faut avouer que pour tous

ceux qui ont fait un acte de générosité — lequel a pu représenter, souvent, un sacrifice personnel — il y a quelque chose d'inadmissible et de choquant à constater qu'une part de leur don, si faible soit-elle, a été distraite de son objet. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

Il faudra donc, à l'avenir, que les conditions d'organisation de ces campagnes soient précisées à l'avance et qu'il soit bien clair, acquis et garanti que pas un centime — je dis bien : pas un centime — ne sera prélevé sur le produit de la collecte pour assurer leur financement.

Telle est la garantie à laquelle le public a droit et telle est, en même temps, la condition à laquelle le Gouvernement subordonnera désormais son autorisation à l'O. R. T. F. de prêter son concours à ces campagnes. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Ainsi, mesdames et messieurs les députés, seront mises à profit les observations faites par la commission et la mission parlementaires pour qu'aucun soupçon de rémunération, aucune ombre ne viennent plus à l'avenir ternir l'éclat de campagnes à la fois exceptionnelles et si justifiées.

Plusieurs voix sur les bancs du groupe socialiste. Trop tard !

M. le Premier ministre. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, messieurs ! (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

M. Arthur Notebart. Même pour rembourser !

M. le Premier ministre. Je voudrais en venir maintenant aux deux questions posées par M. Delorme, l'une concernant le groupe Havas, l'autre concernant les vidéo-cassettes.

En ce qui concerne Havas-Conseil-Relations publiques, j'indique à l'Assemblée que la direction du groupe Havas a décidé de céder le contrôle de cette société, filiale de l'agence Havas. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Cette décision a été motivée précisément par le souci de ne pas maintenir une possibilité de confusion — dont on a vu les fâcheux résultats — entre deux activités — publicité, d'une part, relations publiques, d'autre part — qui, pour être voisines, n'en doivent pas moins être distinctes.

Cette mesure, qui supprime les effets en supprimant les causes, va bien dans le sens souhaité par votre commission, et elle répond au souhait de M. Delorme.

Quant à la seconde question de M. Delorme, je voudrais, après lui avoir rappelé dans quelles conditions l'O. R. T. F. s'est engagé dans l'entreprise de vidéo-cassettes, m'expliquer sur ce que j'appellerai une mauvaise querelle faite à l'Office et au Gouvernement.

De quoi s'agit-il en effet ?

Il aurait pu et il pourrait se passer pour les vidéo-cassettes ce qui s'est passé pour le disque : faute d'avoir constitué à temps un noyau solide d'édition française, notre marché est dominé par les firmes étrangères, ce qui est fâcheux, certes, sur le plan économique, mais grave dans un domaine où notre langue et notre culture sont en cause.

En tant qu'entreprise publique à caractère industriel et commercial, l'Office a tenté et tente de préserver et de développer ses intérêts propres, qui sont d'ailleurs ceux de la nation, en s'assurant un débouché sur un marché qui va devenir considérable, celui des images.

Il entre aussi dans la mission de l'Office, en tant qu'établissement public de l'Etat, de contribuer à la défense de notre culture en suscitant la constitution d'un groupe national d'édition et de distribution suffisamment solide pour faire obstacle à tout risque de contrôle du marché par des sociétés étrangères.

Telles sont les raisons culturelles et commerciales pour lesquelles l'O. R. T. F. a créé une société d'études, d'édition et de distribution de vidéogrammes, avec un groupe privé.

M. Gosnat a fait allusion à deux de mes anciens collaborateurs qui appartiennent à ce groupe. M. Delorme est même allé jusqu'à dire que j'avais détaché ces collaborateurs à la direction de ce groupe.

Monsieur Delorme, ce qui est excessif est sans importance. Mais je saisis cette occasion pour donner l'assurance à l'Assem-

blée que, lorsque ces deux collaborateurs ont été à mon cabinet, ils n'ont jamais eu à connaître d'actions de cette nature, qui n'étaient en aucune manière dans leur compétence. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.)

Un député du groupe socialiste. C'étaient des activités clandestines !

M. le Premier ministre. L'Office aurait-il remis à ce groupe le droit d'éditer et de distribuer des vidéo-cassettes ?

Premièrement, l'Office n'a rien remis du tout. Il a seulement participé à la création d'une filiale dont il entend conserver le contrôle. Il espère, grâce à elle, pouvoir assurer mieux et plus vite une place sur les marchés à ses propres programmes. Il va de soi que la diffusion de ces programmes ne sera pas gratuite et que l'Office les vendra à sa propre filiale.

Deuxièmement, je souligne qu'il n'y a aucune exclusivité pour la Société Vidéogramme de France. N'importe quelle société peut obtenir dans les mêmes conditions le droit d'éditer en cassettes ces émissions de l'Office. La meilleure preuve en est que cela s'est déjà fait.

Enfin, un troisième et dernier point. Vidéogramme de France n'est pas une société fermée. Au départ, il y a eu deux fondateurs, mais, dès ce moment-là il était clair dans leur esprit que la société était destinée à s'élargir à de nouveaux membres, que ce soit dans le domaine de l'édition, de la presse, du cinéma ou des activités socio-culturelles. Des négociations sont d'ailleurs largement engagées, qui devraient aboutir rapidement.

En agissant ainsi, l'Office s'est conformé à sa mission et ne mérite certes pas d'être blâmé.

Restent les structures et leurs réformes dont ont parlé plusieurs orateurs, et principalement en finale le président de la commission, M. Griotteray.

Depuis 1969, le Gouvernement a entrepris, vous le savez, mesdames et messieurs les députés, une série de réformes au premier rang desquelles celle de l'information dont votre commission a souligné l'intérêt et l'importance, et au sujet de laquelle M. de Préaumont a présenté un certain nombre d'observations pertinentes.

Il a ensuite chargé, en 1969, une commission présidée par M. Paye d'élaborer des propositions qui lui ont été remises le 30 juin 1970 et il en a été tenu partiellement mais nettement compte dans les réformes mises en œuvre depuis lors. C'est ainsi que l'autonomie et la responsabilité de l'Office ont été accrues sur le plan de la conception des programmes, comme sur celui de sa gestion interne. De même, l'effort de décentralisation a-t-il été constamment poursuivi.

Cet ensemble de mesures a permis d'améliorer la situation de l'Office, comme la commission de vérification des comptes des entreprises publiques l'a souligné dans son dernier rapport. J'indique à l'Assemblée que cette commission a, en effet, relevé que malgré les difficultés et les tensions dues à la nature, à l'importance et à la diversité même des problèmes de l'Office, la réforme était, selon les termes mêmes de cette instance, « une tentative sérieuse pour instaurer, au sein d'un établissement en perpétuelle mutation, la discipline financière indispensable à l'exécution de sa mission ».

Mais, en une telle matière, la tâche n'est jamais achevée, à beaucoup près. En particulier, les analyses de votre commission constituent un élément nouveau propre à approfondir la réflexion sur l'avenir de cette entreprise publique.

C'est pourquoi j'ai demandé à M. Philippe Malaud, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, de faire, à la lumière des propositions formulées tant par votre commission que par la commission Paye, le point des réformes en cours et de me présenter des propositions visant à assurer le meilleur fonctionnement du service public qu'assume l'office dans le cadre du monopole.

Comme l'a dit M. Griotteray, il faut aller au fond des choses, et nous irons ensemble.

C'est sur cette base que le Gouvernement compte vous proposer, avant la fin de la présente session, un large débat sur l'organisation et les structures de l'O. R. T. F.

J'ai naturellement pris bonne note des suggestions et des propositions faites notamment par MM. Griotteray et Achille-Fould.

En conclusion, et sans forcer les mots, je dois souligner que, sous la tutelle du Gouvernement, l'Office a réagi sagement et je souhaite que les réponses que je viens de vous donner permettent à l'Assemblée nationale et à l'opinion publique de prendre la juste proportion des affaires qui ont été évoquées ici. Je parle de la publicité clandestine.

Dire que la corruption règne avec l'autoritarisme, que l'O. R. T. F. est une chasse gardée du pouvoir, monsieur Gosnat, est aussi faux que de dire que le référendum a été un échec pour le « oui » et quand je dis « aussi faux » je veux dire « archi-faux » ! (Vifs applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants. — Exclamations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

M. le président. Messieurs, veuillez garder le silence !

M. le Premier ministre. En effet, mesdames et messieurs les députés, il ne faudrait pas que les fautes de quelques-uns, d'ailleurs punis...

M. Raoul Bayou. Quel aveu !

M. le Premier ministre. ...portent préjudice à l'ensemble des personnels de l'O. R. T. F. et, de ce fait, au service public de radio-télévision française qui doit être au service de tous, c'est-à-dire la télévision pour tous les Français. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

M. le président. Je rappelle les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 135 du règlement :

« Après la réponse du ministre, le président organise le débat au vu de la liste des orateurs inscrits et donne la parole à chacun d'eux pour le temps de parole qu'il lui impartit. L'auteur de la question a priorité d'intervention pour dix minutes au plus. »

Huit députés se sont fait inscrire.

J'avais fixé à dix minutes le temps de parole de chaque orateur. Compte tenu du déroulement du débat, c'est bien volontiers que, dans le cadre des pouvoirs qui me sont conférés par le règlement, j'accorderai cinq minutes de plus à chacun des orateurs qui en feront la demande.

Bien entendu, je ne protesterai pas si les orateurs n'utilisent pas ce temps de parole supplémentaire.

La parole est à M. Chandernagor.

M. André Chandernagor. Monsieur le Premier ministre, « Nul n'est l'Etat, si ce n'est l'Etat », proclamait il y a dix ans à cette tribune un de vos prédécesseurs, qui est encore membre de votre Gouvernement.

Fortes paroles, noble intention. Si on les rapproche des propos tenus tout récemment par M. le ministre de l'équipement, lorsqu'il dénonçait la crise d'autorité de responsabilité qui est aujourd'hui celle de l'Etat, on mesure le chemin parcouru. Et je dois à la vérité de dire qu'il ne me semble pas que votre intervention ait supprimé ce sentiment de dégradation que nous éprouvons depuis tant d'années.

Le dossier de l'O. R. T. F. n'est du reste qu'une illustration de ces faiblesses successives. Je ne reprendrai pas le florilège des faits qui ont défrayé la chronique depuis quelques mois. Cela gêne certains membres de la majorité, mais je m'aperçois que, vous ayant entendu, monsieur le Premier ministre, ils sont déjà partis. On écoute la voix de son maître et on s'arrête là. C'est l'habitude. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. — Protestations sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.)

La démocratie pour mes amis et moi consiste à écouter tout le monde. Dans les faits auxquels je me réfère, se trouvent mises en cause chaque fois des personnalités connues appartenant toutes au monde qui vit, agit et prospère aux frontières du pouvoir politique et des affaires.

Nous avons entendu la défense du Gouvernement et de la majorité ; il s'agit de cas isolés. Peut-être, mais alors ils appellent, n'est-ce pas, des sanctions exemplaires. Or nous constatons que le Gouvernement fait preuve à leur égard d'une extraordinaire mollesse. On biaise, on minimise, on gagne du

temps, on couvre. C'est à cela que nous avons assisté. On biaise sur l'avoir fiscal : pas question de supprimer l'avoir fiscal mais on en modifiera l'appellation.

M. Bertrand Denis. Et alors ?

M. André Chandernagor. Lorsqu'on évoque devant M. le ministre de l'intérieur l'existence de ligues auxquelles on fait jouer des rôles qui vont à l'encontre de la sécurité et de la tranquillité publiques, les S. A. C., les C. D. R., M. le ministre de l'intérieur nous répond : mais la police a le droit d'arrêter et d'enfermer, or ces ligues n'ont aucun de ces droits. Je dis que l'on biaise et que l'on nie le problème de cette façon.

M. le Premier ministre. Surtout les associations dont vous parlez n'ont rien de ligues !

M. André Chandernagor. Ce n'est qu'une question d'appellation. Elles se comportent comme tel. Il faudrait y mettre fin et j'y reviendrai tout à l'heure. M. le Premier ministre, s'agissant de l'O. R. T. F., vraiment je ne sais plus qui est responsable. A vous entendre l'O. R. T. F. n'est pas responsable...

M. le Premier ministre. Si !

M. André Chandernagor. La direction de l'Office a fait ce qu'elle devait faire, avez-vous déclaré. Le conseil d'administration de l'Office a fait ce qu'il devait faire, avez-vous ajouté.

M. le Premier ministre. Oui.

M. André Chandernagor. Le Gouvernement a fait ce qu'il devait faire... Mais qui, en définitive, est responsable ? C'est la question que nous posons.

M. le Premier ministre. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. André Chandernagor. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le Premier ministre. Chacun dans cette affaire a sa responsabilité. Je l'ai dit assez clairement, je crois.

Il revient à l'Office, c'est-à-dire à ses dirigeants, de faire face à ce genre de situation, de les traiter, d'enquêter et de punir.

Eh bien, j'ai constaté que les dirigeants de l'Office ont fait face aux situations, ils ont enquêté, ils ont puni comme ils pouvaient et comme ils devaient le faire. Voilà : la responsabilité a joué et j'ai donné toutes les explications devant le Parlement parce que c'est au Gouvernement de venir devant le Parlement et non pas à la direction de l'Office ou au conseil d'administration. (*Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la République.*)

M. André Chandernagor. Je vous remercie, monsieur le Premier ministre, d'être venu devant le Parlement.

Le directeur de l'Office, lui, évidemment n'avait pas à y venir mais il a dialogué avec la commission d'enquête parlementaire par l'intermédiaire des antennes.

Vous êtes venu, c'est vrai, et je vous en rends hommage, mais je suis bien obligé de constater que ces histoires durent depuis plus de deux ans, que des rapports ont été déposés. Vous dites que le rapport Paye, vous ne l'avez pas perdu de vue. Mais voilà deux ans qu'il est sur vos bureaux et il a fallu la commission d'enquête parlementaire pour qu'on aboutisse à quelque chose. Je suis ravi que les commissions d'enquête parlementaire aient ainsi prouvé leur utilité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*) Cela fait treize ans que nous en réclamons, en vain. La première que nous ayons obtenue c'est celle sur les sociétés civiles de placement immobilier.

M. Jacques Richard. Ce n'est pas vous qui avez demandé celle sur l'O. R. T. F.

M. André Chandernagor. J'allais y venir. Elle a été demandée, c'est vrai, par la majorité, mais après que le Sénat eût demandé la sienne.

M. Jacques Richard. Ce n'est pas vrai !

M. André Chandernagor. J'ai l'impression que si le Sénat n'avait pas enquêté en même temps que l'Assemblée nationale, le résultat de la commission de contrôle de l'Assemblée sur l'O. R. T. F. aurait été à peu près semblable à celui de la commission d'enquête sur les sociétés civiles de placement immobilier.

M. Jacques Cressard. Ce que vous dites est scandaleux !

M. André Chandernagor. Non, ce n'est pas scandaleux.

M. Jacques Marette. Vous n'avez pas participé à la commission !

M. le président. Laissez M. Chandernagor poursuivre son exposé.

M. André Chandernagor. Ces procédures sont bonnes et je m'étonne que récemment encore, la semaine dernière, sans doute pour prouver votre bonne volonté, mon cher collègue, vous ayez refusé la constitution de deux commissions d'enquête.

Sur les bancs du groupe socialiste. Trois !

M. Pierre Mazeaud. Vous en demandez quarante !

M. André Chandernagor. Non, mais cette procédure, en réalité, vous déplaît et vous ne voulez pas l'utiliser.

Je voudrais revenir à mon propos.

M. Aymar Achille-Fould. Voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. André Chandernagor. Volontiers.

M. le président. J'autorise M. Achille-Fould à interrompre l'orateur parce qu'il est l'auteur d'une question, mais je ne permettrai pas d'interruptions autres que celles des auteurs de question, sauf, bien entendu, celles de M. le Premier ministre.

M. Aymar Achille-Fould. Monsieur Chandernagor, je vous remercie de m'autoriser à vous interrompre. Je serai d'ailleurs très bref.

Je vous rappelle, en même temps qu'à tous les membres de l'Assemblée nationale, que, prétendre que c'est sous la pression de l'autre assemblée du Parlement...

M. André Chandernagor. Bien sûr !

M. Aymar Achille-Fould. ... que la commission d'enquête de l'Assemblée nationale a pris les dispositions qu'elle a prises et a abouti aux conclusions auxquelles elle a abouti, c'est trahir l'esprit non seulement des membres de cette commission qui appartiennent à la majorité...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

M. Aymar Achille-Fould. ... mais aussi de ceux qui appartiennent à votre propre groupe et au groupe communiste, puisque les dispositions prises par elle ont été adoptées à l'unanimité des membres la composant. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.*)

M. Pierre Mazeaud. L'orateur doit en donner acte.

M. le président. Mes chers collègues, ce débat s'est jusqu'à présent déroulé dans le calme et la sérénité. Il faut qu'il en soit ainsi jusqu'à son terme.

M. Chandernagor veuillez poursuivre votre exposé.

M. André Chandernagor. Je ne comprends vraiment pas pourquoi certains membres de la majorité manquent à ce point de sérénité.

Il est vrai que la commission d'enquête de l'Assemblée nationale s'est prononcée à l'unanimité. Mais il y avait aussi existait au Sénat une autre commission d'enquête, qui était composée différemment et dont on savait qu'elle donnerait des résultats.

Cela dit, je veux revenir à mon propos.

Vous dites, monsieur le Premier ministre, que des sanctions seront prises. Nous voulons bien vous croire. Mais il nous est maintenant difficile de vous croire. Car enfin les promesses

de sanctions relatives au scandale des abattoirs de La Villette remontent à deux ans et nous les attendons encore. (Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

En comment pourrions-nous vous croire lorsqu'un député de la majorité, deux fois condamné, siège encore dans cette enceinte ? Comment pourrions-nous vous croire lorsqu'un secrétaire d'Etat condamné fait encore partie du Gouvernement ? (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. le Premier ministre. Puis-je vous interrompre ?

M. André Chandernagor. Volontiers !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre avec l'autorisation de l'orateur.

M. le Premier ministre. Permettez-moi de vous faire observer, monsieur Chandernagor, à propos du secrétaire d'Etat auquel vous faites allusion, que l'arrêt de la cour d'appel étant au civil, et de par sa nature, ne porte en rien atteinte à l'honorabilité de l'intéressé.

M. le président. Je demande aux orateurs de rester dans le cadre du débat.

Veuillez poursuivre, monsieur Chandernagor.

M. André Chandernagor. Je vous laisse, monsieur le Premier ministre, la responsabilité de votre satisfecit.

M. le Premier ministre. Ce n'est pas un satisfecit.

La cour d'appel a rendu au civil un arrêt portant sur des éléments juridiques très complexes.

Un pourvoi en cassation a été introduit contre cet arrêt. Je vous rappelle que, d'une manière générale, et également au civil, la présomption d'innocence est complète et doit être respectée comme une base fondamentale de la liberté de chacun, qu'il s'agisse de ministres ou de simples citoyens.

Nous sommes là au civil dans une matière, je le répète, qui ne porte en rien atteinte à l'honorabilité dudit secrétaire d'Etat, sinon, soyez tranquille, il ne serait plus membre du Gouvernement ! (Exclamations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

M. le président. J'invite de nouveau les orateurs à rester dans le cadre du débat.

M. André Chandernagor. De même que notre collègue ne devrait plus siéger parmi nous !

Mais enfin, n'y revenons pas, l'opinion appréciera. « Nul n'est l'Etat, si ce n'est l'Etat », disais-je au début de mon propos, et je ne m'attendais pas à ce que cela soulève ce tollé !

Or, le sentiment que nous avons — et l'O. R. T. F. n'est qu'un exemple parmi d'autres — c'est que, à la faveur de ces baronnies que vous laissez s'ériger à mi-chemin entre le secteur privé et le secteur public, entre le pouvoir et l'argent, l'Etat a cessé peu à peu d'être là où il devrait être, c'est-à-dire dans les institutions qui le régissent. Des pouvoirs parallèles se multiplient dont l'autorité s'exerce sans contrepartie de responsabilités.

C'est un pouvoir parallèle, cette technocratie dont les hommes qui la composent passent successivement des cabinets ministériels aux secteurs semi-public et privé, lorsque, comme c'est le cas à l'O. R. T. F., ils ne cumulent pas, hors de toute règle et de tout principe, la sécurité de l'emploi du secteur public avec les profits du secteur privé. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Pouvoir parallèle, sans responsabilité ni sanction, ces filiales de sociétés publiques qui comme « Havas-Conseil Relations publiques » consacrent une part de leurs activités à corrompre, pour le compte d'intérêts privés, le personnel d'un autre service public, en l'occurrence l'O. R. T. F.

Pouvoir parallèle : ces hommes, parfois non élus, auxquels l'appartenance au parti dominant, ou l'amitié des puissants du jour, confère dans certaines de nos provinces, plus de pouvoirs réels que les préfets. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Pouvoir parallèle : ces ligues armées que je vous laisse le soin de qualifier et dont on tolère, en vertu de quels droits, de quels principes, qu'elles exécutent quelques basses besognes sous couvert de défense de la République.

M. le président. Monsieur Chandernagor, veuillez rester dans le cadre du débat.

M. André Chandernagor. Il me semble que je suis au cœur même du débat !

M. le président. Je vous rappelle les termes de l'article 54 du règlement : « L'orateur ne peut s'écarter de la question, sinon le président l'y rappelle. »

La question est assez vaste pour que vous n'évoquiez pas tous les problèmes de la nation !

M. André Chandernagor. Je dis qu'à la faveur de cette évolution l'allégeance personnelle et politique d'homme à homme, la complicité des intérêts et la réciprocité des services rendus — c'est vrai notamment au sein de l'O. R. T. F. et ce n'est pas moi seulement qui le dis, c'est aussi M. Griotteray — tout cela a pris plus d'importance que les règlements et les principes.

Que deviennent alors l'impartialité de l'Etat républicain et cette égalité devant la loi à laquelle les Français sont si profondément attachés ? C'est une question que je me permets de poser.

Je crois que le moment est vraiment venu de restaurer l'Etat républicain dans ses principes et dans sa dignité. Il est grand temps de rendre au service public la vocation qu'il n'aurait jamais dû perdre, en évitant d'abord ces imbrications de toutes sortes où l'appât du profit facile provoque entre le secteur privé et le secteur public des complications dangereuses ; ensuite, en ayant le courage de sévir, et on l'a d'autant mieux, n'est-ce pas, qu'on est soi-même exempt de reproche ; enfin, en soustrayant l'Etat à l'emprise exclusive de l'homme providentiel ou du parti privilégié pour le rendre à tous les citoyens.

Je crois que ce sont là des conditions essentielles, fondamentales, et je suis heureux, monsieur le Premier ministre, de recueillir à la fin de ce propos votre approbation.

Nous jugerons, mes amis et moi-même, si vraiment vous remplissez les conditions que je viens d'indiquer. Vous nous permettrez, simplement, d'en douter. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Maretté.

M. Jacques Maretté. A la deux cent trente-deuxième et dernière page de son rapport, la commission d'étude du statut de l'O. R. T. F. — à la création de laquelle vous avez vous-même présidé, monsieur le Premier ministre — plus généralement connue sous le nom de commission Paye, avait inscrit cette phrase, qui est toujours d'actualité et qui paraît même prophétique : « Aujourd'hui — c'était le 30 juin 1970 et cette commission remetait son rapport — chacun, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'O. R. T. F., est conscient de la nécessité d'une réforme d'ensemble qu'il n'est plus possible de différer. La commission souhaite que ses travaux permettent non seulement au Gouvernement et au Parlement, mais encore à l'opinion, de trouver dans le présent rapport les éléments d'une réflexion et d'un débat approfondis. »

Puisque le débat que nous attendions depuis le dépôt de ce rapport, soit depuis vingt-deux mois exactement, nous est enfin proposé — il est vrai, sous une forme de triptyque dont le premier volet est limité aujourd'hui à la publicité clandestine — j'agirai en parlementaire discipliné de la majorité, c'est-à-dire que je respecterai scrupuleusement le sujet en me limitant, comme l'a fait M. Delorme, à cet aspect à la fois le plus spectaculaire, le plus scandaleux, le plus crissant, mais finalement l'un des moins graves de tous les désordres qui affectent l'Office.

La publicité clandestine, comme l'a souligné notre rapporteur, c'est une sorte de dermatose psycho-somatique. Ses pustules sont la marque extérieure de la névrose profonde qui frappe cet organisme depuis pratiquement sa fondation.

Malheureusement, il n'a pas que des troubles de caractère psychique, il connaît également des troubles de caractère organique, et si sa tension était de 18-12 lorsque la commission Paye étudiait son cas, elle était à 23-17 au moment où nous nous sommes penchés à son chevet.

A cet égard, la publicité clandestine n'étant qu'une des marques du manque d'autorité général qui règne à l'Office et qui ne peut être réglé, comme tous les autres désordres de cette maison, que par une réforme profonde des structures et une reprise en main des personnels, toutes mesures que M. Malaud proposera au Gouvernement et qui feront l'objet

des autres débats de notre Assemblée sur l'avenir de l'Office, il n'y a pas grand-chose en fait à dire ici.

Toutefois, M. Chandernagor ayant mis en cause de manière singulièrement désagréable la commission de contrôle à laquelle j'ai tenté de participer assidûment et attentivement, et dont les travaux ont été, je crois, exemplaires, même en ce qui concerne la collaboration avec les représentants de l'opposition — je vois MM. Delorme et Saint-Paul qui opinent du bonnet — je voudrais insister sur le fait qu'à aucun moment cette commission de contrôle n'a, elle, confondu son rôle avec celui d'une brigade de police mondaine ou de police financière, qu'à aucun moment son président ni son rapporteur n'ont joué les juges d'instruction, n'ont ordonné de perquisition, n'ont commis d'expert en écritures.

Notre commission a refusé de se transformer en un tribunal du peuple jugeant les mœurs des personnalités du « show business ». Elle a toujours été en mesure de révéler les sources des documents dont elle a fait état. Son rapporteur a rendu compte objectivement — et je lui rends hommage pour l'énorme travail qu'il a accompli — du résultat de nos investigations, en s'en tenant aux faits, sans insinuations calomnieuses.

Après avoir fait clairement l'historique de l'affaire de la publicité clandestine et analysé comment elle a pu se développer, nous avons refermé le dossier. Et, pour ma part, j'aurais préféré que cette discussion eût lieu en comité secret, car c'est à la direction générale et au conseil d'administration de l'Office, et à eux seuls, qu'il convenait en définitive de sanctionner les coupables.

Si, à l'unanimité — vous devez le savoir, monsieur le Premier ministre — la commission a considéré, au lendemain de la réunion du conseil d'administration du 7 mars, que les sanctions et les mesures prises, annoncées de façon à la fois secrète et confuse, étaient singulièrement modestes, à aucun moment aucun d'entre nous n'a même envisagé que la commission puisse, violant la loi organique de novembre 1958, continuer ses travaux et entretenir en permanence une agitation politique et une chasse aux sorcières au sein du personnel de l'Office.

Il doit être clair, pour tous les membres de cette Assemblée, que si la commission de contrôle a, à l'unanimité, dénoncé sans faiblesse les désordres de l'Office, elle a aussi fait son travail avec mesure et dignité.

Monsieur le Premier ministre, vous avez résumé nettement les mesures que le Gouvernement entend prendre, à son niveau, après le conseil d'administration de l'Office, pour mettre fin aux pratiques détestables que nous avons constatées. Mais si un effort réel a été entrepris — il faut le dire — par la direction générale de l'Office, l'inspection générale intérieure, le conseil d'administration, pour assainir, pour porter le fer rouge dans le petit noyau de corrompus de l'Office, je regrette que rien n'ait été fait contre les corrupteurs.

Sans me référer à des cas personnels, je dois rappeler qu'en 1964, jeune ministre, j'ai été obligé de prendre une mesure exceptionnelle, rarissime, pour ne pas dire extravagante, bien connue de M. Malaud : prendre sous ma protection, à sa demande, contre des entreprises de l'extérieur, un fonctionnaire de mon administration. Un ministre doit avoir l'occasion d'en user de la sorte peut-être une fois tous les cent ans !

A la recette centrale des P. T. T. de Colombes, un facteur, un préposé à la distribution, avait appris, un peu traumatisé, que sa femme allait accoucher de quintuplés. La nouvelle, bien sûr, fut très vite connue autour de lui. Peu de temps après, il recut la visite du démarcheur d'une société de publicité venu lui apprendre que, loin de voir dans cet événement une catastrophe, il fallait le considérer comme la source d'un pactole énorme si le préposé voulait bien lui confier le soin d'être son impresario.

Le pauvre homme, devant lequel on évoquait des chiffres de l'ordre de cinq cents millions ou un milliard de francs anciens, signa un contrat sans trop le lire. Sa femme accoucha devant des opérateurs de cinéma en couleurs, et des journalistes obtinrent l'exclusivité des photos de l'accouchement et des enfants, dont deux, déjà mal en point à la naissance, étaient placés en couveuse.

On voulut obliger le receveur de Colombes à donner l'uniforme de son facteur : il paraît que, pour la vente des produits destinés aux enfants, l'image du préposé des P. T. T. serait bénéfique. On voulait aussi que le préposé revêtît l'uniforme

au moment où deux de ses enfants agonisaient dans la couveuse : il s'agissait toujours de promouvoir l'industrie de produits diététiques pour enfants.

Bref, c'était un scandale.

J'ai évidemment détaché quelques agents pour prendre le préposé sous ma protection. Finalement, le facteur n'a rien touché car, comme l'a dit le promoteur, le chef d'orchestre de l'opération : « Que voulez-vous, les quintuplés c'est la fortune ; mais quand il en meurt deux, ça ne vaut plus rien ! »

A cette époque, ce « promoteur », ce démarcheur, était un jeune débutant à l'agence Havas qui s'appelait Roland Pozzo di Borgo, et à cette époque M. Chavanon, président de l'agence, m'avait dit qu'il avait été scandalisé par ces méthodes et qu'il ne manquerait pas de prendre des sanctions.

C'est le même démarcheur qu'on retrouve aujourd'hui président du conseil de gestion de Havas-Conseil-Relations publiques et, ce qui est plus grave, son mandat avait été renouvelé pour trois ans un mois avant que la commission de contrôle déposât son rapport ! (*Murmures sur divers bancs.*)

Aujourd'hui, bien entendu, M. Chavanon affirme qu'il ignorait tout, et il a raison de vouloir séparer Havas-Conseil-Relations publiques des sociétés de publicité. Il conviendrait même que l'Etat déposât un projet de loi en vue d'interdire aux entreprises de publicité d'avoir un secteur de relations publiques, car la tentation pourrissante de la publicité clandestine, du *lobbying*, sévit partout. Il ne faut pas qu'il puisse y avoir unité entre publicité et relations publiques, il ne faut pas qu'on puisse être à la fois journaliste et agent de presse, employé d'une société de publicité et rédacteur dans un journal. Il ne faut pas non plus que les intérêts soient croisés.

Mais ce que je crains, monsieur le Premier ministre, c'est que, se souciant très légitimement, et dans le bon sens, de se séparer de cette filiale particulière et qui prête le flanc à tant de critiques, M. Chavanon ne la revende par personnes interposées à l'homme qui est à l'origine de tout ce scandale étant donné que ce dernier a erçé autour de lui un syndicat qui lui obéit fidèlement, et qu'il est en train de parcourir la France en *turbajet* prétendument pour faire connaître la vérité. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Je ne crois pas avoir été particulièrement tendre à l'égard du sénateur Diligent en filigrane, mais je puis dire qu'en ce qui concerne M. Pozzo di Borgo, et lui seul, je m'associe à tout ce qu'a pu dire et écrire M. Diligent, et qu'il serait inconvenant que des fonctionnaires de l'Office, qui ont commis des fautes, dont certaines sont mineures, soient sanctionnés, et qu'aucun corrupteur ne le soit.

A mon sens, quand le Gouvernement aura réfléchi à ce problème, en liaison avec la direction de Havas qui, évidemment, est « en dehors du coup », quand ce dernier point sera réglé, nous pourrions aborder la deuxième phase du problème, c'est-à-dire le débat au fond, sur les structures, et alors envisager l'avenir de la télévision en France, qui doit être, nous le voulons comme vous, monsieur le Premier ministre, une télévision pour tous les Français. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. le président. La parole est à M. Le Tac.

M. Joël Le Tac. Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, les témoignages de satisfaction que se sont accordés réciproquement, hier, M. le directeur général de l'Office et son conseil d'administration — certains peut-être même en forme d'apologie — ne manquent pas de faire rêver.

Voici donc les orties de la publicité clandestine qui poussaient dans les jardins du quai Kennedy élevées au rang de plantes d'agrément !

Au travers de ce communiqué il paraît ressortir — et cela est fâcheux — que la direction générale s'emploie à nous persuader qu'en matière de publicité clandestine il ne s'est pratiquement rien passé puisqu'elle savait tout.

Pourtant, l'Assemblée nationale et l'auteur — que je suis — du rapport sur les problèmes de l'O. R. T. F. ne peuvent que se féliciter qu'un certain nombre de mesures recommandées tout au long de notre rapport aient été prises : non celles qui concernent les personnes, car à aucun moment l'objet de notre commission n'a été de réclamer des sanctions systématiques, mais bien plutôt des mesures préventives contre toutes les tentations éventuelles d'insertion de publicité clandestine.

Il convient donc de souligner le caractère positif des décisions prises hier par le conseil d'administration en souhaitant que celui-ci aille plus loin dans le sens des réformes nécessaires.

Je ne veux pas personnellement revenir sur l'examen des cas particuliers au travers desquels la commission a pu poursuivre son analyse du phénomène de la publicité clandestine. Il me suffit d'en souligner le nombre extrêmement limité pour bien marquer que dans son immense majorité le personnel, à tous les niveaux de l'Office, n'a en aucun cas démerité.

Je souhaite qu'en tout cas il entende, de la bouche même de celui qui s'est érigé pour un instant en censeur, ces paroles d'optimisme et de confiance.

Mais pour que ce personnel réapprenne à être fier de sa maison, qu'il sache qu'il doit faire face à la réalité, si dure soit-elle. L'Office, et par-là même la notion de monopole et de service public qui y est attachée, ne pourra être sauvegardé qu'au prix de réformes de structures profondes.

Je sais qu'en France les révolutions se traduisent en terme de guillotine, ce qui implique que des têtes tombent, mais que l'accord se fait généralement entre guillotins et guillotins pour qu'on ne touche ni aux structures, ni aux institutions. Il ne faut pas qu'il en soit ainsi à l'Office, sinon cette affaire de la publicité clandestine ne resterait, dans la petite histoire de l'Office, que le résultat d'un règlement de comptes particulièrement réussi. Entre les causes et les effets, la commission a choisi de s'attaquer surtout aux causes, c'est-à-dire aux structures de l'Office, source d'instabilité et de dilution des responsabilités, donc de l'autorité.

Comme je l'ai dit, je ne voudrais pas, dans ce propos, revenir sur les détails de l'enquête menée par la commission de contrôle de l'O. R. T. F. L'affaire de la publicité clandestine a été longuement examinée dans le rapport qu'elle a déposé le 20 avril, et il n'est pas nécessaire d'exposer de nouveau des mésaventures qui sont moins graves en elles-mêmes qu'en tant que reflets du malaise général de l'Office.

Le problème qui se pose maintenant est de savoir comment mettre fin de manière définitive à ces anomalies. Le conseil d'administration de l'Office a longuement siégé dans la nuit du 8 au 9 mai et on peut constater que ses propositions tiennent largement compte des travaux et des conclusions de la commission de l'Assemblée.

Toutefois, il serait regrettable de se limiter à des suggestions qui restent, malgré tout, assez vagues et semblent négliger l'ampleur de l'effort de réflexion accompli par les députés pendant quatre mois.

En effet, nous avons formulé des propositions précises et, je crois, réalistes ; aussi je pense qu'il n'est pas inutile de les développer aujourd'hui.

La commission a souhaité que la déontologie des relations publiques soit revue et précisée. Il faut mettre fin à des confusions d'activités qui relèvent du braconnage et qui, si elles sont profitables pour certains, sont dangereuses pour la communauté. Plusieurs membres de la commission ont élaboré une proposition de loi dont on peut espérer qu'elle pourra être bientôt examinée par le Parlement.

Par ailleurs, nous avons insisté sur la nécessité d'établir un contrôle beaucoup plus strict des émissions. Certains titres, certains synopsis, certaines images devraient éclairer les plus naïfs et les inciter à écarter du petit écran des émissions ou des séquences dont les origines sont douteuses. Il semble pourtant que l'expérience ne parvienne pas à instruire les dirigeants de l'Office, comme le montre le cas récent du feuilleton « Manège à Port-Barcarès » dont le titre était à lui seul tout un programme et dont la diffusion a été brusquement interrompue, dans des conditions mal déterminées.

Néanmoins, on ne peut pas se limiter à cette attitude passive. L'Office doit mieux organiser sa défense contre la publicité clandestine et pour cela apprécier, de manière lucide, sa position et son rôle dans le monde d'aujourd'hui.

L'O. R. T. F. se trouve maintenant en face d'un choix : ou bien il refuse de tenir compte de l'environnement économique et social et dans ce cas la pression des intérêts économiques privés ou publics fait que ceux-ci s'imposent de toute façon à lui par des voies dérobées qui sont celles qui débouchent sur la publicité clandestine ; ou bien il prend conscience de la réalité de ce processus extérieur et le canalise vers un service créé à cet effet.

C'est la raison pour laquelle la commission a proposé la mise en place d'un service spécialisé dans cet aspect particulier des relations publiques et qui serait lié au service commercial. Cet organisme devrait être le seul interlocuteur de l'Office vis-à-vis de tous les services ou agences de relations publiques de l'extérieur qui devraient s'adresser à lui pour faire passer les informations qu'ils diffusent.

Ainsi, la pression exercée par les agences extérieures représentant les intérêts légitimes de leurs clients ne se traduirait pas par une pénétration clandestine de l'O. R. T. F. à des échelons subalternes, mais serait en quelque sorte dirigée sur un service officiel, une sorte de sas où pourraient pénétrer, dans des conditions acceptables, les intérêts économiques et socio-professionnels dont les vagues battent les murailles de la grande maison ronde du quai Kennedy.

On peut objecter que de semblables services n'existent pas dans les autres organes de diffusion d'information : presse, stations de radio privées. Mais il ne faut pas oublier que l'Office, par ses dimensions, est dans une position exceptionnelle. Avec ses deux, et bientôt trois chaînes de télévision, ses trois ou quatre chaînes de radio, il touche chaque jour vingt-cinq à trente millions de Français ; à son niveau, les problèmes prennent une tout autre ampleur ; les convoitises se déchaînent avec une tout autre intensité.

Les attributions de ce nouveau service pourraient être étendues à l'organisation des campagnes d'intérêt national et, sur ce point, il semble que le conseil d'administration de l'Office ait donné un début de satisfaction à la commission puisqu'il envisage la création « d'un service capable de satisfaire à l'antenne les besoins des campagnes nationales, tout au moins d'en conseiller les organisateurs ».

La situation actuelle est en effet abusive puisqu'elle aboutit à ce que des organismes de relations publiques se fassent payer par leurs clients pour obtenir gratuitement de la télévision un certain temps d'antenne.

Ne vaudrait-il pas mieux supprimer, dans ce domaine au moins, les intermédiaires et établir un contact direct entre les comités de patronage des grandes causes nationales et les spécialistes de l'Office, agents titulaires, qui les aideraient à diffuser auprès du public des messages dont l'intérêt humain est évident ?

Une pareille réforme couvrirait court à toutes les rumeurs et aux inquiétudes des citoyens. Les Français désireux d'apporter leur obole pour une grande cause n'auraient plus en face d'eux qu'un organisme désintéressé : le comité de patronage, et un service public, l'O. R. T. F.

Voilà quelques conclusions auxquelles a abouti la commission. Elles sont simples, réalistes, elles devraient permettre de circonscrire un mal qui ne pourra être définitivement guéri que lorsque interviendra la nécessaire réforme de structures de la radio et de la télévision.

Monsieur le Premier ministre — et ce n'est pas pour vous que je le dis — il ne faut pas mépriser la télévision ; elle est le dénominateur commun de tous les Français. Je sais qu'il est de bon ton d'afficher de ne la regarder jamais et même nos collègues du Sénat, pourtant spécialistes de ces problèmes, ne manquent pas de s'en vanter.

La télévision, c'est l'image que l'on peut donner de la France et du monde aux Français. C'est une fenêtre miraculeusement ouverte sur les autres. Charles de Gaulle, qui était un fervent téléspectateur et n'en avait pas honte, ne s'y était pas trompé. Il aimait sur le petit écran retrouver le visage de la France. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Fontaine.

M. Jean Fontaine. L'Assemblée nationale ayant décidé de rendre public le rapport de la commission parlementaire de contrôle de la gestion de l'O.R.T.F., un débat a donc été organisé sur ce sujet. Pour ma part, je souhaite profiter de cette occasion pour vous présenter quelques observations suscitées par la lecture de ce rapport.

En vertu de la loi du 27 juin 1964, l'O. R. T. F. a reçu mission de service public plus particulièrement pour l'information, la culture, l'éducation et les distractions. Qui dit service public, dit égalité des citoyens devant ce service, lequel, vous l'avez dit pour terminer, monsieur le Premier ministre, doit être accessible à tous, ouvert à tous les Français.

Me plaçant à ce point de vue, je déplore, dans ce rapport, une certaine partialité à l'égard des départements et territoires d'outre-mer. Je dirai, à la manière de Talleyrand, que le rapport « constate mais n'apprécie pas ». Et cette impression désagréable est encore renforcée par trois considérations générales erronées.

La première, c'est l'amalgame opéré entre départements et territoires d'outre-mer. Or, il s'agit de deux collectivités nettement différentes, aussi bien dans leur structure administrative qu'au niveau de l'O. R. T. F. Dans les départements d'outre-mer, nous payons la même taxe de radio et télévision, alors que dans les territoires d'outre-mer, à l'exception de la Nouvelle-Calédonie, cette taxe n'existe pas.

La deuxième est la généralisation abusive d'un fait isolé, à la manière de l'Anglais qui débarque au Havre et qui voyant une Française rousse prétend que toutes les Françaises sont rousses.

La troisième est la fâcheuse tendance à considérer l'outre-mer comme « ce galeux, ce tondu d'où nous vient tout le mal ». Le « cartiérisme », hélas ! n'est pas mort en France. Il a même encore de beaux jours, ce qui n'empêche pas, dans le même temps, que fleurissent des ligues antiracistes.

A l'appui de ce jugement, je voudrais citer quelques exemples tirés du rapport.

Premier exemple : la commission s'est inquiétée de la possibilité, au niveau de la délégation régionale, d'une séparation des stations régionales de la métropole des stations des territoires d'outre-mer et des départements d'outre-mer. Ainsi, tandis que le Gouvernement poursuit une politique d'intégration des départements d'outre-mer, il se trouve encore des parlementaires pour oser proposer, au niveau d'un service public, une séparation de la métropole et de ses départements d'outre-mer.

Je trouve cela particulièrement regrettable. Mais je n'en suis pas étonné, parce que je sais que cette idée a déjà été émise par les technocrates de la Maison ronde, et je ne saurais dire si, comme le dit le rapport, cette idée époustouflante vient de la veine « E. N. A. » ou du filon « Polytechnique », mais elle est suffisamment aberrante pour être le fruit des amours incestueuses de ces deux grandes confréries.

Deuxième exemple, la redevance. On dit que dans les départements d'outre-mer, la perception des redevances constitue un scandale. Je vais vous démontrer que ce n'en est pas un, mais auparavant je veux que vous soyez attentifs au fait que lorsqu'une situation identique se retrouve en métropole on ne prononce pas le mot scandale ; on parle de « courbe fluctuante » et on explique, notamment pour Paris, qu'il s'agit d'une clientèle de jeunes qui n'est pas très soucieuse de respecter les règlements. Au contraire, pour les départements d'outre-mer, on emploie tout de suite les grands mots et on parle de scandale et de manque de civisme, on dit que les préfets devraient intervenir pour opérer des contrôles et réprimer.

Mes chers collègues, admettriez-vous que, dans vos départements, les préfets s'immiscient dans la gestion et le fonctionnement des stations régionales de l'O. R. T. F. ? Pas que je sache. Pourquoi ce qui n'est pas acceptable en métropole le serait-il dans les départements d'outre-mer ? Ce n'est pas normal.

Je prends l'exemple de mon département, la Réunion. Pour 1971 nous avions à encaisser 410.800.000 francs de recettes. Il ne reste plus à percevoir, tous arriérés confondus, que 4.493.814 francs. Est-ce « scandaleux » ?

Les statistiques de 1970 montrent que les redevances de télévision ont été perçues à 85,25 p. 100 et que les redevances de radio l'ont été à 66,87 p. 100. Où se trouve le scandale ? Quant au surplus on sait que nous sommes « matraqués », à la radio et à la télévision, par la publicité et que celle-ci rapporte beaucoup — le rapport n'en fait aucun mystère — comment empêcher que les gens se disent : nous payons une redevance, pour quoi faire puisque la publicité nous assomme à longueur de journée ?

D'autre part, on sait aussi que dans un département comme le mien existe une grande similitude de patronymes. Des Hoareau, des Grondin, des Payet et des Fontaine, il y en a des masses, ce qui complique l'établissement des comptes des titulaires. Par conséquent, les confusions et les erreurs sont difficiles à éviter. Dans ces conditions, accuser un département de manquer de civisme, je trouve que c'est exagéré et, comme vous l'avez dit à un de nos collègues tout à l'heure, ce qui est exagéré n'est pas à retenir.

Troisième exemple, les effectifs pléthoriques. On prétend que, dans une certaine mesure, ils proviennent de l'obligation

lorsqu'on doit envoyer quelqu'un outre-mer, de lui donner un avancement pour qu'il consente à partir. Cela n'est pas vrai. Ce qui se passe relève du « copinage ». Pour faire gagner du galon à quelques petits amis, on les envoie en promenade dans les territoires d'outre-mer et on leur confie, à leur retour, des responsabilités au niveau métropolitain. Or, s'agissant de départements où la monnaie est au surplus favorable, ce n'est pas le manque qui est à craindre mais le trop-plein parce que les avantages sont nombreux, parce que la prime d'installation, par exemple, cumule avec des congés administratifs très avantageux. L'explication est donc mauvaise. Il suffirait d'ailleurs d'un simple raisonnement mathématique, d'une comparaison avec l'effectif général de l'effectif squelettique d'outre-mer pour constater que le pourcentage obtenu est dérisoire.

Quatrième et dernier exemple, les transferts. Je suis hérisé, monsieur le Premier ministre, lorsque, s'agissant d'un département français, on parle de « balance commerciale » ou de « transferts publics ». Ne sommes-nous pas dans la France, ne sommes-nous pas dans la République, une et indivisible ? Parle-t-on de transferts pour les départements métropolitains ou pour la Corse ? Jamais ! Pourquoi en parler pour les départements d'outre-mer ?

Selon le rapport, les équipements qui ont été imposés à l'O. R. T. F. ont été très importants et n'ont pas été compensés par des transferts correspondants. Je m'élève en faux contre cette affirmation. Aussi bien tous les réémetteurs dans mon département ont été payés entièrement par le conseil général, comme cela se passe en métropole d'ailleurs. Pourquoi vouloir donner aux lecteurs du rapport une idée fautive de la situation au détriment des départements d'outre-mer ? C'est contre cela que je m'élève.

Au surplus, monsieur le Premier ministre, quand on parle d'efforts consentis en faveur de l'outre-mer, a-t-on eu l'honnêteté de les comparer à ceux qui sont consacrés à l'étranger ? Que ne nous a-t-on révélé que, pour financer les équipements de Chypre, l'O. R. T. F. prendra à sa charge 45 p. 100 de ces équipements ! Il est tellement plus simple de faire de l'outre-mer, ce pelé, ce galeux, d'où nous vient tout le mal. Ce n'est pas tolérable.

J'en termine, monsieur le Premier ministre, avec cette première partie, mais je reviendrai sur ce sujet lors du prochain débat sur les structures de l'O. R. T. F. Je dirai en conclusion que les départements d'outre-mer font partie intégrante de la République française et qu'il n'y a aucune raison pour qu'ils soient traités à part.

D'autre part, je souhaiterais que, lorsque des renseignements sont consignés dans un rapport aussi important que celui sur l'O. R. T. F., on sache trier le bon grain de l'ivraie. Il n'est pas honnête de rechercher le scandale pour le scandale.

C'est pourquoi j'ai tenu à m'élever à cette tribune contre certaines allégations contenues dans ce rapport. Français nous sommes et Français nous resterons. Parmi les charges que nous payons, figure la redevance de radiodiffusion-télévision. Nous payons la même redevance qu'en métropole, mais nous ne bénéficions pas des mêmes programmes, puisque nous n'avons droit qu'à seize heures d'antenne et à trois heures d'image.

Le rapport parle de scandales. Il se peut qu'il y en ait. Mais qu'on démasque les vrais coupables et qu'on ne les englobe pas tous sous le générique de l'outre-mer. Ceci n'est pas tolérable.

Voilà ce que je tenais à dire du haut de cette tribune. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Ducloné.

M. Guy Ducloné. Monsieur le Premier ministre, s'il fallait une justification à l'utilité des commissions d'enquête ou de contrôle parlementaire, la commission relative à l'O. R. T. F. la fournirait amplement, non pas que toutes les conclusions apportées par sa majorité nous satisfassent — mon camarade et ami Georges Gosnat a exposé au début de cette séance l'opinion du groupe communiste — mais parce que la constitution de cette commission a permis de mettre au grand jour un certain nombre de tares dont souffre l'Office.

Il est plus évident aujourd'hui pour des millions de Français que le mal dont souffre l'O. R. T. F. est inséparable de la crise qui touche la société.

A vouloir en faire un instrument politique et idéologique à votre service, il est fatal que l'on aboutisse aux résultats dénoncés aujourd'hui. L'O. R. T. F. est malade de votre régime.

Dans les cas examinés, et notamment sur ceux de la publicité clandestine ou de l'information orientée, la responsabilité du Gouvernement est directement engagée. Cela confirme, ce que montre la lecture du rapport de la commission, qu'il y a eu, sur toute une série de problèmes qui ont été abordés, des divergences entre les différents membres de la commission. A maintes reprises, en effet, on souligne que c'est l'opinion de la majorité qui est exprimée, même si, sur l'ensemble, les commissaires ont été unanimes à approuver la publication du rapport.

Il est hors de doute que la publicité clandestine ne date pas d'hier, ni de quelques mois, mais il est certain qu'elle s'est surtout développée depuis l'introduction des créneaux publicitaires. Cette publicité officielle a joué en l'occurrence un rôle d'accélérateur, même si, à l'évidence, cette situation n'a profité qu'à une minorité dans l'Office. Il convient en effet de souligner que l'énorme masse des agents, des techniciens, des producteurs, des réalisateurs, font un métier auquel ils croient, et ils le font bien, avec le seul souci du meilleur fonctionnement de l'Office.

Mais si publicité clandestine il y a, la responsabilité première se situe au niveau de la direction générale qui, si elle a rédigé des notes — vous l'avez rappelé, monsieur le Premier ministre — n'a pratiquement rien fait pour que celles-ci soient appliquées. Les travaux de la commission l'ont prouvé. Par conséquent, les sanctions prises en mars dernier ne frappent pas les responsables réels.

Dans le domaine de l'information que vous avez évoqué, on a cité le scandale de la propagande pendant le référendum, ou encore le vocabulaire américain utilisé chaque fois qu'il est question de la guerre du Viet-Nam.

S'agissant du référendum, vous avez voulu vous en tenir — c'était facile — à la répartition du temps d'antenne entre majorité et opposition et dire que ce n'est pas de votre faute si certains, se réclamant de l'opposition, ont appelé à voter oui.

Je remarque simplement que la propagande officielle pour ce que recommandait le Président de la République et le Gouvernement ne s'est pas limitée aux deux heures indiquées et que plus de cinq heures furent consacrées à la propagande en faveur du oui, alors que dix minutes seulement ont été consenties aux partisans du non. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

L'étonnement que vous manifestez me surprend, monsieur le Premier ministre, car au total, si l'on tient compte de la retransmission de certains de vos discours pendant la campagne du référendum — je ne parle pas des créneaux officiels — et de toutes les interventions faites en faveur de la participation au vote par le Président de la République au cours de son voyage en Lorraine, si l'on tient compte du fait qu'un certain nombre de ministres se sont également exprimés, on s'aperçoit que les rassemblements ou manifestations d'information organisés par les adversaires du oui et par les partisans du non n'ont pas connu le même sort. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Jacques Cressard. Et le discours de M. Mitterrand à l'information première, le samedi, veille du scrutin ?

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur Ducloné.

M. Guy Ducloné. Je vais poursuivre, mais que M. Cressard vérifie son information : je n'ai parlé, moi, que des partisans du non.

Une question vous a été posée cet après-midi, monsieur le Premier ministre, par mon ami Georges Gosnat : entendez-vous présenter à l'Assemblée nationale, et à quel moment, un plan de répartition des temps d'antenne assurant l'exercice normal de la liberté d'expression jusqu'aux prochaines élections législatives ? A plusieurs reprises, on nous a présenté comme un grand progrès, sur le plan de l'information, l'émission « La parole est à l'Assemblée nationale ». Vous vous en êtes vous-même montré satisfait en déclarant qu'il fallait voir là une application de votre discours de septembre 1969.

Mais comment peut-on en être satisfait ? En effet, cette émission ne représente mensuellement que vingt-cinq minutes, réparties entre les cinq groupes parlementaires ; au surplus, elle est diffusée sur la deuxième chaîne à une heure de faible écoute si l'on en croit les tarifs de la publicité officielle qui sont, à dix-neuf heures trente, douze fois plus élevés sur la première chaîne que sur la deuxième.

Le problème des structures est celui où l'unanimité a été loin de se faire en commission.

Le rapporteur développe en effet son opinion approuvant les conclusions du rapport Paye. On peut lire également que la voie suivie par la réforme appelée « réforme Riou » est la bonne.

Ce n'est pas là une opinion que nous partageons car elle aboutit notamment sous des motifs financiers — les fameux « standards » — à une baisse réelle de la qualité de la télévision.

Elle aboutit notamment par la suppression du directeur de la télévision, puis pratiquement par son remplacement par un directeur chargé de la coordination, non pas comme on veut le faire croire, à une décentralisation dans l'Office, mais au contraire à une centralisation paralysante.

Un homme de télévision qui compte parmi les meilleurs pouvait me dire récemment — et je partage son opinion : « Ce n'est pas de la décentralisation, mais la multiplication des préfets et qui, en fait, renforce la tutelle du directeur général, lui-même nommé par le Gouvernement. »

Je voudrais, pour terminer ce propos limité par le temps de parole...

M. le président. Vous avez droit à dix minutes, monsieur Ducloné.

M. Guy Ducloné. ... dire quelques mots sur le rôle culturel de l'O. R. T. F. et les problèmes posés à la liberté de création.

La télévision doit être conçue comme un instrument d'information, de loisirs mais également comme un élément privilégié de diffusion de la culture. Elle l'a été, mais elle a de plus en plus tendance à ne plus l'être comme elle le devrait.

Les « standards » financiers établis par la direction de la coordination aboutissent à empêcher les directeurs de chaînes de faire réaliser telle ou telle émission qui leur conviendrait.

De plus, la tendance à raisonner en fonction des sondages d'écoute, et uniquement en fonction d'eux, aboutit à abaisser le niveau général des programmes.

Dire que les conditions du développement de la culture sont fonction des conditions d'existence et de travail des hommes et des femmes est conforme à la réalité. Mais doit-on pour autant laisser envahir les écrans par les jeux ou les émissions médiocres sous prétexte que, faciles à regarder, ces émissions sont suivies, au lieu de faire des efforts pour établir des programmes aidant à la culture et donnant au téléspectateur le désir et le goût de la connaître ?

Il est vrai également, et cette politique est conforme aux standards financiers, que les jeux et les feuilletons américains de plus en plus nombreux sont les émissions qui coûtent le moins cher. Mais quelle différence de niveau avec des œuvres historiques, dramatiques ou de fiction qui ont souvent fait figurer la télévision française au palmarès des rencontres internationales !

Mais, pour certaines de ces émissions, joue en outre une véritable censure établie au niveau de la direction générale. N'est-ce pas le directeur général lui-même qui s'oppose — et là le coût n'est pas en cause — à la rediffusion de films de la série « La caméra explore le temps » ou à la diffusion d'œuvres réalisées, comme « Terre des arts à Cuba », par exemple ?

M. Pierre Mazeaud. La culture existe dans le monde entier.

M. Guy Ducloné. Il convient d'en finir avec une telle politique discriminatoire qui mutile notre patrimoine culturel. Il faut reviser toute la conception des standards et des contrôles en cours de réalisation, contrôles qui portent moins sur le coût financier que sur le fond de l'œuvre.

Le travail des réalisateurs, une fois le contrat passé — y compris les modalités financières — n'exige pas d'être encadré et surveillé par une administration tatillonne. En revanche, il est normal de prévoir l'élaboration entre tous les intéressés d'un statut matériel et moral des auteurs, réalisateurs et interprètes des émissions, qui tiennent compte du caractère spécifique des moyens de diffusion que constituent la radio et la télévision.

Un tel statut posera les règles de la concertation et d'une réelle participation entre la direction de l'Office et les intéressés. Cette voie seule permettra de donner satisfaction aux réalisateurs, aux téléspectateurs et aux auditeurs.

Dans tous les domaines des moyens existent permettant de faire une bonne télévision ; mais, dans le cadre du service

public, des structures, une organisation et une gestion démocratique sont nécessaires. C'est ce que propose le parti communiste français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Bonhomme.

M. Jean Bonhomme. Monsieur le président, les propos de M. Ducloné m'ont laissé sans voix. (*Rires sur les bancs de l'union des démocrates pour la République. — Exclamations sur les bancs du groupe communiste.*)

Je renonce donc à prendre la parole. J'espère qu'on m'en saura gré.

M. Guy Ducloné. Le pauvre homme !

M. Eugène Claudius-Petit. La liberté d'expression dans les pays de l'Est est vraiment étonnante ! (*Protestations sur les bancs du groupe communiste. — Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Lebas.

M. Bernard Lebas. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, je suis heureux de prendre la parole à un moment où s'échangent des propos entre des membres de cette assemblée qui ne semblent pas d'accord sur la signification du mot liberté. J'espère ne pas avoir à m'en tenir à sa définition.

J'ai entendu dire, aujourd'hui, que la commission de contrôle dont j'ai l'honneur de faire partie était composée en grande part de membres de la majorité, laquelle n'aurait pas fait ce qu'elle aurait dû faire.

Je suis obligé de déclarer à ces détracteurs que tous les membres de la commission, qu'ils aient appartenu à l'opposition ou à la majorité, ont éprouvé le sentiment d'avoir accompli leur devoir, tout leur devoir, rien que leur devoir.

M. Guy Ducloné. Personne n'a jamais dit le contraire !

M. Bernard Lebas. Je vous ai écouté avec attention. Je souhaite pouvoir m'exprimer à mon tour.

Les faits reprochés, et qui continuent de l'être, à certains collaborateurs de l'Office, en ce qui concerne la publicité clandestine, nous touchent néanmoins à une minorité, pour ne pas dire une infime minorité du personnel.

Tous ceux qui ont eu l'occasion, durant plusieurs mois, de prendre contact avec les employés de l'Office ont acquis la conviction que tout le personnel était prêt à faire son devoir, comme par le passé, à l'intérieur de structures nouvelles.

Des sanctions viennent de nous être annoncées par le conseil d'administration de l'Office, un peu tardivement peut-être, mais elles sont là. Alors, du haut de cette tribune, reprenant ce qu'a dit mon collègue M. Marette, je m'étonne qu'un certain président d'une sous-filiale de l'agence Havas n'ait fait jusqu'à maintenant ni l'objet de sanctions exemplaires, ni même d'une enquête.

Il est difficile d'accuser, comme certains l'ont fait, d'une manière trop directe, des personnes qui sont souvent sans défense. Mais, en l'occurrence, il s'agit de celui qui fut un des instigateurs de la publicité clandestine et il me semble que, dès à présent, des sanctions doivent être prises qui soient exemplaires pour lui, comme pour tous ceux qui, à l'avenir, voudraient recommencer. J'ai cité, et je m'excuse de le répéter après M. Marette, M. Pozzo di Borgo.

Nous avons le droit et même le devoir de tenir ce langage.

Je voudrais rendre hommage — on ne l'a pas assez fait aujourd'hui — à M. le Premier ministre qui a bien voulu venir devant l'Assemblée exposer son point de vue.

Je suis convaincu — et j'exprime certainement le sentiment d'un grand nombre d'entre nous — que les mesures de libéralisation qu'il a pu prendre, même si elles ne nous ont pas toujours plu, étaient nécessaires et qu'il doit continuer dans cette voie. En effet, ce que veulent les Françaises et les Français, c'est que l'O. R. T. F. ait le visage de la France et non d'un autre pays. Qu'il soit bien entendu que je parle là de l'information et des magazines. La mesure qui a été prise ne faisait que rejoindre la demande du Président de la République qui avait, si je m'en souviens bien, parlé d'impartialité, se refusant à définir l'objectivité.

Cela méritait d'être dit car ceux qui vous ont accusé de tous les péchés et surtout de ceux que vous n'avez jamais commis (*Sourires*) ne l'ont pas assez souligné.

Vous ayant dit tout le bien que je pense de la politique que vous menez, politique ô combien difficile puisque, lorsque le Gouvernement ne prend pas de mesure on l'accuse de faiblesse pour le taxer ensuite de tyrannie et de brutalité lorsqu'il en prend en prétendant qu'il ne remplit pas son rôle, permettez-moi, monsieur le Premier ministre, de souligner avec beaucoup de sérénité que le rapport de la commission de contrôle contient un certain nombre de conclusions et qu'après cet incident de la publicité clandestine, incident grave mais dont il convient de ne pas exagérer la portée, il est souhaitable que celui que vous avez plus spécialement chargé d'étudier cette question se penche sur les structures qui, actuellement, ne nous semblent pas adaptées.

En effet, la télévision évolue chaque jour, et les techniques encore valables hier ne le sont plus aujourd'hui. Il est donc indispensable — je sais que vous agirez puisque vous vous êtes engagé — de mettre rapidement en place les structures qu'appellent certaines questions ou suggestions de la commission de contrôle.

Si son rapport, que chacun a lu ou lira sans doute dans les prochains jours, ne reste pas dans des cartons et si les vœux qu'il exprime ne restent pas des vœux pieux, majorité et Gouvernement auront permis à l'O. R. T. F. de demeurer ce grand service public dont tous les Français souhaitent disposer. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, du groupe des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. le président. La parole est à M. Cousté, dernier orateur inscrit.

M. Pierre-Bernard Cousté. Monsieur le Premier ministre, dernier orateur inscrit, je me bornerai à vous exprimer notre confiance en ce qui concerne le présent et un passé très récent. J'y ajouterai quelques suggestions pour l'avenir.

Il est très clair que vous voulez éviter le retour des faits que nous déplorons. Nous sommes persuadés que l'Office prendra les mesures indispensables et qu'un renforcement du contrôle interviendra. Mais l'opinion publique a été émue de voir introduire dans les grandes causes nationales des considérations d'ordre commercial. Vous avez souligné le petit nombre des causes nationales ; or il peut exister de nombreuses causes d'intérêt général, européen ou même mondial qui ne pourront sans doute pas être acceptées.

Dès lors se pose la question d'une certaine liberté.

Je voudrais revenir un instant sur l'analyse que vous avez faite, monsieur le Premier ministre, lorsque vous avez évoqué le problème de la publicité clandestine. Vous avez dit, en effet, que la publicité officielle était limitée dans le temps et qu'elle était coûteuse. Vous avez ajouté qu'il fallait considérer les intérêts de la presse, et vous aviez raison.

Mais il n'en demeure pas moins que, parce que la publicité est coûteuse et parce que le temps dont elle dispose à la télévision est limité, la recherche d'une publicité clandestine était particulièrement profitable.

Ne faut-il pas, dès lors, poser le problème d'une plus grande liberté, alors que nous sommes dans un domaine où existe le « contingentement » ?

Pourquoi, me direz-vous ? C'est précisément parce que je crois que nous ne pouvons pas échapper à cette interrogation : faut-il imaginer un monopole, une entreprise unique, ou au contraire une pluralité d'entreprises distinctes qui, tout en respectant le monopole technique, permettraient une diversité des programmes répondant aux goûts d'un public non plus seulement français — plus de 30 millions — mais aussi européen ?

C'est, à mon sens, un problème capital et nous ne pouvons pas ne pas le poser à l'issue de ce débat, alors qu'un membre du Gouvernement va étudier cette question et qu'il sera important de se référer aux propositions de plusieurs membres de l'Assemblée en vue de l'aménagement du monopole, et notamment celle portant le numéro 110.

Tel est le sens de nos préoccupations. En effet, si nous voulons éviter au spectateur que les programmes ne soient l'objet d'un monopole, alors qu'il sera de plus en plus difficile à un seul organisme administratif de soutenir la compétition technique et de répondre à tous les besoins, nous devons nous interroger sur

l'existence éventuelle d'entreprises liées au monopole, mais de caractère privé ou mixte.

Cette solution me paraît également indispensable pour le personnel de l'Office. En effet ces hommes, passionnés par leur métier, s'ils devaient un jour le quitter, où pourraient-ils aller, sinon à l'étranger ?

Ne serait-il pas bon qu'ils puissent trouver en France à la fois le déroulement de leur carrière et la satisfaction de leur goût de création auprès d'entreprises concurrentes à l'Office officiel ?

C'est un point fondamental et je crois, monsieur le Premier ministre, que nous devons faire place à davantage de liberté pour des raisons techniques, pour des raisons d'efficacité et de gestion : de grandes économies indispensables ne sont possibles que si la concurrence existe ou est créée.

L'adaptation ne doit pas être l'effet du hasard, ou de l'anarchie, non plus que le résultat de malheureuses et pitoyables initiatives, parfois occultes, mais le fruit de la loi, du travail que nous devons accomplir ensemble et dont ensemble le Gouvernement et sa majorité ont la responsabilité. La loi doit être pour tous les Français, pour leur satisfaction et le progrès de notre pays.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. le Premier ministre. Monsieur le président, avec votre permission, je parlerai depuis le banc du Gouvernement. Je serai bref et dirai seulement aux orateurs qui m'ont succédé à la tribune que j'ai pris bonne note de leurs observations.

Je rappelle à M. Chandernagor qui m'a dit « vous nous promettez que des sanctions seront prises, nous voulons bien le croire », qu'en réalité les sanctions ont été prises, au nombre de dix-huit — je n'y reviens pas — et qu'il subsiste quatre cas qui font l'objet d'une enquête complémentaire. Qu'il soit assuré que les sanctions seront prises, si elles sont justifiées naturellement.

Je fais observer à M. Ducoloné, qui est revenu sur cette affaire de répartition du temps d'antenne à l'occasion de la campagne du référendum, que ce n'est pas la faute du Gouvernement si le parti communiste a été le seul parti à recommander le « non », ce qui l'a d'ailleurs conduit à recueillir, je crois, les voix de 17 p. 100 des inscrits — mais cela est un détail.

M. Guy Ducoloné. Sans moyens de propagande, ce n'est pas si mal !

M. le Premier ministre. Je précise, monsieur Ducoloné, qu'en fait de réunions publiques, la première chaîne d'information, que vous avez mise en cause, n'a en tout et pour tout « couvert », comme on dit, qu'une grande réunion publique par formation politique, dont la durée était prélevée sur le décompte des temps de parole. Par conséquent, vous n'avez pas été en quoi que ce soit mal traité.

M. Guy Ducoloné. On pourrait en discuter !

M. le Premier ministre. Non, monsieur Ducoloné ! C'est comme cela ; les faits sont les faits.

J'espère que vous avez, ainsi que M. Gosnat, une fois de plus ici, à l'Assemblée nationale française, à Paris, apprécié au plus haut point — car cela en vaut la peine — l'importance de pouvoir discuter librement, de mettre le Gouvernement en cause sur tout ceci et encore le reste, de s'entendre répondre de la manière, je crois, la plus franche et la plus complète et de savoir qu'à la sortie vous ne connaîtrez aucun mécompte.

M. Guy Ducoloné. Vous en êtes là !

M. le Premier ministre. J'espère, monsieur Ducoloné, que vous l'avez apprécié. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste. — Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la République et des républicains indépendants.)

M. le président. Le débat est clos.

— 4 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 2298, distribué et renvoyé à la commission des affaires étrangères à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif au recrutement spécial temporaire d'inspecteurs du travail.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 2299, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 5 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Berger un rapport, fait au nom de la commission spéciale, chargée d'examiner le projet de loi portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales (n° 2228).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2300 et distribué.

J'ai reçu de M. Claude Martin un rapport, fait au nom de la commission spéciale, chargée d'examiner le projet de loi instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés (n° 2229).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2301 et distribué.

— 6 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mardi 16 mai 1972, à seize heures, première séance publique :

Discussion du projet de loi n° 2228 portant réforme de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales. (Rapport n° 2300 de M. Berger, au nom de la commission spéciale.)

Discussion du projet de loi n° 2229 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés. (Rapport n° 2301 de M. Claude Martin, au nom de la commission spéciale.)

Discussion du projet de loi n° 2230 relatif à l'exercice clandestin d'activités artisanales. (Rapport n° 2296 de M. Deprez, au nom de la commission spéciale.)

A vingt et une heures trente, deuxième séance publique : Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
VINCENT DELBECCII.

Errata

au compte rendu intégral de la séance du 3 mai 1972.

STATUT GÉNÉRAL DES MILITAIRES

Page 1319, 1^{re} colonne, article 101, 1^{re} et 2^e lignes.

Au lieu de : « ... art. 4 et 5 du titre I... »,

Lire : « art. 4 et 5 et du titre I... ».

Page 1321, 1^{re} colonne, avant-dernier alinéa en partant du bas (art. 110) :

Au lieu de : « ... du 4 août 1939... »,

Lire : « ... du 4 août 1839... ».

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

M. Gissinger a été nommé rapporteur du projet de loi relatif à l'électorat et à l'éligibilité des étrangers en matière d'élection des membres des comités d'entreprise et des délégués du personnel. (N° 2282.)

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LEGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Tisserand a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux pénalités applicables au droit du travail (n° 2225) dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 139 du règlement.)

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

Emploi (entreprises étrangères en Alsace).

24111. — 10 mai 1972. — M. Zimmermann expose à M. le Premier ministre qu'au cours des derniers mois certains conflits sociaux ont éclaté dans des entreprises industrielles étrangères implantées en Alsace et dont les personnels sont menacés par des licenciements brutalement décidés par des directions générales dont le siège social est fixé à l'étranger. Il lui expose que ces licenciements décidés sans concertation préalable avec les pouvoirs publics et les personnels intéressés ne peuvent que grossir le nombre des travailleurs frontaliers en Suisse et en Allemagne et susciter les craintes légitimes de la population alsacienne. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour assurer la sauvegarde des entreprises industrielles menacées et pour prémunir les travailleurs contre les conséquences souvent dramatiques de décisions prises à l'étranger sans la moindre considération du potentiel humain et social injustement mis en cause.

QUESTIONS ÉCRITES

Article 139 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire, qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

*Assurances sociales agricoles
(inaptitude au travail des exploitants agricoles).*

24076. — 10 mai 1972. — M. Bisson rappelle à M. le ministre de l'Agriculture que l'article L. 333 nouveau du code de la sécurité sociale, tel qu'il résulte de l'article 3 de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 dispose qu'un assuré peut désormais être reconnu inapte au travail s'il n'est pas en mesure de poursuivre l'exercice de son emploi sans nuire gravement à sa santé et s'il se trouve définitivement atteint d'une incapacité de travail de 50 p. 100 médicalement reconnue. Antérieurement à la pro-

mulgation de ce texte, l'inaptitude au travail ne pouvait être reconnue que si l'assuré était atteint d'une incapacité de travail d'au moins 66 p. 100. Il lui expose que les dispositions nouvelles ainsi rappelées ne sont pas applicables aux exploitants agricoles. En effet, ceux-ci, lorsqu'ils présentent une demande de retraite de vieillesse agricole au titre de l'inaptitude doivent apporter la preuve que leur incapacité professionnelle est réduite d'au moins 66 p. 100. Il est extrêmement regrettable que dans un tel domaine les critères d'inaptitude retenus soient différents suivant qu'il s'agit, d'une part, de salariés du régime général ou du régime agricole et, d'autre part, d'exploitants agricoles. Il lui demande s'il envisage une modification des dispositions applicables aux exploitants agricoles, de telle sorte que les conditions d'inaptitude exigées d'eux lorsqu'ils demandent la retraite vieillesse à ce titre, soient analogues à celles résultant de la loi du 31 décembre 1971.

Accidents de trajet (membres des conseils d'administration des établissements scolaires).

24077. — 10 mai 1972. — M. Gissinger rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que l'article 5 du décret du 8 novembre 1968 modifié par le décret n° 69-845 du 16 septembre 1969 donne la liste des catégories de membres qui constituent le conseil d'administration des établissements d'enseignement public du niveau du second degré. Les membres du conseil comprennent à la fois des représentants de l'administration; des représentants élus des personnels enseignants; des représentants élus des personnels administratifs, de surveillance et de service; des représentants élus des parents d'élèves et enfin des représentants élus des élèves, ainsi que certaines personnalités intéressées aux activités de l'établissement. Il semble qu'aucun texte n'ait fixé la responsabilité de l'Etat en cas d'accident survenant à un membre de l'une de ces catégories au cours de trajets effectués pour assister aux séances d'un conseil d'administration. Bien que, pour certains des membres tout au moins, leur participation ait un caractère bénévole, il serait souhaitable qu'ils puissent bénéficier d'une protection analogue à celle résultant de la législation sur les accidents du travail. Cette protection pourrait être obtenue par une assurance que devrait obligatoirement contracter les établissements d'enseignement public concernés. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion.

*Bour de locaux d'habitation
(charges locatives, société civile immobilière des Fougères).*

24078. — 10 mai 1972. — M. Jella appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur le grave litige qui oppose la société civile immobilière des « Fougères », à Avon, à ses locataires. Ce litige a donné naissance à une instance judiciaire introduite par lesdits locataires à effet d'obtenir connaissance des détails des charges locatives qui leur sont imposées, charges considérées comme abusives. Le tribunal de grande instance de Fontainebleau a désigné un administrateur judiciaire. Malgré cette disposition, la société civile immobilière en cause a prévenu ses locataires qu'elle prenait à leur égard une décision d'expulsion. Cette décision, qui semble aller à l'encontre du jugement intervenu, provoque une vive et compréhensible émotion parmi les locataires dont la population totale peut être évaluée à plusieurs milliers de personnes. Afin de trouver une solution humaine à ce très important problème qui revêt, en dehors de son aspect juridique, un aspect social, il lui demande s'il n'estime pas indispensable qu'une enquête administrative soit entreprise par ses services.

Routes (aménagement des hauts de côtes).

24079. — 10 mai 1972. — M. La Combe rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'au cours de la discussion du budget de son département ministériel devant l'Assemblée nationale, il précisait, le 28 octobre 1971, qu'en 1971 l'effort fait avait porté sur la voirie urbaine, mais qu'en 1972, il porterait sur le réseau de rase campagne dont les crédits passeront de 753 millions de francs à 1.111 millions de francs, soit une augmentation de 46 p. 100. Il ajoutait que, dans la pratique, cette politique se traduirait par la réalisation, en 1972 : de trente déviations contre vingt en 1971, soit 50 p. 100 de plus; de 100 kilomètres de crèdeaux de désempement au lieu de 50, soit 100 p. 100 d'augmentation; 230 kilomètres d'élargissement, soit 33 p. 100 de plus. Il ajoutait en outre que 470 « points noirs » seraient supprimés. Il lui fait observer que parmi les « points noirs » les plus dangereux figurent les « dos d'âne ». Il

apparaît en effet extrêmement souhaitable que soient aménagés à quatre voies tous les hauts de côtes qui constituent toujours des dangers redoutables. Il lui demande quel effort sera fait à ce sujet dans le cadre des prévisions budgétaires qu'il vient de lui rappeler.

Enseignants (jurys d'exomens).

24080. — 10 mai 1972. — **M. Pierre Lucas** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les professeurs de lycées sont appelés à participer à des jurys d'examens (baccalauréats, B. T. S., etc.) qui peuvent les amener à rester plusieurs jours éloignés de leur domicile. Dans la plupart des cas, le remboursement des frais engagés par ces professeurs (transport, logement, nourriture) et le règlement des indemnités qui leur sont dues pour leur participation aux jurys ne sont effectués qu'avec un retard de plusieurs mois qui atteint parfois presque une année. Or, dans certains cas, les sommes à percevoir sont relativement importantes et peuvent atteindre environ un millier de francs. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les anomalies en cause ne se renouvellent pas en 1972.

Rapatriés (biens situés en Guinée et en Indochine).

24081. — 10 mai 1972. — **M. Pierre Lucas** rappelle à **M. le Premier ministre** que les décrets d'application de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale pour l'indemnisation des rapatriés ont fait l'objet de publications au cours de l'année 1971. En réponse à une question écrite n° 18629 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 10 juin 1971, p. 2635), il disait cependant que la totalité des textes d'application de la loi du 15 juillet 1970 avait été publiés, hormis les barèmes intéressant les biens laissés en Guinée et en Tunisie. Il ajoutait que le Gouvernement poursuivait ses études de façon à ce que les textes correspondants puissent être publiés aussi rapidement que possible. Il semble que ces textes n'ont pas encore été publiés, c'est pourquoi il lui demande si les difficultés dont faisait état la réponse précitée ont été surmontées et si la loi du 15 juillet 1970 pourra s'appliquer prochainement aux Français dépossédés de leurs biens situés en Guinée et en Indochine.

Equipement sportif et socio-éducatif (Vaucluse).

24082. — 10 mai 1972. — **M. Jean-Pierre Roux** expose à **M. le Premier ministre** (jeunesse, sports et loisirs) que le montant des prêts de la caisse des dépôts et consignations, affecté en 1972 au département de Vaucluse pour couvrir la part de dépense laissée à la charge des collectivités dans les projets d'équipement sportif et socio-éducatif subventionnés par l'Etat, est nettement insuffisant par rapport aux besoins à satisfaire. Il s'ensuit qu'un retard important a été pris dans la programmation de ces prêts, ce qui a pour conséquence de freiner la réalisation des opérations subventionnées. La dotation des prêts pour 1972 ne tient pas compte des besoins restant à satisfaire antérieurement au présent exercice. Elle est à peine suffisante pour parfaire le financement de la piscine de Carpentras, programmée en 1968, et financée en 1970. Il lui demande s'il entend, par exemple dans le cadre d'une loi de finances rectificative, majorer cette dotation ou prévoir une enveloppe complémentaire pour apurer les opérations subventionnées sur les exercices précédents et dont le financement n'est pas entièrement assuré. Le montant de cette enveloppe complémentaire peut être évalué à environ 2 millions 300.000 francs.

Constructions scolaires (du premier degré : financement).

24083. — 10 mai 1972. — **M. Jean-Pierre Roux** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le décret n° 63-1374 du 31 décembre 1963 relatif aux modalités d'attribution des subventions de l'Etat pour l'équipement scolaire du premier degré, a prévu l'octroi aux communes de subventions forfaitaires calculées en fonction du nombre de classes construites et du nombre de rationnaires. Le montant de ces subventions n'a plus été réévalué depuis le 31 décembre 1963. Or, depuis cette date le coût des constructions scolaires a connu une très forte hausse et la part du financement revenant aux communes se trouve ainsi considérablement accrue. Le taux de cette subvention qui était initialement de 85 p. 100 environ pour la plupart des cas est actuellement souvent inférieur à 50 p. 100. Cette situation entraîne des charges d'autant plus lourdes pour les collectivités locales que le prêt susceptible d'être consenti par la caisse des dépôts et consignations ne suffit pas pour assurer le financement intégral de la construction et qu'il est nécessaire alors de recourir aux prêts de la caisse d'aide aux collectivités locales dont les taux d'intérêts sont évidemment supé-

rieurs. Jusqu'à ce jour une revalorisation des subventions n'a pu être envisagée car elle conduirait inévitablement, si le montant de l'enveloppe budgétaire prévue pour cette catégorie d'investissements n'était pas majoré, à réduire le nombre des projets subventionnés. Il lui demande s'il envisage parallèlement, par exemple dans le cadre d'un projet de loi de finances rectificative, un rajustement des subventions de l'Etat allouées pour les constructions scolaires du premier degré et une majoration de l'enveloppe affectée à ces opérations.

Immeubles et fonds de commerce (protection des acheteurs).

24084. — 10 mai 1972. — **M. Jean-Pierre Roux** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les dispositions des articles 5 et 6 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce. Les conditions d'application des mesures prévues par ces deux articles doivent être précisées par un décret en Conseil d'Etat qui n'a pas encore été publié. Afin d'assurer une meilleure protection des personnes faisant appel à l'activité des professionnels visés à l'article 1^{er} de la loi précitée, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que le texte en cause prévoie que les fonds versés par les acheteurs éventuels d'un immeuble le soient par un chèque établi à l'ordre de la caisse des dépôts et consignations. Ce chèque pourrait être mis à la disposition du vendeur sur présentation d'un document émanant de la conservation des hypothèques, document mentionnant que toutes les formalités de la vente ont bien été remplies. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de la procédure ainsi suggérée.

Aérodromes (desserte d'Orly et de Roissy).

24085. — 10 mai 1972. — **M. Ruals** rappelle à **M. le ministre des transports** tout l'intérêt qui s'attache à une desserte convenable des aéroports parisiens d'Orly et de Roissy. Cette question devient un élément prépondérant de la qualité du service offert aux voyageurs et intervient dans la concurrence entre modes de transport pour les déplacements à moyenne distance; or ces aéroports sont actuellement desservis par des voies routières et autoroutières supportant déjà un trafic proche de la limite de saturation. Un ensemble de propositions avait été avancé par la commission des transports du V^e Plan sous la forme d'une esquisse de « programme finalisé ». Il lui demande : 1° quels sont les projets qui sont actuellement retenus de façon certaine et ceux qui peuvent être considérés comme devant être réalisés à court ou moyen terme ; 2° quels pourraient être les délais de réalisation de ces différents équipements ; 3° quel en serait le coût et quelle serait la participation au financement de l'Etat, des sociétés nationales intéressées et du district de la région parisienne.

Communes (personnel, secrétaires de mairie, instituteurs).

24086. — 10 mai 1972. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les inquiétudes qu'éprouvent les secrétaires de mairie instituteurs à la suite de la promulgation de la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes. Il lui expose que les intéressés attendent encore l'application au personnel communal à temps non complet de la loi n° 69-1137 du 20 décembre 1969 sur la rémunération et l'avancement du personnel communal, ce problème devant être réglé dans le cadre des textes d'application de la loi n° 70-523 du 19 juin 1970 relative à l'exercice des fonctions à mi-temps pour les fonctionnaires de l'Etat. Il lui demande en conséquence si l'étude à laquelle il devait être procédé en vue de l'extension aux agents communaux du travail à mi-temps en faveur des fonctionnaires a été menée à bonne fin et si la situation des secrétaires de mairie instituteurs pourra enfin être clairement précisée dans un proche avenir, tant au regard du travail à mi-temps qu'en ce qui concerne leur rôle au sein des communes fusionnées. Il appelle son attention, à ce sujet, sur le désir de ces personnels de siéger dans les commissions paritaires intercommunales et d'être représentés au sein de la commission nationale paritaire, remarque étant faite qu'ils occupent 65 p. 100 des sièges réservés aux représentants des employés à temps non complet dans les commissions paritaires départementales.

I.R.P.P. (bénéfices agricoles et B.I.C. : contribuable exploitant un établissement hospitalier et associé d'une société civile agricole).

24087. — 10 mai 1972. — **M. Marle** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation d'un contribuable qui exploite, à titre principal, un établissement hospitalier

dont les résultats sont déterminés et imposés d'après le régime du bénéfice réel (B.I.C.), et est, par ailleurs, associé d'une société civile agricole (non passible de l'impôt sur les sociétés), dont les recettes annuelles n'excèdent pas 500.000 F au cours de deux années consécutives. A cet égard, il était, conformément à l'article 8 du code général des impôts, imposé forfaitairement au titre des bénéfices agricoles pour sa part de bénéfices correspondant à ses droits dans ladite société. Il lui demande : 1° si, étant donné que la société civile agricole est dotée d'une personnalité morale distincte de celle de ses membres, et qu'en dépit du mode d'imposition des associés découlant de l'article 8 du C.G.I., les sociétés et groupements agricoles conservent, au plan fiscal, une personnalité distincte, qui ne se trouve pas remise en cause par l'article 11-I de la loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970, l'administration sera fondée à dénoncer le forfait agricole de l'associé en question, en faisant application des dispositions de l'article 10-II de la loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970, au seul motif que ce contribuable est par ailleurs imposé d'après le régime du bénéfice réel pour son activité non agricole; 2° s'il en serait de même pour le cas où le contribuable serait membre d'une indivision héréditaire exploitant un domaine agricole; 3° si ses services seraient fondés à faire application, à l'encontre de ce redevable (associé ou indivisaire), de l'article 155 du C.G.I. dans l'hypothèse où la société civile agricole, ou l'indivision, dont il est membre, vendrait une partie de ses produits agricoles à l'entreprise commerciale exploitée individuellement par l'intéressé.

Veuves (amélioration de leur situation).

24088. — 10 mai 1972. — M. Grimaud expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que la situation faite à de nombreuses veuves en France les place dans une position difficile, et inférieure à celle qui leur est faite dans la plupart des pays voisins. Il lui demande s'il n'estime pas le moment venu de combler cette lacune d'une législation sociale dont les progrès, en de nombreux domaines, ont été considérables depuis quelques années, et de faire à cette catégorie de Françaises, au sein de la collectivité nationale, une place de nature à ne pas aggraver leurs difficultés morales par des difficultés matérielles.

Veuves (amélioration de leur situation).

24089. — 10 mai 1972. — M. Dominati rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que le VI^e Plan comporte un effort prioritaire en faveur de trois catégories : les personnes âgées; les familles de condition modeste ou chargées d'enfants; les handicapés et inadaptés. Il ignore toutefois une catégorie sociale particulièrement défavorisée, celle des femmes seules, et notamment des veuves. Il souligne à cet égard que plus de trois millions de femmes françaises sont veuves et qu'un foyer sur quatre, au sens administratif, est un foyer de veuve. Il lui expose que la situation faite aux intéressées les place dans une position difficile, en tout état de cause inférieure à celle qui leur est faite dans la plupart des pays européens de niveau de vie comparable. C'est ainsi que la veuve de salarié non cadre, ou non accidenté du travail, n'a aucun droit propre et immédiat à pension de réversion. En considérant qu'une ébauche de programmation sociale doit s'appliquer en premier lieu aux situations les plus graves, il lui demande s'il n'estime pas le moment venu de combler cette lacune d'une législation sociale dont les progrès, en de nombreux domaines, ont été considérables, en donnant à cette catégorie de Françaises, au sein de la collectivité nationale, une situation plus équitable. En première urgence, les mesures suivantes pourraient être proposées à l'agrément du Parlement : 1° l'attribution d'une allocation temporaire aux veuves chefs de famille pour leur permettre soit de trouver un emploi, soit d'attendre leur admission dans un centre de formation professionnelle; 2° le maintien des prestations en nature de l'assurance maladie sans restriction ni limitation; 3° la prise en compte pour le calcul de leur retraite des annuités précédemment versées par le mari décédé; 4° pour les plus de soixante-cinq ans, le bénéfice du cumul des droits propres et des droits dérivés; 5° l'augmentation à 60 p. 100 du taux de la pension de réversion. Il s'agit là d'un ensemble de mesures de stricte équité, dont l'intervention est seule susceptible d'atténuer les difficultés matérielles et morales d'une catégorie de Françaises hautement dignes d'intérêt et de respect. Il lui demande quelle est la nature des études poursuivies en ce sens.

Postes et télécommunications (personnel, reclassement).

24090. — 10 mai 1972. — M. Olivier Giscard d'Estaing expose à M. le ministre des postes et télécommunications que l'automatisation d'une partie de ses services libère un certain nombre d'emplois, en

particulier dans le personnel des télécommunications. Il lui demande quelles mesures sont envisagées par son administration pour que les effectifs ainsi libérés puissent être reclassés de plein droit dans des services annexes, étant à ce sujet observé que ce renforcement de personnel profiterait aux usagers qui seraient ainsi mieux servis et plus rapidement.

Etablissements scolaires

(recrutement des directeurs de collèges d'enseignement secondaire).

24091. — 10 mai 1972. — M. Spénale appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le recrutement des principaux de collèges d'enseignement secondaire, sur la situation actuelle et la perspective d'avenir en ce domaine. A la rentrée 1971, sur cinq cents postes à pourvoir (deux cents vacants, trois cents créations), deux cent soixante-treize candidats licenciés ont été nommés ainsi que trente directeurs de collège d'enseignement général ou sous-directeurs de collèges d'enseignement secondaire (règle des 10 p. 100) et cent quatre-vingt-dix-sept postes n'ont pas été pourvus. Bien que 90 p. 100 des postes soient statutairement réservés aux professeurs certifiés, on remarque une désaffection de ces personnels pour la carrière administrative de direction (six cent soixante-quinze candidats seulement). Par contre, les candidatures de directeurs de collège d'enseignement général sont plus nombreuses (neuf cent trente-sept pour 10 p. 100 des postes), ce qui rend leur sélection beaucoup plus rigoureuse. Dans les années à venir, compte tenu du reliquat de 1971, des créations, des départs à la retraite, mille cinq cents postes seront à pourvoir, dont cent cinquante pour la catégorie des non-licenciés. Dans le même temps, mille directeurs de collège d'enseignement général transformé en collège d'enseignement secondaire, vont perdre leur poste, leur fonction et, devenant sous-directeur de collège d'enseignement secondaire, subir un préjudice financier (perte de 5 points indiciaires). De telles perspectives laissent augurer un grave malaise parmi les personnels de direction issus des corps des professeurs de collège qui, après avoir servi la cause de la démocratisation de l'enseignement dans les collèges d'enseignement général, à la satisfaction de l'administration et des parents, sont loin de recevoir la juste récompense de leur dévouement. Ainsi, la mise en place de la réforme du premier cycle, sur une période assez courte, demande que les mesures transitoires et provisoires soient prises pour assurer dans les meilleures conditions possibles le passage de la direction d'un collège d'enseignement général à la direction d'un collège d'enseignement secondaire. Il lui demande : 1° s'il est d'accord avec l'analyse présentée; 2° dans l'affirmative, quelles mesures urgentes il compte prescrire pour assurer, dans l'intérêt de tous, les meilleures transitions possibles.

Handicapés (allocation mensuelle).

24092. — 10 mai 1972. — M. Brettes demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale si un handicapé pris en charge par l'aide sociale en centre de rééducation et touchant l'argent de poche peut bénéficier de l'allocation mensuelle de 95 francs prévue par la loi du 13 juillet 1971.

Anciens combattants (d'Afrique du Nord).

24093. — 10 mai 1972. — M. Aiduy demande à M. le Premier ministre pour quelles raisons le Gouvernement s'oppose à la discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi voté par le Sénat tendant à reconnaître l'attribution de la qualité de combattant à tous ceux qui ont combattu en Algérie, Tunisie et Maroc. Ainsi sont écartés des avantages qui s'attachent à la qualité de combattant, ceux qui ont participé aux « opérations dites de maintien de l'ordre », en particulier les avantages qui s'attachent à l'attribution de bonifications dans l'avancement en échelon des carrières administratives et le bénéfice de la campagne double.

Abattoirs (abattage des animaux).

24094. — 10 mai 1972. — M. de Bénouville attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le mépris délibéré et constant manifesté dans les abattoirs à l'égard du décret n° 64-334 du 16 avril 1964 réglementant l'abattage des animaux de boucherie et de celui du 23 septembre 1970 qui l'a complété. En particulier, si les appareils exigés pour l'éclouage des animaux existent bien lorsque les établissements sont agréés, ils ne sont guère utilisés. Et quand ils le sont, ce n'est le plus souvent qu'après la suspension par une patte de l'animal vivant, procédé interdit. Les interventions

de l'administration s'étant révélées inopérantes pour faire cesser de façon durable des pratiques. Cieuses, il lui demande quelles nouvelles mesures il compte prendre pour que les décrets indiqués ci-dessus soient enfin respectés et des poursuites engagées contre les auteurs de ces actes de brutalité afin de leur faire perdre le goût de les répéter.

Pensions de retraite (non bénéficiaires de la loi du 31 décembre 1971).

24095. — 10 mai 1972. — **M. Solsson** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que l'article 8 de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 portant amélioration des pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, fait bénéficier d'une majoration de 5 p. 100 les pensions liquidées sur la base de trente années de cotisations antérieurement au 1^{er} janvier 1972. Il attire son attention sur le fait que se trouvent écartés du bénéfice de cette mesure les retraités qui, comptant trente années de cotisations ont été contraints de demander la liquidation de leur pension après le 1^{er} janvier 1972, c'est le cas notamment de ceux qui ont dû cesser leur activité salariée pour des raisons d'inaptitude au travail. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que toutes dispositions utiles soient prises à son initiative pour que les intéressés — qui sont les moins favorisés des retraités — puissent bénéficier eux aussi d'une revalorisation de pension amplement justifiée par la hausse du coût de la vie.

Veuves (amélioration de leur situation).

24086. — 10 mai 1972. — **M. J.-P. Soisson** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation particulièrement digne d'intérêt dans laquelle se trouvent les veuves civiles qui, par manque de formation professionnelle, ont les plus grandes difficultés à trouver un emploi salarié. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que toutes mesures utiles soient prises à son initiative pour que les intéressées disposent de ressources semblables à celles prévues par la législation sociale de la plupart des Etats de l'Europe occidentale.

*Formation professionnelle
(charge de financement des entreprises).*

24097. — 10 mai 1972. — **M. Solsson** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur le décret n° 71-979 du 10 décembre 1971 relatif à la participation des employeurs au financement de la formation continue qui dispose en son article 5 qu'en ce qui concerne les dépenses de personnel susceptibles de faire l'objet d'une imputation sur l'obligation de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue, peuvent être prises en compte, indépendamment des salaires proprement dits, « les cotisations de sécurité sociale et les charges légales assises sur les salaires ». Interrogé sur le point de savoir si cette formule permettait l'imputation des cotisations à des régimes complémentaires obligatoires de retraites, le secrétariat général du comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale a répondu par la négative. Cette position paraît discutable dans la mesure où les cotisations aux régimes obligatoires de retraite complémentaire et d'assurance chômage constituent des charges que la loi a permis au pouvoir réglementaire d'imposer en donnant force obligatoire par le biais d'arrêtés d'agrément aux accords contractuels intervenus en ces domaines, et, sur le plan de l'esprit de l'institution, dans la mesure où le but poursuivi est de permettre aux chefs d'entreprise qui organisent des actions de formation au sein de leur entreprise d'imputer sur leur contribution l'ensemble des dépenses de personnel affecté à ces actions. Par contre, le décret n° 72-283 du 12 avril 1972 relatif à la taxe d'apprentissage, et qui est en matière d'apprentissage l'homologue du décret précité, précise en son article 5 que peuvent être déduites de la taxe d'apprentissage les salaires des personnes chargées d'assurer la formation pratique des apprentis ainsi que « les cotisations sociales obligatoires versées à raison de ces salaires par l'employeur », ce qui inclut sans équivoque possible les cotisations aux régimes obligatoires de retraite complémentaire et d'assurance chômage. Il regrette que l'utilisation de terminologies différentes dans ces deux textes puisse aboutir à des solutions divergentes que rien ne paraît justifier et qui compliqueront au surplus la tâche des chefs d'entreprise au moment de l'établissement des déclarations annuelles et il lui demande s'il entend donner des instructions concordantes pour l'application de ces textes afin que dans les deux cas les chefs d'entreprise puissent imputer sur leur participation ou leur taxe l'ensemble des charges sociales

obligatoires afférentes aux rémunérations des personnes chargées de dispenser la formation continue aussi bien que la première formation, y compris par conséquent les cotisations aux régimes obligatoires de retraite et d'assurance chômage.

Magasins de grande surface (autorisation d'ouverture).

24098. — 10 mai 1972. — **M. Berthouin** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur la prolifération des grandes surfaces commerciales qui mettent en péril nombre de petits commerçants. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier le décret limitant, sans autorisations, les ouvertures de commerces de moins de 3.000 mètres carrés. En effet, si dans une ville de 100.000 habitants et plus ce critère peut être retenu, il ne peut en être de même pour une cité de 6.000 habitants, par exemple.

Enseignants (coopération).

24099. — 10 mai 1972. — **M. Gabas** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des enseignants servant à l'étranger, au titre de la coopération militaire. Il lui demande si le temps de service d'enseignement effectué à l'étranger ne pourrait pas être pris en considération, en vue de la titularisation dans l'emploi de maîtres auxiliaires, dans le cadre des adjoints d'enseignement ou tout au moins dans une demande d'emploi à l'un de ces postes.

Veuves de guerre (pensions).

24100. — 10 mai 1972. — **M. Gabas** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation actuellement faite aux veuves d'aveugles de guerre dont la pension est de 457,5 points. Les aveugles de guerre n'ayant pas été reclassés, leurs veuves ne peuvent bénéficier d'une retraite ou d'une pension de réversion quelconque. On leur objecte qu'elles ont la possibilité de percevoir l'allocation spéciale vieillesse et l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; cette dernière allocation n'est du reste qu'un prêt donnant lieu à hypothèque. Il arrive ainsi qu'un aveugle de guerre se soit privé pour laisser quelques petits revenus à sa veuve ; ce camarade prévoyant est alors pénalisé et sa veuve se voit privée des avantages énoncés ci-dessus. L'amélioration de cette situation consisterait à donner cent points supplémentaires aux bénéficiaires de la majoration spéciale (art. 52-2 du code). Il lui demande s'il ne lui est pas possible d'envisager cette solution qui permettrait de donner satisfaction à une catégorie de veuves qui ont été souvent tout autant épouses qu'infirmières dévouées et méritantes.

Aveugles de guerre (allocation n° 11).

24101. — 10 mai 1972. — **M. Gabas** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation actuellement faite aux aveugles de guerre. En effet, il semble que le taux de réparation qui s'applique à la cécité soit nettement insuffisant par comparaison avec les diverses indemnités accordées à certaines catégories de mutilés. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait convenable de porter à 189 points l'allocation n° 11 créée en application des conclusions de la commission des veuves du 13 mars 1961.

Elections professionnelles.

24102. — 10 mai 1972. — **M. Stirn** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le surcroît de travail qu'impose aux communes l'organisation des élections professionnelles. Sans doute les mairies sont-elles déjà déchargées, dans ce domaine, de certaines attributions puisque la préparation des listes électorales et l'organisation, entre autres, des élections aux chambres et tribunaux de commerce ne leur incombent plus. De même, les listes électorales pour les élections aux chambres d'agriculture sont depuis peu préparées à partir de renseignements que possèdent les préfetures. Il lui demande s'il ne serait pas, dans ces conditions, possible de décharger également les mairies des opérations électorales professionnelles. Si cette suggestion ne pouvait être retenue, il souhaiterait que des dates plus favorables soient fixées pour ces élections. C'est ainsi que les élections aux chambres d'agriculture, qui ont lieu le 3 mai 1970, après un « pont » de deux jours, ont soulevé quelques difficultés car le personnel communal en congé a dû participer au dépouillement des résultats. Ces élections pourraient être

fixées à des périodes où de tels problèmes ne se poseraient pas ou avoir lieu en semaine. Il est d'ailleurs probable que la participation électorale serait plus importante en semaine qu'elle ne l'est généralement le dimanche, les électeurs étant sollicités par diverses distractions dominicales.

Fonctionnaires stagiaires (prestations de sécurité sociale).

24103. — 10 mai 1972. — M. Verkindere expose à M. le Premier ministre (fonction publique) que, d'après l'article L. 582 du code de la sécurité sociale, « les fonctionnaires en activité bénéficient, ainsi que leur famille, dans les cas de maladie, maternité, invalidité et décès, de prestations au moins égales à celles qui résultent de la législation fixant le régime des assurances sociales des professions non agricoles » ; que, d'après l'article L. 584 du même code, « les indemnités, allocations et pensions attribuées aux fonctionnaires en cas d'arrêt du travail résultant de maladie, maternité et invalidité... sont liquidées et payées par les administrations ou établissements auxquels appartiennent les intéressés » ; qu'enfin d'après l'article 587 du même code, « les fonctionnaires reçoivent les prestations en nature des assurances maladie, maternité, invalidité... par l'organe des sociétés ou sections de sociétés mutualistes constituées entre fonctionnaires ». Il lui demande : 1° si ces trois articles du code de la sécurité sociale s'appliquent aux fonctionnaires stagiaires ; 2° dans le cas particulier d'un agent non spécialiste de lycée, stagiaire, qui, ayant épuisé ses droits à congé de maladie avec traitement, se trouve en congé sans traitement et a droit aux prestations en espèces de la sécurité sociale, si ces prestations doivent lui être versées par la caisse primaire de sécurité sociale ou par l'administration de l'éducation nationale.

Instituteurs (en congé : remplacement).

24104. — 10 mai 1972. — M. Verkindere expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans divers départements, certains instituteurs et institutrices en congé (maladie, maternité) ne sont pas remplacés, ce qui désorganise l'enseignement dans l'école et provoque l'émoi des familles. Il lui demande quels sont les textes définissant l'attitude des inspections académiques devant ce problème. Il lui demande : 1° si l'article 2 du décret du 25 mai 1894 modifié qui stipule « si la demande (présentée par un instituteur ou institutrice qui se trouve empêché, par sa santé, de faire son service) lui paraît justifiée, l'inspecteur d'académie désigne un suppléant auxiliaire » est toujours en vigueur ; 2° s'il fut abrogé, quelle disposition réglementaire l'a remplacé.

Aliments (« sains », « naturels », « biologiques »).

24105. — 10 mai 1972. — M. de Montesquiou demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il entend prendre pour réglementer la production et la commercialisation des produits dits « biologiques », « sains » ou « naturels », en vue d'assurer, d'une part, la protection des consommateurs contre l'abus de ces qualificatifs, utilisés à des fins purement mercantiles, d'autre part, la protection des producteurs de denrées véritablement saines et naturelles contre cette concurrence mensongère. Il devient en effet particulièrement urgent de donner une définition précise des termes « sain », « naturel » et « biologique », et au moins, dans l'immédiat, de ne permettre l'usage de ces qualificatifs qu'à l'égard des produits exempts de tous résidus de substance chimique. A cet effet, il lui demande également s'il ne pourrait pas être délivré une reconnaissance spéciale de qualité aux groupements de producteurs de denrées saines et naturelles, ainsi qu'un certificat de garantie pour les produits commercialisés à ce titre, afin que le service de la répression des fraudes puisse procéder aux contrôles nécessaires, ce qui n'est pas actuellement le cas.

Téléphone (agents du service des lignes de Valenciennes).

24106. — 10 mai 1972. — M. Musmeaux appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la revendication des agents du service des lignes de Valenciennes qui demandent que le ministère des postes et télécommunications tienne ses engagements de juin 1968 en ce qui concerne le rétablissement des parités rompues depuis 1948. Ces quelques mesures étaient celles-ci : 1° fusion AT/AT.S. au 1^{er} janvier 1970 ; 2° classement de tous les AT. 1 dans l'échelle des agents d'exploitations au 1^{er} janvier 1970 ; 3° fusion des emplois de CDC/CDCP au 1^{er} janvier 1970 et intégration progressive dans l'emploi de contrôleur à raison

de 800 en 1970, 600 en 1971, 500 en 1972 soit 2.400 ; 4° fusion des emplois de C.SEC/CDI dans l'échelle des contrôleurs divisionnaires au 1^{er} janvier 1970, avec intégration progressive dans les emplois d'ingénieur de travaux. L'application de ces mesures aurait constitué une première étape dans la voie de leur reclassement. Or, aucune d'elles ne fut appliquée. Quelques intégrations seulement échelonnées sur plusieurs années ont été accordées. Ces intégrations vont permettre le gain d'une échelle pour 3.300 AT. 1 et 2.400 AT.S. et AT.C, soit 5.700 sur un effectif budgétaire de 23.557 titulaires et stagiaires au service des lignes en 1972 soit 17.857 des lignes dont la totalité des AT, CDC, CDCP, C.SEC, CDI n'obtiendront rien de même que la totalité des AT. 1 se situant du 1^{er} au 4^e échelon de leur grade. C'est donc bien d'une mini-réforme dont il s'agit. En fonction de leur qualification professionnelle et technique, ainsi que de la rudesse de leur métier, leur pénibilité et leur risque ils revendiquent le classement suivant qui rétablirait les parités rompues depuis 1948 : AT-AT.S : 235/365 ; AT.C : 245/390 ; AT.1-AEX : 260/415 ; CDC-CDCP : 300/455/500 ; C.SEC : 485/645 ; CDI indice terminal : 765. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour apporter satisfaction à ces légitimes revendications.

Monuments commémoratifs (à la mémoire des Arméniens).

24107. — 10 mai 1972. — M. Cermolacce expose à M. le ministre de l'intérieur qu'un comité d'originaires arméniens pour l'érection d'un monument à la « mémoire des 1.500.000 Arméniens victimes du génocide ordonné par les dirigeants Turcs de 1915, à la gloire des combattants et résistants arméniens morts pour la liberté et pour la France » est constitué depuis plusieurs mois à Marseille. Ce comité devait inaugurer le monument le 30 avril, M. le préfet des Bouches-du-Rhône vient d'indiquer qu'il s'opposerait à l'inauguration et à l'installation de ce monument si la première partie de l'inscription rappelant le génocide de 1915 n'était pas retirée. Cette décision a provoqué une immense émotion et une profonde indignation dans les milieux arméniens français qui ont combattu pour libérer la France de l'envahisseur hitlérien. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette décision inique soit rapportée.

Médecins (protection maternelle et infantile).

24108. — 10 mai 1972. — Mme Vaillant-Couturier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le sort injuste réservé aux médecins travaillant à la protection maternelle et infantile et qui assurent cette charge dans les dispensaires et les crèches : suppression de l'indemnité vacances depuis 1968 (cela occasionne des difficultés avec la sécurité sociale pour le nombre d'heures en cas de maladie) ; non paiement des jours fériés, où ils ne peuvent pas travailler ; réduction par les employeurs du nombre de vacances d'été ; tarif des vacations inchangé depuis des années, bien qu'il s'agisse de spécialistes. Estimant qu'il s'agit là d'une injustice, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les justes revendications de cette catégorie de médecins soient enfin satisfaites, et ce dans l'intérêt des intéressés et de l'ensemble de la nation.

Instituteurs (indemnité de logement).

24109. — 10 mai 1972. — M. Lacavé expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'à l'occasion du paiement des indemnités de logement aux instituteurs titulaires d'un poste d'enseignement, certains maîtres et receveurs municipaux ne sont pas d'accord sur l'interprétation des textes en vigueur. Il lui demande : si un instituteur nommé sur un poste dans une commune mais détaché ou en affectation spéciale dans un autre service de l'éducation nationale — notamment au vice-rectorat — ou enseignant dans une autre commune, peut toujours prétendre à bon droit à ses indemnités de logement ; si une institutrice qui, mariée à un fonctionnaire logé par les services qui l'emploient, enseigne à plusieurs kilomètres du lieu de travail et de résidence de son époux, n'a pas droit aux indemnités de logement attachées à sa fonction.

Assistance publique (publicité à l'Office de radiodiffusion - télévision française).

24110. — 10 mai 1972. — M. Charles Bignon appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur la publicité actuellement faite par l'assistance publique à l'Office de radiodiffusion - télévision française. Il lui demande : 1° comment

un service public hospitalier estime nécessaire d'augmenter ses charges au profit d'un autre établissement public, alors que les prix des journées sont déjà suffisamment élevés pour la sécurité sociale et pour les particuliers; 2° quel est le montant du budget consacré à cette opération, si celle-ci avait reçu son agrément, et quels ont été les frais de conception versés éventuellement à des agences de publicité par le service public.

Boucherie (de la région parisienne - fixation des prix).

24112. — 10 mai 1972. — M. Boscher attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur le problème posé à la boucherie de la région parisienne par la non-adaptation à la situation actuelle du marché de la viande des prix et marges établis contractuellement avec l'administration. Il lui rappelle que les propositions de celle-ci soumises à leurs adhérents par les dirigeants de la confédération nationale de la boucherie française le 10 avril 1972 ont été repoussées à la quasi-unanimité. Il lui demande, afin de sauvegarder la politique conventionnelle, à laquelle la profession reste attachée, s'il entend faire bénéficier celle-ci de la liberté des prix de la viande au même titre qu'aux autres stades de la commercialisation, ou tout au moins, s'agissant des morceaux conventionnés, si les prix de ceux-ci seront établis en fonction des prix de gros facturés aux détaillants.

Retraite du combattant (parité de taux).

24113. — 10 mai 1972. — M. Pierre Janot demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre si, à l'occasion de la loi de finances pour 1973, il entend poursuivre ses efforts en vue d'obtenir l'alignement de la retraite des anciens combattants de la guerre 1939-1945 sur celle des anciens combattants de la guerre 1914-1918.

Sécurité sociale (personnes âgées: exonération des cotisations patronales pour l'emploi d'une tierce personne).

24114. — 10 mai 1972. — M. Pierre Lucas demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale où en est le projet d'exonération des cotisations patronales dues pour l'emploi d'une tierce personne salariée, en faveur de tous titulaires d'un avantage de vieillesse sans aucune condition d'âge. Il rappelle que, jusqu'à présent, cette exonération est possible seulement lorsque l'intéressé a soixante-dix ans. Il lui demande aussi s'il pourrait envisager cette exonération pour toute personne titulaire d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité (sécurité sociale ou aide sociale) et bénéficiaire de la majoration pour tierce personne. Il paraît en effet assez aberrant qu'une partie du montant de la majoration pour tierce personne, déjà insuffisante pour rémunérer une tierce personne, serve à payer la cotisation de sécurité sociale pour ledit tiers.

Faillite

(exercice de la profession de V. R. P. par un commerçant failli).

24115. — 10 mai 1972. — M. Jean-Pierre Roux expose à M. le ministre de la justice les ambiguïtés que lui semble présenter sur un point particulier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 portant organisation du règlement judiciaire, de la liquidation de biens, etc. En effet, l'article 159 de cette loi abroge explicitement l'article 1° (12°) de la loi du 30 août 1947, lequel faisait interdiction au commerçant failli et non réhabilité d'exercer notamment la profession de V. R. P. Or cette même loi du 13 juillet 1967, dans son article 105, 2° alinéa, dispose que « Le débiteur commercial ou, s'il s'agit d'une personne morale, les gérants, etc., dont la faillite personnelle est prononcée sont soumis aux échéances et interdictions applicables aux personnes qui étaient déclarées en état de faillite, au sens donné à ce terme antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi ». Il semble donc que l'interdiction soit en même temps abolie par l'article 159 et remise en vigueur par l'article 105. Il lui demande donc si, selon lui et sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, un commerçant déclaré en faillite le 17 mai 1967 et non réhabilité peut légalement exercer la profession de V. R. P.

Filiation (reconnaissance de paternité).

24116. — 10 mai 1972. — M. Sanglier expose à M. le ministre de la justice le cas d'un homme, maintenant divorcé et non remarié, qui, alors qu'il était encore engagé dans les liens du mariage, a eu,

d'une femme autre que son épouse, un enfant. Bien qu'il ait reconnu ce dernier, la transcription de cet acte a été déclarée nulle par jugement, en vertu de l'article 335 du code civil. Depuis lors, l'intéressé a tenté de faire admettre par la juridiction compétente sa paternité de fait et d'obtenir, en sus d'un droit de visite, celui de concourir à l'entretien de son enfant moyennant le versement d'une pension alimentaire. Il n'a pu, jusqu'à présent, obtenir satisfaction sur aucun de ces points, motif pris de ce que l'article 342 du code précité réserve l'initiative de telles actions à l'enfant mineur, c'est-à-dire pratiquement à sa mère. Or, dans le cas d'espèce, celle-ci, qui a reconnu l'enfant, n'entend pas, à tout le moins dans l'immédiat, engager une procédure à l'encontre du père. Il lui demande s'il est équitable que les louables intentions manifestées par ce dernier vis-à-vis de son enfant puissent être mises en échec du seul fait de la volonté de la mère et si les modifications qui seront apportées au régime de la filiation à compter du 1^{er} août prochain par la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 offriront au père en cause le moyen de faire prendre en considération sa requête tendant à obtenir l'établissement d'un lien de filiation avec son enfant ainsi que l'autorisation de lui rendre visite et de lui verser des subsides. Dans la négative, il désirerait savoir s'il ne conviendrait pas que des initiatives fussent prises pour rétablir, dans les circonstances analogues à celles qui viennent d'être décrites, entre la mère et le père un régime d'égalité de droits, qui fait en l'occurrence totalement défaut et qui semble rendre le père par trop exclusivement tributaire des décisions de la mère s'agissant de la situation d'un enfant qui, pour avoir été soumis à sa naissance à des conditions juridiques particulières, n'en est pas moins commun à ces parents par le sang.

Handicapés (allocations: formulaires de demande).

24117. — 10 mai 1972. — M. Sanglier attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait que le décret n° 72-83 du 29 janvier 1972, pris pour l'application de la loi n° 71-563 du 13 juillet 1971, prévoit, par ses articles 2 et 14, que le modèle des demandes à formuler et que la liste des pièces justificatives à produire pour l'obtention de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes, respectivement instituées par les articles 3 et 7 de la loi précitée, doivent être fixés par un arrêté du ministre de la sécurité sociale. Cet arrêté n'a pas encore été publié et sa non-intervention, si elle se prolongeait, pourrait avoir des conséquences regrettables pour les futurs bénéficiaires des avantages susmentionnés. En effet, la date d'entrée en jouissance des allocations nouvelles est fonction de la date de présentation des demandes. Tout retard à ce niveau aurait donc des incidences fâcheuses sur les conditions de mise en paiement des prestations en cause, si les postulants n'étaient pas mis rapidement à même de déposer les dossiers dont la constitution doit être définie par le texte à intervenir. Il lui demande s'il peut prendre les initiatives nécessaires afin que celui-ci soit publié dès que possible et que les organismes chargés de la liquidation et du paiement des allocations considérées se réfèrent, en tout état de cause, pour la détermination du point de départ de ces avantages, aux demandes en leur possession, même si ces dernières ne sont pas conformes au modèle dont la diffusion est liée à la parution de l'arrêté dont il a été fait précédemment mention.

Groupements d'intérêt économique (administrateurs: imposition de leurs rémunérations).

24118. — 10 mai 1972. — M. Alain Terrenoire expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il a été constitué un G. I. E. en application de l'ordonnance du 22 septembre 1967. Ce G. I. E. est composé de deux membres: 1° la S. A. R. L. établissements A; 2° la société anonyme B. Le capital a été fixé à une somme de 10.000 francs dont moitié est fournie par chacune des deux sociétés. Conformément à l'ordonnance du 22 septembre 1967 ce G. I. E. est administré par deux personnes physiques. Ces deux personnes physiques se trouvent être: M. A. (qui par ailleurs est gérant de la S. A. R. L. établissements A.); M. B. (qui par ailleurs est P. D. G. de la société anonyme B.). Les membres du G. I. E. désirent allouer aux administrateurs un appointement annuel de 6.000 francs chacun. Il lui demande: 1° si ces appointements seront considérés comme des salaires imposables comme tels au nom personnel des deux administrateurs; 2° dans le cas contraire, comment seront-ils considérés au point de vue fiscal. Il est précisé que M. B., P. D. G. de la société anonyme B. Frères, n'a pas la majorité au sein du conseil d'administration de cette société et que M. A., gérant de la S. A. R. L. A. est gérant minoritaire.

*Groupements d'intérêt économique
(administrateurs : législation sociale).*

24119. — 10 mai 1972. — M. Alain Terrenoire expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale qu'il a été constitué un G. I. E. en application de l'ordonnance du 22 septembre 1967. Ce G. I. E. est composé de deux membres: 1° la S. A. R. L. établissements A.; 2° la société anonyme B. Le capital a été fixé à une somme de 10.000 francs dont la moitié est fournie par chacune des deux sociétés. Conformément à l'ordonnance du 22 septembre 1967 ce G. I. E. est administré par deux personnes physiques. Ces deux personnes physiques se trouvent être: M. A. (qui par ailleurs est gérant de la S. A. R. L. établissements A.); M. B. (qui par ailleurs est P. D. G. de la société anonyme B. Frères). Les membres du G. I. E. désirent allouer aux administrateurs un appointement annuel de 6.000 francs chacun. Il lui demande: 1° si ces émoluments seront considérés comme des salaires imposables comme tels au nom des deux administrateurs; 2° dans le cas contraire comment seront-ils considérés au point de vue de la législation sociale. Les deux administrateurs vont à tour de rôle de la ville du siège de la S. A. R. L. ou du siège de la S. A. dans celle-ci se trouve le siège social du G. I. E. pour y traiter les questions administratives et commerciales du G. I. E.; M. A. s'y rend trois jours par semaine et M. B. les trois autres jours; 3° si les émoluments alloués par le G. I. E. doivent être considérés comme des salaires au regard de la sécurité sociale; 4° si, en cas d'accidents soit pendant les jours de présence soit au cours des trajets, ceux-ci seraient-ils considérés comme des accidents du travail; 5° si, la sécurité sociale ne considérant pas les intéressés comme salariés, ceux-ci seraient-ils couverts dans le cadre de leur fonction respective de gérant de S. A. R. L. membre du G. I. E. et P. D. G. de société anonyme, membre du G. I. E. étant donné que l'activité du G. I. E. est le prolongement pur et simple des activités de chacune des sociétés membres.

Géologues (du ministère de l'agriculture : statut).

24120. — 10 mai 1972. — M. Tomasini rappelle à M. le ministre de l'agriculture que, parallèlement aux fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts, le ministère de l'agriculture emploie des hydrogéologues, généralement titulaires du doctorat de troisième cycle universitaire. Ces spécialistes, dont le rôle ne cesse de croître, lors de choix importants, sont contractuels et exécutent des tâches qui ressortent à leur domaine de spécialisation: recherche des ressources en eau, gestion de ce potentiel, etc. Dans la pratique, leur activité est limitée, en général, à des tâches purement techniques, alors que leur capacité leur permettrait d'accéder à des tâches de conception et de responsabilité. Il arrive même fréquemment qu'ils soient, de par leur statut, placés en situation de subordination par rapport à des agents fonctionnaires non ingénieurs du génie rural des eaux et des forêts. Cette situation est illogique, le doctorat de spécialité, diplôme qui est généralement le leur, n'a été acquis qu'après six et parfois sept années d'études supérieures, ce qui le rend équivalent du diplôme d'ingénieur de grande école. L'état de subordination dans lequel ils se trouvent actuellement placés, s'il apparaît acceptable en début de carrière, devient regrettable au bout d'un certain nombre d'années. Les géologues souhaitent et pouvant participer davantage aux responsabilités du service auquel ils sont affectés. Le rôle qui leur est confié doit être fonction des services qu'ils peuvent rendre. Leur intervention est particulièrement indispensable lorsque les solutions techniques sont la conséquence de l'étude géologique. Une certaine expérience de l'administration et de la région où ils exercent doit permettre aux géologues d'élaborer, au besoin en collaboration, une partie des projets, ou, au moins, des avant-projets, dans la mesure où ils sont sous la dépendance de facteurs physiques ou géologiques constituant le domaine propre du géologue. Lorsqu'il n'est plus débutant, le géologue ne devrait pas être un simple exécutant, de consignes strictes mais devrait pouvoir prendre les initiatives et prévoir des solutions techniques. En conséquence, il lui demande si les remarques qui précèdent ne lui semblent pas pouvoir conduire à l'élaboration d'un statut des géologues relevant du ministère de l'agriculture. Ce statut pourrait préciser les conditions d'emploi des intéressés. Il devrait en outre prévoir leur avancement et le déroulement de leur carrière. Actuellement, aucune chance de promotion n'est possible et en quelques années le géologue atteint un indice plafond. Ce qui fait qu'à trente, trente-cinq ans, il n'a plus aucun espoir et se voit obligé de quitter l'administration ou d'y végéter. Il semble que les emplois à remplir par ces géologues pourraient, par ailleurs, être déterminés non pas dans chacun des services

en fonction des besoins locaux. Les géologues devraient plutôt être rattachés à un organisme unique les détachant auprès des services tant en fonction des besoins de ceux-ci que de la compétence des intéressés.

Procédure pénale (secret de l'instruction).

24121. — 10 mai 1972. — M. Trémeau expose à M. le ministre de la justice qu'à l'occasion d'une affaire criminelle en cours l'opinion publique peut suivre le déroulement de l'instruction qui est largement commentée par la presse ainsi qu'à la télévision et à la radio. Or, l'article 11 du code de procédure pénale dispose que « la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète ». Il lui demande pour quelles raisons les dispositions ainsi rappelées paraissent ne pas être observées et souhaiterait savoir quelles mesures il envisage de prendre pour que l'instruction de cette affaire puisse se dérouler dans des conditions plus sereines.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

Vin (importation de vins d'Algérie pour coupage avec des vins français).

23111. — M. Francis Vals expose à M. le Premier ministre que lors de la session du Parlement européen du 13 mars 1972 à Strasbourg M. le vice-président de la Commission des communautés européennes, Sicco L. Mansholt a déclaré: « Le conseil a pris, voici quelques semaines, la décision de donner, pour les négociations avec l'Algérie, un mandat à la commission, qui prévoit que le vin algérien ne peut plus être importé aux fins de coupage avec des vins français ou autres. La réaction du Gouvernement algérien a été formelle: ce fut un « non » catégorique; les Algériens ne souhaitent pas négocier sur cette base. Le conseil des ministres de l'agriculture cette fois avait interdit le coupage du vin, mais le conseil des ministres des affaires étrangères a alors repris l'affaire. Le moins que l'on puisse dire, c'est que pour le moment rien n'est résolu. Le coupage n'est toujours pas autorisé, mais on va négocier pour examiner les possibilités de couper à l'avenir le vin français avec du vin algérien. Nous ne savons donc pas encore dans quelle direction cette affaire va se développer ». Il lui demande donc, devant la divergence des positions du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires étrangères, quelle est en matière de coupage des vins d'Algérie la doctrine officielle du Gouvernement français. (Question du 25 mars 1972, transmise pour attribution à M. le ministre de l'agriculture.)

Réponse. — Il est exact que la possibilité d'admettre les vins algériens au coupage avec les vins communautaires a été examinée à Bruxelles à plusieurs reprises dans différentes instances, à la suite du souhait exprimé par le Gouvernement algérien dans son mémorandum diffusé le 17 mars 1972. En effet, par le passé les vins algériens étaient utilisés traditionnellement à des fins de coupage à l'intérieur de la C. E. E. et particulièrement en France dans une proportion variant de 30 à 50 p. 100 du volume importé. Or, on sait que le règlement de base sur le vin, règlement 816/70, a mis fin à une telle faculté. Aussi, le conseil des ministres (affaires étrangères) lors de sa séance des 20 et 21 mars 1972 a-t-il confirmé, en approuvant les directives de négociations avec l'Algérie données à la commission, l'interdiction de coupage faite à ces vins dans la Communauté. On doit toutefois signaler que cette décision ne fait pas obstacle à la dérogation temporaire accordée à la République fédérale d'Allemagne par le règlement du conseil n° 959/70 du 26 mai 1970, qui autorise, dans des conditions limitées, le coupage de certains vins rouges allemands avec des vins importés.

AGRICULTURE

*Fonctionnaires (ministère de l'agriculture
prestations de sécurité sociale).*

23118. — M. Brugnon attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que le centre de sécurité sociale n° 507 du ministère de l'agriculture rembourse avec des retards excédant souvent un mois et demi les prestations de sécurité sociale intéressant les fonctionnaires de ce ministère. Il lui demande les raisons de ces retards et les dispositions qu'il compte prendre pour y remédier. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Le ministre de l'agriculture, conscient des difficultés signalées par l'honorable parlementaire, s'efforcera d'y porter remède dans les prochains mois par un accroissement de l'effectif du personnel affecté au centre de sécurité sociale n° 507 du ministère de l'agriculture.

*Fonctionnaires (ministère de l'agriculture,
prestations de sécurité sociale).*

23153. — **M. Lamps** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que le centre de sécurité sociale n° 507 du ministère de l'agriculture rembourse avec des retards excédant souvent un mois et demi les prestations de sécurité sociale intéressant les fonctionnaires de ce ministère. Il lui demande les raisons de ces retards inadmissibles et quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour y remédier. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Le ministre de l'agriculture, conscient des difficultés signalées par l'honorable parlementaire, s'efforcera d'y porter remède dans les prochains mois par un accroissement de l'effectif du personnel affecté au centre de sécurité sociale n° 507 du ministère de l'agriculture.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

*La Réunion (politique d'importations en provenance
de la République sud-africaine).*

23382. — **M. Fontaine** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** sur les propos tenus par le préfet de la Réunion à l'occasion de son interview sur les antennes de l'O. R. T. F., le 14 mars dernier. Traitant des échanges commerciaux avec l'Union sud-africaine, il a déclaré notamment: « J'ai eu instruction de voir dans quel secteur on pourrait augmenter les importations... C'est un pays où il y a une activité industrielle extrêmement intensive. Donc il devrait arriver à proposer des marchandises, des biens d'équipements, des biens de consommation qui, pour nous, seraient intéressants à acheter... Il y a un effort à faire, bien sûr, puisque les habitudes sont prises de s'approvisionner en métropole, mais je crois que les importateurs ne suivront dans le désir que j'ai d'augmenter les importations sud-africaines ». Il lui demande s'il peut confirmer qu'il s'agit bien là d'instructions gouvernementales et, dans l'affirmative, s'il peut lui faire connaître ce que devient en l'occurrence le principe de la préférence communautaire, la Réunion, département français, faisant partie de la Communauté européenne. Au surplus, en application des règles qui régissent le Marché commun, l'importation de marchandises sud-africaines devra être grevée de droits de douane majorés au titre des prélèvements, ce qui provoquera une augmentation sensible du coût de la vie. Il lui demande si cette incidence a bien été perçue et appréhendée par les responsables d'une telle politique. (Question du 4 avril 1972.)

Réponse. — La presque totalité des produits industriels et la majeure partie des produits agricoles sont libérés à l'importation à la Réunion comme en métropole. Il est donc normal que les orientations des importations de la Réunion se trouvent réglées par le jeu de la libre concurrence et que ce département recherche un approvisionnement au meilleur compte possible. C'est dans cette optique que le préfet de la Réunion a pu être amené à envisager un accroissement des importations en provenance d'Afrique du Sud. A ce propos, le principe de la préférence communautaire joue pleinement puisque les produits de cette origine importés à la Réunion acquitteraient les droits de douane et, le cas échéant, les prélèvements communautaires, et ce n'est que dans le cas où, malgré cette taxation, ces produits seraient cependant moins chers que les produits similaires d'autres provenances, que des courants commerciaux pourraient s'instituer à l'avantage des consommateurs réunionnais.

ECONOMIE ET FINANCES

Vignette automobile.

21329. — **M. Maujouan du Gasset** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** combien de vignettes automobiles ont été délivrées en 1971, et quel pourcentage d'augmentation cela représente par rapport à 1970. (Question du 7 décembre 1971.)

Vignette automobile.

21776. — **M. Caldaguy** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** combien de vignettes automobiles ont été acquises par les automobilistes entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre de chacune des années 1970 et 1971. (Question du 8 janvier 1972.)

Réponse. — Le nombre de vignettes automobiles délivrées en 1971 s'est élevé à 16.074.108, ce qui correspond à une augmentation de 8,6 p. 100 par rapport aux résultats de l'année 1970. Le mois

de novembre ne peut, dans cette statistique, être distingué de celui de décembre. Le nombre de vignettes automobiles délivrées en novembre et décembre 1971 s'est élevé à 14.410.882 contre 13.215.801 pendant la période correspondante de 1970, soit une progression de 9 p. 100. Il est rappelé aux honorables parlementaires que les résultats de l'année 1970 ont été influencés par une campagne de contrôle sur place, dont l'apposition obligatoire de la vignette sur le pare-brise a permis d'éviter la répétition en 1971. En vue d'alléger encore les sujétions imposées aux automobilistes, des études sont actuellement entreprises pour que, dans la mesure du possible dès la prochaine période d'imposition, la vignette puisse être conservée par les automobilistes; ceux-ci apposeraient sur le pare-brise de véhicule un document collant qui leur sera remis en même temps que la vignette.

Contribution foncière

(Revision des évaluations foncières des propriétés bâties.)

21380. — **M. Michel Rocard** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quelles nécessités de service justifient la pratique anormale du service de revision foncière des contributions directes à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) qui consiste à conserver un nombre important d'auxiliaires, sans protection contre le licenciement, et à maintenir certains d'entre eux dans cette situation précaire en les licenciant et en les réembauchant sans les intégrer dans les cadres. Il lui demande s'il compte adresser des instructions à ses services pour que les garanties élémentaires de l'emploi soient appliquées dans son ministère. (Question du 8 décembre 1971.)

Réponse. — Le recrutement d'agents temporaires, qui ne relèvent pas du statut général des fonctionnaires, permet à l'administration de faire face à des tâches d'une ampleur exceptionnelle et de durée limitée qui ne pourraient pas être entièrement assumées par les personnels titulaires appelés à occuper des emplois permanents de l'Etat. C'est ainsi que la direction générale des impôts a été conduite à s'assurer des concours extérieurs pour accomplir certains des travaux occasionnés par la revision des évaluations foncières des propriétés bâties. L'attention des personnes recrutées à cette occasion, pour une période correspondant approximativement au temps nécessaire à l'exécution de la première phase des travaux, a été tout particulièrement appelée sur le caractère précaire et révoquant de l'engagement souscrit, et si, pour achever certaines tâches, quelques unes d'entre elles ont fait l'objet d'un nouveau contrat à l'expiration du premier, elles ne peuvent pas s'en prévaloir pour être maintenues en fonctions d'une manière définitive. Il en est ainsi notamment des agents temporaires dont le concours est utilisé à Saint-Germain-en-Laye et dont la situation est évoquée par l'honorable parlementaire.

Groupements d'intérêt économique

(transformation en sociétés de capitaux.)

21733. — **M. Olivier Giscard d'Estaing** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, dans les temps qui ont suivi la promulgation de l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967 sur les groupements d'intérêt économique, un certain nombre de ces groupements ont été constitués entre des entreprises en vue de mettre en œuvre des moyens divers propres à développer leurs activités et en accroître les résultats; le dynamisme de certains d'entre ces groupements les a conduits à créer des entreprises véritablement distinctes auxquelles le cadre juridique originellement adopté ne convient plus parfaitement; il paraîtrait souhaitable de leur permettre de s'en échapper pour revêtir sans choc fiscal insupportable une forme plus adéquate à une activité économique autonome, et pour cela de se transformer en société de capitaux sans création d'un être moral nouveau, pour autant bien entendu que les conditions exigées en la matière d'une société commerciale seraient remplies. Or, l'ordonnance n° 67-821 du 23 septembre 1967, si elle prévoit en son article 12 la transformation d'une société ou association en groupement d'intérêt économique, ne prévoit pas la situation inverse et, si l'instruction ministérielle du 30 mai 1968 relève les éléments qui rapprochent les groupements d'intérêt économique des sociétés de personnes, elle ne vise pas non plus spécialement leur transformation en société de capitaux, notamment. Il lui demande à quel régime serait soumise la transformation d'un groupement d'intérêt économique en société de capitaux, tant du point de vue des droits d'enregistrement que de celui de l'imposition des revenus, et particulièrement si cette transformation n'entraînerait pas la création d'un être moral nouveau, pour autant que se trouveraient remplies les conditions exigées en la matière d'une société commerciale de personnes se transformant en société de capitaux. (Question du 8 janvier 1972.)

Réponse. — Le point de savoir si la transformation d'un groupe-ment d'intérêt économique en société de capitaux s'analyse ou non comme une création d'être moral nouveau relève de la compétence du garde des sceaux, ministre de la justice. Dans l'hypothèse où une telle transformation n'entraînerait pas sur le plan juridique création d'un être moral nouveau, l'opération ne serait pas considérée, du point de vue fiscal, comme une cessation d'entreprise au sens de l'article 201 du code général des impôts. Elle entraînerait donc l'assujettissement des résultats de l'entreprise à l'impôt sur les sociétés à partir du premier exercice clos après la transformation et rendrait exigibles les droits de mutation visés à l'article 714-2 du même code général sur les apports qui ont été faits à titre pur et simple sur les sociétés. Dans le cas contraire où cette transformation entraînerait création d'un être moral nouveau, l'opération visée dans la question pourrait donner lieu aux impositions dues en cas de liquidation d'entreprise suivie de la création d'une société de capitaux. Toutefois, dans cette dernière hypothèse, les incidences fiscales de l'opération résultant d'une situation de fait, l'administration ne serait en mesure de répondre en pleine connaissance de cause qu'après une enquête sur chaque cas particulier.

Affichage (artisans carrossiers).

22279. — M. de Montesquiou expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu de l'article 949 ter II du code général des impôts, sont exonérées du droit de timbre, les affiches ne dépassant pas 1,50 mètre carré de superficie et constituant la présignalisation des hôtels, restaurants, garages et postes de distribution de carburants, dans la limite de deux affiches par garage ou poste de distribution. Il lui fait observer que, dans certains cas d'accidents — par exemple s'il s'agit d'un automobiliste victime d'un bris de pare-brise — il est plus important pour le conducteur de savoir où se trouve un atelier artisanal de carrosserie qui pourra sur-le-champ procéder aux réparations nécessaires, que de connaître l'emplacement d'un restaurant ou d'un garage. Il apparaît ainsi souhaitable que l'exonération prévue à l'article 949 ter II susvisé, soit étendue aux affiches constituant la présignalisation des artisans carrossiers qui exercent en partie la même activité que les garages. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la discrimination injustifiée établie à cet égard, par la législation actuelle, entre les garages et les artisans carrossiers. (Question du 12 février 1972.)

Réponse. — Les carrossiers qui se livrent aux activités visées par l'honorable parlementaire peuvent bénéficier de l'exonération de droit de timbre édictée par l'article 949 ter II du code général des impôts en faveur des affiches constituant la présignalisation des garages. Il est précisé que cette exemption profite aux affiches placées à moins de 5 km des établissements sous réserve que leurs dimensions n'excèdent pas 1 mètre de hauteur et 1,50 mètre en largeur, et qu'elles ne comportent que l'indication de la raison sociale ou de la marque, de l'adresse ou de la distance de l'établissement, à l'exclusion de toute autre mention ou illustration. En outre, l'exonération est limitée à deux affiches par garage (code général des impôts, annexe III, article 291 R). Des instructions sont données en ce sens aux services locaux des impôts.

Sinistrés d'Épernay (avantages fiscaux).

23002. — M. Stasi attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les frais importants qu'ont dû engager certains habitants d'Épernay à la suite des dégâts provoqués par la tornade qui s'est abattue sur cette ville dans la nuit du 18 au 19 août 1971. Il lui demande si ces sommes, consacrées dans la plupart des cas à la réparation des toitures, ne pourraient être déduites des déclarations de revenus par assimilation, par exemple, au ravalement des façades. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — Les frais visés dans la question posée par l'honorable parlementaire ne sont déductibles que s'ils se rapportent à des immeubles donnés en location. En effet, les revenus des immeubles dont le propriétaire conserve la disposition n'étant pas imposables à l'impôt sur le revenu, en vertu de l'article 15-II du code général des impôts, les charges afférentes à ces immeubles ne peuvent être prises en compte pour l'établissement de l'impôt. Certes, l'article 156-II, 1^o bis du code général des impôts déroge à cette règle fondamentale et autorise la déduction, pour la seule habitation principale du contribuable, des intérêts de certains emprunts et des dépenses de ravalement. Mais il n'est pas possible d'étendre le bénéfice de cette dérogation à d'autres dépenses telles que les frais de réfection de la toiture. En effet, une mesure de cet ordre constituerait un précédent qui ne manquerait pas d'être invoqué en vue

d'obtenir pour des raisons analogues que d'autres charges soient également admises en déduction. De proche en proche, les propriétaires seraient ainsi autorisés à déduire la plupart des dépenses afférentes aux logements dont ils conservent la disposition sans avoir, en contrepartie, aucun revenu à déclarer et bénéficieraient, par suite, d'un avantage injustifié par rapport aux autres contribuables.

Fiscalité immobilière

(I. R. P. P. Plus-values de cession de terrains à bâtir).

23116. — M. Xavier Deniau rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 35 (I-3^o, d) du code général des impôts dispose que le régime d'imposition des lotisseurs n'est pas applicable « aux personnes n'ayant pas la qualité de marchand de biens et assimilés, en raison des opérations de lotissement et de vente de terrains qu'elles réalisent suivant la procédure simplifiée prévue à l'article 7 du décret n^o 59-893 du 28 juillet 1959, à condition qu'il soit fait mention expresse de cette procédure simplifiée dans les arrêtés préfectoraux autorisant lesdites opérations et qu'en outre, pour les profits réalisés à l'occasion des cessions intervenues depuis le 1^{er} janvier 1963, le terrain ait été acquis par voie de succession ou de donation-partage remontant à plus de trois ans », et il lui expose le cas suivant : un ancien agriculteur a loti, selon la procédure simplifiée, un terrain dont il était propriétaire par donation-partage remontant à plus de trois ans. Postérieurement, ce terrain a été inclus dans un périmètre ayant fait l'objet d'un remembrement rural sans que toutefois la situation de la parcelle ait été modifiée. Il lui demande si, malgré les opérations de remembrement dans ce cas particulier, le lotisseur peut bénéficier des conditions d'imposition édictées par l'article 35 (I-3^o, d) susrappelées, toutes les conditions imposées par le texte ayant été remplies. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Sous réserve d'un examen plus approfondi des circonstances de fait propres à l'affaire, il paraît possible de considérer, dans la situation évoquée par l'honorable parlementaire, que la plus-value réalisée n'a pas le caractère de bénéfice industriel ou commercial au sens de l'article 35 du code général des impôts et qu'elle n'est soumise qu'aux dispositions de l'article 150 ter du même code.

Fiscalité immobilière (T. V. A.).

23284. — M. Miossec expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un particulier a reçu par donation-partage une parcelle de terrain sur laquelle il a entrepris la construction d'une maison d'habitation ; par acte postérieur à la donation-partage et au cours de la construction il a acquis une parcelle voisine de celle acquise par donation, l'ensemble ayant une superficie totale inférieure à 2.500 mètres carrés ; la construction sera une maison individuelle pour l'usage propre du constructeur à titre d'habitation principale. Il lui demande si l'acquisition complémentaire peut ou non être soumise à la taxe sur la valeur ajoutée immobilière au taux de 17,60 p. 100 sur le prix hors taxe, après réfaction de 70 p. 100, soit 5,28 p. 100. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — Pour que l'achat d'un terrain appartenant à un autre terrain appartenant déjà à l'acquéreur et sur lequel celui-ci construit une maison d'habitation puisse bénéficier du régime de la taxe sur la valeur ajoutée, il est nécessaire notamment que la première acquisition ait été soumise à la taxe sur la valeur ajoutée. Or, dans l'hypothèse envisagée par l'honorable parlementaire, il ne semble pas que cette condition soit remplie, le constructeur ayant acquis le premier terrain par voie de donation-partage. Cela dit, il ne serait possible de se prononcer de manière définitive sur le régime fiscal applicable à la seconde acquisition que si par l'indication des nom et adresse de l'acquéreur et de la situation du terrain l'administration était mise à même de faire procéder à une enquête sur les conditions exactes de réalisation de cette opération immobilière.

Sociétés commerciales

(augmentation de capital, réduction des droits d'apport).

23350. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, jusqu'au 31 mars 1972, les actes portant augmentation de capital de sociétés par incorporation de bénéfices ou de réserves normalement passibles d'un droit d'apport majoré de 12 p. 100 bénéficient d'une réduction de droit de 2,40 p. 100 lorsque l'opération est réalisée au moyen de la réserve de reconstitution des entreprises sinistrées par faits de guerre, et d'une réduction du droit fixe de 80 francs en cas de capitalisation de la réserve

spéciale de réévaluation ou d'une dotation sur stocks. Il lui demande s'il n'envisage pas de prolonger ce délai, notamment pour les sociétés dont le siège social a été rapatrié d'outre-mer en territoire métropolitain, sociétés dont la vie sociale a été gravement perturbée par cet événement. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — Depuis leur institution par l'article 52, §§ IV et VII, de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, les régimes de faveur auxquels fait allusion l'honorable parlementaire ont fait l'objet de quatre prorogations successives. Les sociétés intéressées, y compris celles dont le siège social a été rapatrié d'outre-mer en territoire métropolitain, ont eu ainsi largement le temps de prendre les dispositions juridiques nécessaires pour pouvoir incorporer au capital leur réserve spéciale de réévaluation et leur réserve de reconstitution des entreprises sinistrées par faits de guerre. Dans ces conditions, il ne peut pas être envisagé de rouvrir le délai d'application de ces régimes de faveur, délai qui a expiré le 31 mars 1972 conformément aux dispositions de l'article 22-III de la loi de finances pour 1971.

Conseils juridiques et fiscaux (T. V. A.).

23528. — M. Dassié expose à M. le ministre de l'économie et des finances que M. X. exerce la profession de conseil juridique et fiscal. A ce titre, il donne des conseils, rédige des déclarations fiscales et assiste les contribuables lors des discussions avec l'administration. Il exerce sa profession dans les mêmes conditions qu'un avocat ou un expert comptable. L'administration des contributions indirectes a décidé, en 1971, de faire payer la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 23 p. 100 à tous les conseils juridiques et fiscaux sur le montant de leurs honoraires et a fait des rappels pour toutes les années non prescrites. Ces contribuables ayant fixé leurs honoraires hors taxe sur la valeur ajoutée ont subi de ce fait un grave préjudice. Il lui demande : 1° s'il peut lui faire connaître la doctrine actuelle de l'administration dans le cas particulier qui vient d'être exposé ; 2° la loi du 5 décembre 1971, n° 71-1130, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, articles 10, 56, 70, n'a pas, le cas échéant, modifié la situation fiscale des conseils juridiques et fiscaux. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — Conformément à une jurisprudence ancienne et constante du Conseil d'Etat, les membres des professions libérales et assimilées sont placés hors du champ d'application des taxes sur le chiffre d'affaires, à condition : 1° qu'ils exercent effectivement l'activité libérale à titre personnel ; 2° qu'ils ne fassent pas appel à des méthodes de gestion commerciale (large publicité, ou emploi de nombreux représentants ou démarcheurs) ; 3° qu'ils n'accomplissent pas d'opérations de nature commerciale, et notamment des actes de gestion d'affaires, sauf si, le cas échéant, ils y sont autorisés, de façon expresse, par les dispositions légales ou réglementaires instituant un statut particulier à certaines catégories de professions libérales ou assimilées. Bien entendu, c'est essentiellement sur les modalités d'application de cette troisième condition que la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, est susceptible d'avoir une incidence. Jusqu'au 16 septembre 1972, date d'entrée en vigueur de cette loi, les conseils juridiques et conseils fiscaux échappent au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée lorsqu'ils se bornent à une activité libérale de conseil, c'est-à-dire à donner des consultations juridiques ou fiscales et à rédiger des projets d'actes, sans s'entremettre entre leurs clients et un tiers ou une administration ou une juridiction quelconque, et sans procéder à des manèges de fonds, sinon pour assurer le paiement des frais d'actes ou des frais de procès incombant à leurs clients. Mais ils sont passibles de la taxe sur la valeur ajoutée s'ils effectuent, de façon non accidentelle, des actes de gestion d'affaires tels que recouvrements de créances, accomplissement des formalités légales pour rendre les actes rédigés par eux opposables aux tiers, représentation des justiciables devant les juridictions où le ministère des avocats n'est pas obligatoire ou devant les juges-rapporteurs, les arbitres ou les experts judiciaires, préparation des déclarations fiscales des clients, rédaction pour ces derniers des mémoires ou des réponses aux demandes de renseignements émanant de divers organismes, accomplissement de formalités administratives, assistance des clients dans leurs rapports avec l'administration (cf. arrêts du Conseil d'Etat du 5 février 1932, aff. Vigneron ; 18 mars 1932, aff. La Défense fiscale ; 21 juillet 1933, aff. Vallade, 22 février 1943, req. n° 62 503, aff. Simon ; 24 mai 1943, req. n° 64 651, aff. Delaigre ; 8 janvier 1944, req. n° 71 279 et 71 477, aff. Tendil ; 1^{er} mars 1945, req. n° 68 561, aff. Charpentier et Brault ; 15 avril 1946, aff. X ; 24 février 1947, req. n° 75 544, aff. Tendil ; 20 décembre 1967, req. n° 63 150 et 63 151, aff. Bernheim ; 19 avril 1968, req. n° 70 424, aff. Poubeau ; 26 juin 1968, req. n° 72 726, aff. Société fiduciaire du commerce et de l'industrie ; 9 décembre 1968, req. n° 72 675, aff. Loiseleur). A partir du 16 septembre 1972, le régime analysé ci-dessus continuera de s'appliquer sans aucune modification aux conseils qui ne

seront pas inscrits sur la liste des conseils juridiques ou fiscaux établie par le procureur de la République territorialement compétent. En revanche, les conseils inscrits sur cette liste échapperont à la taxe sur la valeur ajoutée, non seulement pour leurs consultations et pour la rédaction de projets d'actes, mais encore pour la rédaction d'actes définitifs (article 54 de la loi du 31 décembre 1971) ainsi que, le cas échéant, pour les opérations d'entremise qui seraient individualisées et expressément rattachées à l'activité non commerciale par les textes réglementaires qui doivent intervenir pour l'application de la loi (article 66 de la même loi).

EDUCATION NATIONALE

Enseignants (professeurs techniques des I. U. T.).

20020. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints des lycées techniques enseignant dans les I. U. T. Ces professeurs, lorsqu'ils effectuent des heures complémentaires, sont rétribués sur la base des rémunérations qu'ils percevaient dans leur établissement d'origine. Ces dispositions sont contraires au décret n° 64-987 du 18 septembre 1964, articles 2 et 9, qui place ces personnels dans la troisième catégorie de rémunération des personnels chargés d'enseignement complémentaire. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cet état de fait. (Question du 25 avril 1972.)

Réponse. — Le décret n° 64-987 du 18 septembre 1964, qui a fixé le régime de rémunération des enseignements complémentaires dans les établissements d'enseignement supérieur, a prévu en son article 2 trois taux différents correspondant chacun à une catégorie de personnels. Chaque catégorie regroupe des personnels dont les niveaux de recrutement, les fonctions et les échelles de rémunération sont analogues. Les personnels qui entrent dans la 3^e catégorie, sont énumérés comme suit : « maîtres-assistants, chefs de travaux, assistants, chargés de recherche relevant du C. N. R. S., professeurs agrégés ». Cette liste ne comprend ni les professeurs techniques ni les professeurs techniques adjoints des lycées techniques. L'article 9 du décret précité prévoit que les personnalités ne figurant pas dans les listes définissant les catégories sont classées dans une de celles-ci par le chef d'établissement, compte tenu de leur qualification. Cet article vise évidemment les non-fonctionnaires, ou le cas échéant, les fonctionnaires étrangers à l'université, pour lesquels il faut fixer un taux de rémunération par une décision individuelle. Il ne saurait permettre de modifier à volonté les listes établies par l'article 2 du même décret en y ajoutant des corps entiers de fonctionnaires enseignants comme les professeurs techniques ou les professeurs techniques adjoints. En ce qui concerne ces personnels, il y a lieu de se référer à l'article 11 du même décret qui concerne notamment les professeurs de dessin industriel et les professeurs dirigeant des travaux d'atelier dans les écoles nationales supérieures d'ingénieurs et les instituts de promotion supérieure du travail. Cet article prévoit que les enseignements complémentaires assurés par ces personnels doivent être rémunérés au moyen d'allocations calculées sur la base des indemnités pour heures supplémentaires d'enseignement dont ils peuvent bénéficier en vertu des textes réglementaires dans leur cadre d'origine. Il paraît évident qu'en l'absence d'autres dispositions ce sont celles-ci qui doivent être étendues aux professeurs techniques et aux professeurs techniques adjoints exerçant les mêmes fonctions dans les instituts universitaires de technologie dont la création est postérieure au décret précité.

Enseignants (professeurs techniques des I. U. T.).

20123. — M. Andrieux expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation des professeurs techniques et des professeurs techniques adjoints des lycées techniques enseignant dans les I. U. T. Ces professeurs, lorsqu'ils effectuent des heures complémentaires, sont rétribués sur la base des rémunérations qu'ils percevaient dans leur établissement d'origine. Ces dispositions sont contraires au décret n° 64-987 du 18 septembre 1964, articles 2 et 9, qui place des personnels dans la troisième catégorie de rémunération de personnels chargés d'enseignement complémentaire. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à un état de fait aussi discriminatoire. (Question du 2 octobre 1971.)

Réponse. — Le décret n° 64-987 du 18 septembre 1964 qui a fixé le régime de rémunération des enseignements complémentaires dans les établissements d'enseignement supérieur, a prévu en son article 2 trois taux différents correspondant chacun à une catégorie de personnels. Chaque catégorie regroupe des personnels dont les niveaux de recrutement, les fonctions et les échelles de rémunération sont analogues. Les personnels qui entrent dans la 3^e caté-

gorie, sont énumérés comme suit : « maîtres assistants, chefs de travaux, assistants, chargés de recherche relevant du C. N. R. S., professeurs agrégés ». Cette liste ne comprend ni les professeurs techniques ni les professeurs techniques adjoints des lycées techniques. L'article 9 du décret précité prévoit que les personnes ne figurant pas dans les listes définissant les catégories sont classées dans une de celles-ci par le chef d'établissement, compte tenu de leur qualification. Cet article vise évidemment les non-fonctionnaires, ou le cas échéant, les fonctionnaires étrangers à l'université, pour lesquels il faut fixer un taux de rémunération par une décision individuelle. Il ne saurait permettre de modifier à volonté les listes établies par l'article 2 du même décret en y ajoutant des corps entiers de fonctionnaires enseignants comme les professeurs techniques ou les professeurs techniques adjoints. En ce qui concerne ces personnels, il y a lieu de se référer à l'article 11 du même décret qui concerne notamment les professeurs de dessin industriel et les professeurs dirigeant des travaux d'atelier dans les écoles nationales supérieures d'ingénieurs et les instituts de promotion supérieure du travail. Cet article prévoit que les enseignements complémentaires assurés par ces personnels doivent être rémunérés au moyen d'allocations calculées sur la base des indemnités pour heures supplémentaires d'enseignement dont ils peuvent bénéficier en vertu des textes réglementaires dans leur cadre d'origine. Il paraît évident qu'en l'absence d'autres dispositions ce sont celles-ci qui doivent être étendues aux professeurs techniques et aux professeurs techniques adjoints exerçant les mêmes fonctions dans les instituts universitaires de technologie dont la création est postérieure au décret précité.

Fonctionnaires (suppléance).

22268. — M. Lamps attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la circulaire V168-18 du 12 janvier 1968 qui précise certaines conditions pour autoriser la suppléance d'un fonctionnaire et notamment indique que la durée probable d'absence doit être supérieure à trente jours quand l'effectif total des personnels de service est supérieur à 50. Cela n'est pas sans provoquer des difficultés dans le service. Il lui demande s'il n'entend pas faire modifier cette circulaire afin qu'un agent malade puisse être remplacé après quinze jours de maladie, et modifier en conséquence les autres dispositions de l'arrêté. (Question du 5 février 1972.)

Réponse. — La réglementation en matière de suppléance permet à certains agents (infirmières, cuisiniers, aides de cuisine, veilleurs de nuit, concierges non assistés d'un aide concierge, chauffeurs de chauffage central) dont l'absence est particulièrement préjudiciable au bon fonctionnement du service, d'être suppléés quelle que soit la durée de leur absence. En ce qui concerne les autres agents, leur suppléance peut être effectuée en fonction d'une part de la durée prévisible de l'absence et d'autre part de l'effectif des agents dans l'établissement. D'une manière générale, l'absence d'un fonctionnaire fait partie des sujétions normales de service inhérentes à la vie administrative. Les tâches habituellement assurées par cet agent et qui ne peuvent être différées, sont donc réparties entre les membres du personnel demeurés à leur poste qui les effectuent sans rémunération particulière. Compte tenu des sujétions spéciales de service auxquelles ils se trouvent ainsi soumis, les personnels de service bénéficient en contre-partie d'un régime de congés particulier défini par l'instruction permanente V1-70-111 du 2 mars 1970 prise en application du décret n° 69-923 du 2 novembre 1965 portant statut du personnel de service des établissements d'enseignement administrés par l'Etat et relevant du ministère de l'éducation nationale. Dans ces conditions une modification de la réglementation en vigueur ne paraît pas pour le moment devoir s'imposer.

Enseignants (enseignement technique).

22512. — M. Ollivro expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, dans la réponse n° V/PL. B. n° 536/DPESO, en date du 27 avril 1970 à une question de M. le recteur de l'académie de Toulouse, relative au paiement des heures d'enseignement de technologie dispensées par les chefs de travaux des collèges d'enseignement de technologie dispensées par les chefs de travaux des collèges d'enseignement technique, il est précisé que l'enseignement de la technologie est reconnu comme étant un enseignement « théorique ». Il apparaît dès lors que l'enseignement de la technologie dans un C. E. T. doit être considéré comme normalement confié à un P. E. G. ou P. E. T. T., et non pas à un chef d'atelier ou P. T. E. P. Il lui demande s'il peut lui confirmer qu'il en est ainsi. (Question du 19 février 1972.)

Réponse. — La réponse n° V/PL. B. n° 536/DPESO, en date du 27 avril 1970, de M. le recteur de l'académie de Toulouse à laquelle se réfère l'honorable parlementaire se rapporte à un mode

d'évaluation des horaires de service dans les C. E. T. où l'enseignement de une heure de technologie était estimé représenter deux heures d'enseignement pratique. Depuis la circulaire n° 71-119 publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 8 août 1971, les obligations de service hebdomadaire des professeurs techniques d'enseignement professionnel sont fixées à vingt-six heures d'enseignement, toute distinction entre enseignements techniques théoriques et enseignements pratiques étant supprimée. Dans les C. E. T., l'enseignement de la technologie générale et celui de la technologie de spécialité sont normalement assurés par les professeurs techniques d'enseignement professionnel et les professeurs d'enseignement technique théorique.

Etablissements scolaires et universitaires (personnel, concierges).

22684. — M. Cermolacce attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'anomalie que présentent les dispositions du décret n° 65-923 du 2 novembre 1965 relatives aux conditions de travail des concierges et aide-concierges des établissements d'enseignement public par référence aux dispositions de la loi du 1^{er} octobre 1968, fixant la durée du travail dans la fonction publique. Il souligne que le décret précité fait obligation au concierge et à l'aide-concierge — il s'agit en réalité de postes doubles occupés par des ménages — d'assurer leur service pendant treize heures chacun, déduction faite de deux heures d'autorisation d'absence accordées à l'un d'eux, le matin et l'après-midi. Il lui fait également observer l'amplitude excessive du service qu'ils doivent assurer soit de 6 heures à 21 heures, qui en raison m. ne des tâches qui leur sont dévolues : service de la loge, réception du public, courrier, téléphone interdit aux intéressés d'avoir un moment de vie familiale pendant les treize heures du service. Il lui demande dans l'esprit des dispositions de la loi du 1^{er} octobre 1968, fixant la durée maximale du travail à 47 heures par semaine, et en tenant compte que le concierge assure les fonctions de vague-mestre et afin de limiter les contraintes imposées à ces agents, s'il entend proposer la modification suivante au décret n° 65-923 du 2 novembre 1965 : « Toutefois, la simultanéité de service ne pourra être exigée des concierges et aide-concierges qu'aux seuls moments où l'un d'eux sera obligé de se détacher de l'établissement pour assurer le service du courrier ». (Question du 26 février 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'instruction permanente n° V1-70-111 du 2 mars 1970, le concierge et l'aide-concierge ont à assurer le service de la loge pendant toute la journée c'est-à-dire de 6 heures du matin à 21 heures sans pouvoir invoquer la limitation à 8 heures de la durée du travail. Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de la réglementation générale applicable à tous les agents de l'Etat qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service. Néanmoins afin d'en atténuer les effets, il a été prévu que le service du concierge et de l'aide-concierge devait être organisé de façon à permettre à l'un d'eux de s'absenter de l'établissement deux heures le matin et deux heures l'après-midi. Par ailleurs le concierge et l'aide-concierge ont droit aux mêmes libertés et congés que les autres agents et bénéficient d'un régime particulier de congés défini par l'instruction permanente n° V1-70-111 du 2 mars 1970 prise en application du décret n° 65-923 du 2 novembre 1965 portant statut du personnel de service des établissements d'enseignement administrés par l'Etat et relevant du ministère de l'éducation nationale.

Langues régionales.

22740. — M. Michel Rocard demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° s'il envisage d'appliquer en France les textes de l'Unesco relatifs aux langues minoritaires ; 2° quelle place auront ces langues dans les épreuves à option des concours qui vont remplacer l'I. P. E. S. et le C. A. P. E. S. ; 3° quelle place auront ces langues dans la réforme des écoles normales d'instituteurs. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — 1° Le ministère de l'éducation nationale n'a jamais hésité à faciliter l'étude des langues et dialectes régionaux, dans la mesure où ceux-ci expriment un contenu original de civilisation. Les mesures législatives et réglementaires prises en leur faveur, tant au sein des différents degrés d'enseignement que pour le baccalauréat, témoignent de cet effort. La loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 a prévu que l'enseignement des langues minoritaires pourrait être assuré dans les établissements scolaires des académies où elles sont en usage. Les circulaires n° IV 69-90 du 17 février 1969 et n° 71-279 du 7 septembre 1971 ont fixé les conditions dans lesquelles serait dispensé cet enseignement. Depuis cette année scolaire des cours de basque, de breton, de catalan et d'occitan sont donnés dans les classes du second cycle, dès

qu'un minimum de 10 élèves est atteint, dans la limite de trois heures par semaine. Les élèves peuvent choisir l'une de ces langues comme épreuve facultative au baccalauréat. Dans les classes de l'enseignement élémentaire et du premier cycle du second degré, cet enseignement continue à prendre place dans le cadre des activités dirigées, conformément aux dispositions de la circulaire du 17 février 1969; 2° un groupe de travail sur la réforme de la formation des maîtres du second degré a été réuni. Il faut donc attendre ses conclusions pour apporter une réponse précise à la question posée; 3° la vocation des écoles normales d'instituteurs est désormais de donner une formation professionnelle et non pas de dispenser un enseignement général. La formation dans la langue dite minoritaire aura donc eu lieu au cours du second cycle secondaire, au sujet duquel des précisions ont été apportées ci-dessus.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Primes à la construction.

23033. — M. de Broglie fait observer à M. le ministre de l'équipement et du logement que les dispositions du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 interdisant l'engagement de travaux de construction avant la décision d'octroi de prime, entraînent de tels retards et font supporter aux constructeurs de tels suppléments en raison des augmentations du coût de la construction qu'elles constituent pour les intéressés un facteur important de découragement dont les effets peuvent être graves pour l'économie nationale. Il lui demande s'il ne serait pas opportun de reconduire les mesures de dérogation telles qu'elles existaient dans le décret du 29 juillet 1967. (Question du 18 mars 1972.)

Réponse. — L'interdiction de commencer les travaux avant l'accord de principe d'octroi de primes, sanctionnée par la perte du droit aux primes, est édictée par le décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 relatif aux primes, aux bonifications d'intérêt et aux prêts à la construction. Le décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963, abrogé par le texte susvisé, instituait déjà une telle obligation. Une dérogation y avait été apportée par l'article 2 du décret n° 67-627 du 29 juillet 1967, pour les seules primes non convertibles, c'est-à-dire celles qui n'ouvrent pas droit au prêt spécial du Crédit foncier. La modification apportée par le décret du 24 janvier 1972 aux errements antérieurs ne fait que rétablir l'application de la règle générale aux primes non convertibles. Les conditions réglementaires précédemment imposées pour l'octroi de cette catégorie de primes étaient très libérales. Il en est résulté un gonflement considérable des instances, trop important pour permettre de répondre à une telle demande compte tenu des possibilités ouvertes par le budget. Pour l'avenir, les pouvoirs publics désirent utiliser ce mode d'aide financière comme moyen d'incitation dans le cadre de la politique économique du logement définie par le Gouvernement. C'est ainsi que l'article 22 du décret du 24 janvier 1972, en stipulant que le demandeur de primes non convertibles ne peut être qu'une personne physique, les réserves aux seuls particuliers constructeurs de maisons individuelles. Cette disposition nouvelle, qui élimine les demandes des promoteurs et des sociétés, devrait avoir pour effet de réduire le « stock » des demandes en instance et raccourcir le délai d'attente. Dans le même esprit, l'obligation pour le demandeur d'obtenir l'accord de prime avant le commencement des travaux permet de l'inciter à améliorer l'économie de son projet — ce qui est beaucoup plus difficile, sinon parfois impossible, lorsque le chantier est ouvert. De toute façon, les dispositions précitées du décret n° 72-66 du 24 janvier 1972 ne s'appliquent pas, lorsque les travaux ont été commencés avant le 1^{er} février 1972, si la demande de prime non convertible a été formulée avant cette date. Enfin, la politique de promotion de la maison individuelle à laquelle le ministre de l'équipement et du logement est personnellement attaché devrait se traduire en un freinage des majorations de prix de revient, grâce à l'introduction de la notion de séries et de procédés industriels dans la réalisation de ce type d'habitat. En tout état de cause, l'arrêté du 17 mars 1972 (Journal officiel du 19 mars), qui notamment fixe les caractéristiques techniques et de prix des logements bénéficiant de primes à la construction non convertibles, définit des prix de revient maxima pour les maisons individuelles.

Marchés de travaux publics (priorité aux entreprises locales).

23105. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'équipement et du logement que, lorsque des travaux publics importants doivent être effectués dans une région déterminée, il est indispensable en vue d'éviter un accroissement du chômage que ces travaux soient confiés à des entreprises locales. Il ne s'agit pas d'enfreindre

les lois de la concurrence; mais il est important que les administrations et collectivités publiques qui sous-traitent des marchés de travaux s'efforcent de fixer des conditions susceptibles de correspondre aux possibilités des entreprises locales. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de donner aux entreprises locales, notamment dans les régions qui souffrent de difficultés économiques, une certaine priorité en ce qui concerne la passation des marchés publics. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Le ministre de l'équipement et du logement attache la plus grande importance à la participation des entreprises locales aux marchés de travaux publics. Celle-ci toutefois ne peut être envisagée de la même manière quelle que soit la nature des travaux envisagés. Il est normal que la plupart des marchés de petite et moyenne importance soient exécutés par les entreprises locales qui peuvent se voir réserver une certaine priorité, grâce notamment à la procédure de l'appel d'offres restreint. Ceci suppose bien entendu que les conditions d'une saine concurrence soient préservées et que le niveau des prix et la qualité des prestations soient satisfaisants. Il ne peut être question cependant d'ériger en système une telle priorité. Il est normal pour les marchés importants de mettre en concurrence les seules entreprises nationales et, éventuellement locales, qui présentent les meilleures garanties de délai, de prix et de qualité. Toutefois, l'attribution des travaux dans les opérations de grande envergure doit être conçu de façon à comporter, dans la mesure du possible et en dehors des lots principaux, des lots diversifiés, par exemple pour les dépendances des chaussées, qui correspondent bien aux possibilités des entreprises locales. Il convient également de souligner que les grandes entreprises adjudicatrices d'opérations importantes sous-traitent une part appréciable des travaux, notamment ceux qui exigent une haute technicité, aux petites et moyennes entreprises. Il est vrai que celles-ci ne sont pas toujours des entreprises du département ou de la région, souvent mal connues des entreprises principales. C'est pourquoi des études sont actuellement en cours, qui ont pour objet d'organiser un système d'information permettant une meilleure confrontation des offres et des demandes. Conscients, d'autre part, des abus auxquels donne lieu la sous-traitance et dont les entreprises locales sont souvent les victimes, les services ministériels compétents préparent une réforme du code des marchés publics de manière à permettre au sous-traitant d'être payé directement par le maître d'ouvrage et de nantir sa part du marché. Enfin les services du ministère de l'équipement et du logement s'efforcent d'étendre la formule des entreprises groupées qui a fait ses preuves, notamment pour les marchés routiers dans le cadre du plan routier breton, en assurant la participation des entreprises locales à d'importants marchés. Cette formule, qu'il y a lieu d'utiliser le plus souvent possible, répond aux préoccupations de l'honorable parlementaire. Elle permet, en effet, de concilier la vérité des prix avec une participation équitable des entreprises locales puisque celles-ci ont la possibilité d'être co-signataires du marché et donc d'exercer un droit de regard sur son organisation.

Primes à la construction

(caractéristiques techniques et prix des logements (Limoges)).

23136. — M. Longueue demande à M. le ministre de l'équipement et du logement s'il peut lui faire connaître quels critères ont fait écarter Limoges et les communes de sa banlieue immédiate de la liste des agglomérations de plus de 150.000 habitants figurant en annexe de l'arrêté interministériel du 24 janvier 1972, publié au Journal officiel du 25 janvier 1972 (p. 1016 et suivantes), et s'il ne lui paraît pas opportun de classer cette agglomération en zone II-B. (Question du 25 mars 1972.)

Réponse. — Le classement entre les différentes zones géographiques déterminées pour l'estimation des prix plafonds des logements primés ou construits avec un financement H. L. M. a été établi à partir de la définition des agglomérations donnée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et sur la base des résultats du recensement de 1968. L'agglomération de Limoges, dont la population estimée à partir de ces critères est inférieure à 150.000 habitants, a été classée en zone III.

Ingénieurs des travaux de l'Etat (harmonisation des carrières).

23329. — M. Barberot demande à M. le ministre de l'équipement et du logement quelle suite il compte donner au vœu du conseil supérieur de la fonction publique demandant qu'une véritable harmonisation de l'ensemble des carrières des ingénieurs de travaux soit effectuée et, par ailleurs, qu'un relèvement indiciaire des différents corps d'ingénieurs de travaux soit opéré. Il lui demande en particulier quelles dispositions seront envisagées dans le prochain projet de loi de finances pour que soient satisfaites les revendications du corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat. (Question du 1^{er} avril 1972.)

Réponse. — La situation des ingénieurs des travaux géographiques de l'Etat a toujours été appréciée en tenant compte tant des conditions de recrutement des intéressés que de l'importance des tâches et des responsabilités qu'ils assument. Cette situation a été notablement améliorée puisque, à partir du 1^{er} janvier 1967, les ingénieurs des travaux géographiques de l'Etat se sont vu conférer, dans le grade de base, une carrière identique à celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Par ailleurs, à la suite d'une décision récente du Premier ministre qui répond en partie au vœu exprimé par le conseil supérieur de la fonction publique, le classement indiciaire du grade de divisionnaire d'un certain nombre de corps d'ingénieurs de travaux, et notamment celui du corps des ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat, sera prochainement porté de 400-515 à 420-530 en indices nets.

INTERIEUR

Police (nomination de commissaires de police).

22724. — **M. Hinsberger** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur le fait que la direction de la police nationale recherche et examine actuellement les critères les plus sélectifs et les plus justes pour nommer en 1972 cent-quatre-vingt officiers de police principaux au grade de commissaire de police, et cela pendant trois années consécutives. Il lui rappelle qu'une récente décision, prise dans le cadre du nouveau statut de la police nationale, applicable en 1972, permet de nommer directement, sans concours, au grade d'officier de police adjoint les gardiens de la paix, commis et agents administratifs de cette administration déclarés admissibles aux concours de commissaire de police. Cette mesure reconnaît donc explicitement une valeur certaine aux épreuves écrites de ce concours. Il lui demande s'il ne juge pas logique, rationnel et équitable de nommer en priorité dès 1972, les officiers de police principaux ayant été déclarés admissibles aux concours de commissaire de police. Leur admissibilité à ces épreuves étant, d'une part, la preuve certaine et indéniable de leur formation juridique et administrative, de leur culture générale et de leurs capacités professionnelles et, d'autre part, l'expression de leur ferme volonté de devenir commissaire de police. En outre, beaucoup de ces officiers de police principaux ont été empêchés par la limite d'âge de trente-cinq ans de postuler à nouveau et le nombre de places offertes dans le passé était généralement beaucoup plus faible qu'actuellement, d'où une sélection plus rigoureuse. De plus, de 1954 à 1962, la majorité de ces officiers de police principaux exerçaient leurs fonctions en Algérie, dans des conditions difficiles ne leur permettant pas, durant cette période troublée, de préparer efficacement le concours de commissaire de police. Il lui précise enfin qu'une vingtaine seulement d'officiers de police principaux ont été admissibles aux concours de commissaire de police et que la nomination en priorité, dès 1972, de ce petit nombre de fonctionnaires au grade de commissaire de police ne léserait en aucune façon les intérêts des autres officiers de police principaux. (*Question du 4 mars 1972.*)

Réponse. — Ainsi que le signale l'honorable parlementaire, il est envisagé d'introduire dans les statuts de la police nationale une disposition permettant de nommer au grade d'inspecteur les gardiens de la paix, commis et agents administratifs déclarés admissibles aux concours de commissaire de police. Il s'agit là d'une disposition commune à l'ensemble de la fonction publique, qui permet à des candidats admissibles à un concours donné, d'accéder au corps situé immédiatement au dessous dans la hiérarchie administrative. Ces candidats ont en effet justifié d'un certain niveau de connaissances générales juridiques. Cette formule constituerait un bon moyen de sélection pour le recrutement des inspecteurs. Mais le principe même de ce mode de recrutement pour un corps inférieur à celui qui était visé par les candidats n'est évidemment pas applicable aux officiers de police principaux désireux de devenir commissaire de police. Une priorité de droit ne saurait ainsi leur être conférée pour l'accès à un corps qui n'a pas été possible du fait de l'échec à une partie des épreuves. Cependant, il va de soi que l'admissibilité au concours de commissaire impressionnera favorablement la commission administrative paritaire lorsqu'elle aura à apprécier les mérites et les titres des officiers de police principaux proposés pour une nomination au choix dans le corps des commissaires de police.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Accidents du travail (indemnités journalières).

20642. — **M. Antoine Calli** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la réglementation relative au calcul de l'indemnité journalière due en cas d'arrêt

de travail consécutif à un accident du travail. Il lui rappelle que, suivant les dispositions de l'article D. 449 du code de la sécurité sociale, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire journalier déterminé suivant les modalités fixées par décret (n° 61-26 du 11 janvier 1961). Il apparaît que, dans le cas d'un salarié dont le gain est réglé mensuellement, le salaire à prendre en considération est celui de la dernière paie antérieure à la date de l'arrêt du travail. Il lui expose que cette réglementation peut s'avérer inéquitable dans certaines circonstances, par exemple, lorsque l'intéressé a dû, au cours de la période de référence, c'est-à-dire pendant le mois précédant la date de l'accident, subir un abatement provisoire de salaire pour raison d'activité réduite (maladie). Cette réglementation semble d'autant plus rigoureuse que le rappel versé en compensation du salaire réduit, et qui n'intervient que suite à l'accident, n'est pas pris en considération pour le calcul de l'indemnité journalière. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas que le salaire à prendre en considération devrait être celui réglé au cours d'une période de référence reflétant la situation réelle du salarié, c'est-à-dire le salaire moyen perçu au cours du trimestre précédant l'accident, ou le salaire normalement perçu par l'intéressé pendant cette même période. Il lui demande également s'il peut lui confirmer que la caisse d'assurance maladie est bien fondée à refuser la prise en considération pour la période de référence d'un rappel réglé avec retard. En effet, il lui rappelle qu'un jugement de la Cour de cassation, intervenu le 8 novembre 1951, indique dans ses attendus que l'indemnité journalière doit être établie en fonction d'un salaire de base représentatif autant que possible de la capacité de travail que possédait le salarié au moment de l'accident et que le fait que l'employeur a apporté un certain retard au paiement effectif du salaire acquis ne peut entraîner un préjudice au détriment du salarié. (*Question du 10 novembre 1971.*)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 104 du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 relatif à l'application des dispositions du livre IV du code de la sécurité sociale, pour le calcul de l'indemnité journalière en cas d'arrêt de travail consécutif à un accident du travail, le salaire à prendre en considération est celui correspondant au montant de la dernière, des deux dernières ou quatre dernières paies antérieures à l'arrêt de travail, selon que le salaire est réglé mensuellement, deux fois par mois, toutes les deux semaines ou chaque semaine. Toutefois, l'article 105 du même décret prévoit que, dans le cas où, pour l'une des causes qu'il énumère, notamment le cas de maladie, la victime avait dû interrompre son travail, le salaire de base est déterminé comme si elle avait travaillé dans les mêmes conditions durant toute la période de référence. Ces dernières dispositions répondent aux préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles (traitements coûteux).

23120. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que le remboursement des dépenses de maladie par le régime obligatoire des travailleurs non salariés est actuellement effectué au taux de 50 p. 100. Pour être considérés comme traitement particulièrement coûteux, les frais de maladie doivent atteindre 300 francs par mois pendant quatre mois consécutifs. Il lui demande s'il veut bien reconnaître que cette situation est très défavorable pour les petits artisans et commerçants pour lesquels une charge de 1.200 francs est souvent difficile à supporter lorsque eux-mêmes, leur conjoint ou leurs enfants sont en maladie. Il lui demande également s'il peut lui indiquer comment il prévoit de rapprocher le régime des traitements particulièrement coûteux de celui du régime général de la sécurité sociale. (*Question du 25 mars 1972.*)

Réponse. — Depuis l'intervention de la loi du 6 janvier 1970 et du décret du 4 mars 1970 modifié, la définition des maladies longues et coûteuses dans le régime des travailleurs indépendants est exactement alignée sur la définition de ces mêmes maladies dans le régime général. L'admission au bénéfice des dispositions relatives aux maladies longues et coûteuses est de droit lorsqu'il s'agit de l'une des maladies énumérées par le décret n° 69-133 du 6 février 1969. Aux termes du décret n° 69-132, également daté du 6 février 1969, la décision de prise en charge fixe la période pour laquelle est accordé le taux préférentiel de remboursement. Il est prévu que cette décision « peut être renouvelée à l'expiration de cette période lorsqu'il est reconnu, sur avis du contrôle médical, que l'état du malade nécessite encore, outre un traitement prolongé, une thérapeutique particulièrement coûteuse ». S'agissant de maladies non inscrites sur la liste, l'article 2 de ce même décret dispose que la décision est prise et renouvelable dans les mêmes conditions. En l'absence d'une définition légale des critères de coût et de durée, la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés s'est préoccupée de les dégager pour son propre régime. Elle a estimé qu'afin de

satisfaisre à la règle de l'équilibre financier imposé à ce système de protection sociale, il convenait de fixer le seuil des dépenses occasionnées par une maladie, soit à 300 francs par mois pendant quatre mois, soit à 1.200 francs étalés sur cette même période de quatre mois. Des instructions ont été adressées en ce sens aux organismes de base. Les questions relatives à l'application des décrets du 6 février 1969 font actuellement l'objet d'une étude. Il convient toutefois de signaler que, dans l'attente de nouvelles dispositions, les assurés dont la situation justifie une telle demande ont la faculté de solliciter, auprès de la caisse mutuelle régionale dont ils relèvent, la prise en charge du montant du ticket modérateur, au titre de l'action sanitaire et sociale.

TRANSPORTS

*Société nationale des chemins de fer français
(fermeture de la ligne Alès—Bessèges).*

23603. — **M. Roucaute** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la grande émotion et les vives inquiétudes qui se sont emparées des populations concernées, à l'annonce des menaces de suppression du trafic voyageurs sur la ligne S. N. C. F. Alès-Bessèges. L'application d'une telle décision ne manquerait pas d'avoir les plus graves conséquences sur l'économie de toute la région déjà fortement frappée par la récession de l'industrie charbonnière. Estimant qu'il convient de défendre les intérêts des usagers et des populations intéressées, comme ceux du personnel, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ne soit pas abandonné ce service public vital pour la région et pour maintenir le trafic voyageurs sur la ligne S. N. C. F. d'Alès à Bessèges. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — La ligne Alès—Bessèges n'est pas comprise dans les propositions de transfert sur route de services omnibus voyageurs que la Société nationale des chemins de fer français a adressées jusqu'à présent au ministre des transports. De toute façon, si une telle proposition venait à être présentée, elle ferait l'objet d'une instruction très approfondie comportant la consultation préalable du comité technique départemental des transports et du conseil général; le dossier ainsi instruit serait ensuite adressé par le préfet du Gard à l'administration centrale. Le ministre des transports prendrait une décision, au terme de cette procédure, qui donne la garantie d'une étude au plan local de tous les aspects du projet et de la prise en compte des intérêts des usagers.

Commerçants (billet de congés payés).

23824. — **M. Pierre Bonnel** expose à **M. le ministre des transports** que seuls les commerçants ne peuvent pas bénéficier du billet aller et retour de congé annuel délivré par la Société nationale des chemins de fer français. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il y a là une injustice à laquelle il serait éminemment souhaitable de remédier. (Question du 26 avril 1972.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est prié de se reporter à la réponse faite à une question identique posée par **M. Marcus**, député, sous le numéro 22967 et publiée au *Journal officiel*, n° 17, Débats parlementaires de l'Assemblée nationale, du 22 avril 1972, page 966.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Bourses de formation professionnelle (paiement).

21407. — **M. Louis Sallé** appelle l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur les conditions d'attribution de bourses de formation professionnelle accordées aux personnes justifiant de trois années d'activité salariée et désireuses d'améliorer leur qualification. L'attribution de ces bourses implique la cessation de tout travail salarié. Or, les bourses en cause sont accordées au cours du premier trimestre de l'année civile, ce qui ne permet pas à ceux qui en bénéficient d'entreprendre les études universitaires pour lesquelles elles avaient généralement été sollicitées. Cette date d'attribution des bourses a parfois contraint pour cette raison ceux qui les avaient demandées à les refuser. Il lui demande si l'attribution des bourses en cause ne pourrait pas être faite de telle sorte que les demandeurs qui envisagent de les utiliser pour effectuer des études universitaires puissent se les voir accorder avant la rentrée universitaire. (Question du 9 décembre 1971.)

Réponse. — Les conditions d'attribution de « bourses de formation professionnelle » auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire,

à savoir trois années d'activité salariée, laissent à penser qu'il s'agit en fait des rémunérations accordées aux personnes suivant des stages dits de promotion professionnelle tels qu'ils ont été définis à l'article 2, 3° de la loi n° 68-1249 du 31 décembre 1968, puis à l'article 10, 3° de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971. Or aussi bien les articles 9 et 10 de la loi du 31 décembre 1968 que les articles 30 et 31 de la loi du 16 juillet 1971 ont défini les modes de rémunération afférents à ces stages de promotion professionnelle selon que les travailleurs qui les suivent ne sont pas titulaires d'un contrat de travail ou ont un contrat maintenu sans rémunération d'une part, ou continuent à être rémunérés par leur entreprise, d'autre part. Dans le premier cas le stagiaire reçoit une rémunération forfaitaire mensuelle; dans le second cas l'entreprise est remboursée d'une somme égale à cette rémunération forfaitaire, dans les limites du salaire versé. On voit donc que, dans ce second cas, l'attribution de cette rémunération, si elle implique la cessation de tout travail au sein de l'entreprise à laquelle appartient le stagiaire, n'entraîne pas pour autant la rupture de son contrat de travail ni la cessation de paiement de son salaire antérieur. D'autre part ces rémunérations sont versées mensuellement aux stagiaires par le canal des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre et ce, à compter de la date d'ouverture du stage, et non à compter du 1^{er} trimestre de l'année civile. Il est possible, cependant, s'agissant d'études universitaires que, dans certains cas, le versement de la première et parfois de la deuxième mensualité s'effectue avec quelque retard. La raison en est que le nombre de stagiaires susceptibles d'être rémunérés par le fonds national de l'emploi est fixé au plan national. Ce n'est donc qu'après avoir été saisi de toutes les demandes de rémunération présentées par les stagiaires que le ministère de l'éducation nationale est en mesure d'indiquer à mes services celles qui peuvent ou non donner lieu à prise en charge dans le cadre des dispositions réglementaires. Cette situation n'avait pas échappé aux deux départements ministériels intéressés et il vient d'être décidé que, dès la prochaine rentrée universitaire, chaque recteur d'académie disposera d'un quota partiel à l'intérieur duquel il pourra décider directement de la prise en charge des candidats stagiaires relevant de son académie. On peut escompter que grâce à la mise en place de cette disposition nouvelle, les stagiaires pourront désormais percevoir régulièrement leur rémunération dès la fin du premier mois de scolarité.

Enfance inadaptée

(grève du personnel des établissements de rééducation).

22764. — **M. Henri Arnaud** rappelle à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** qu'il avait attiré l'attention de son collègue, **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale**, sur la circulaire n° 365 du 26 mai 1967 relative aux mesures à prendre en cas de grève du personnel d'un établissement d'hospitalisation, de soins et de cure publique, en lui demandant si les dispositions de ce texte étaient applicables au personnel des établissements de rééducation de jeunes inadaptés relevant de la convention collective du 15 mars 1966. Dans sa réponse (n° 14481, *Journal officiel*, Débats A. N. du 26 décembre 1970), **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** disait que la question posée relevait « de la compétence de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** à qui la question a été transmise ». Il lui demande quelle est sa position à l'égard du problème soulevé. (Question du 4 mars 1972.)

Réponse. — Ainsi qu'il a été indiqué par **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** dans sa réponse à la question écrite n° 14481 posée le 16 octobre 1970 par l'honorable parlementaire, la circulaire n° 365 du 26 mai 1967 relative aux mesures à prendre en cas de grève du personnel d'un établissement d'hospitalisation, de soins et de cure publique ne s'applique pas au personnel des établissements privés de rééducation de jeunes inadaptés relevant de la convention collective nationale de travail de l'enfance inadaptée du 15 mars 1966. La situation du personnel des établissements privés de rééducation de jeunes inadaptés, au regard de l'exercice du droit de grève, est donc celle de l'ensemble des salariés du secteur privé, auxquels sont appliqués les dispositions de l'article 7 du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, confirmé par la Constitution du 4 octobre 1958 qui déclare : « Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ». Or les conditions d'exercice du droit de grève par l'ensemble des salariés du secteur privé et, en conséquence, par le personnel des établissements privés de rééducation de jeunes inadaptés, n'ont fait l'objet d'aucune disposition législative. Il est précisé, en outre, que la convention collective du 15 mars 1966 précitée ne prévoit pas la mise en œuvre d'une procédure conventionnelle de conciliation obligatoire préalablement au déclenchement d'une grève. Il appartiendrait, néanmoins, aux tribunaux de l'ordre judiciaire qui seraient saisis de litiges, survenus entre employeurs et salariés de la branche d'activité considérée à l'occasion de conflits collectifs de travail, d'apprécier si l'exercice du droit de grève par les salariés en

cause, notamment en ce qui concerne la sécurité des personnes confiées à leur garde, n'a pas été entaché d'abus qui pourraient justifier l'application de sanctions disciplinaires dans le cadre de l'entreprise.

Travailleurs étrangers (Peñarroya).

22834. — M. Houël demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population quelles dispositions il entend prendre pour que dans les délais les plus brefs soient satisfaites les revendications justifiées des travailleurs immigrés employés à l'usine de Peñarroya de Lyon-Gerland. Il saisit l'occasion pour lui rappeler la situation lamentable et sordide dans laquelle se trouvent la plupart des centaines de milliers de travailleurs immigrés dans notre pays, pour le plus grand profit des entreprises capitalistes et qui, comme le montre l'exemple de Peñarroya, subissent une surexploitation éhontée. Il lui demande quelles sont les mesures concrètes envisagées par le Gouvernement pour améliorer le sort de ces travailleurs en France. Mesures d'autant plus nécessaires que le Gouvernement porte une énorme responsabilité dans la situation misérable des travailleurs immigrés de Peñarroya, en particulier, que dans celle, en général, de l'ensemble des travailleurs étrangers séjournant dans notre pays. (Question du 11 mars 1972.)

Réponse. — Le conflit collectif de travail évoqué par l'honorable parlementaire, qui a intéressé du 9 février au 13 mars 1972 l'usine de Lyon-Gerland de la société minière et métallurgique de Peñarroya, a été suivi avec la plus grande attention par l'inspection du travail. Celle-ci s'est efforcée, à l'occasion de réunions paritaires qui se sont tenues sous sa présidence et à son initiative, de favoriser la mise au point d'une solution de compromis. Sur un effectif global de 198 salariés, l'arrêt du travail a été suivi par 120 travailleurs, tous de nationalité étrangère et d'origine maghrébine (en majorité des ressortissants algériens). Les revendications des grévistes portaient essentiellement sur les conditions de travail à l'intérieur de l'usine, la réduction de la durée hebdomadaire de travail et le taux de rémunérations. L'intervention de l'inspection du travail a permis la conclusion, le 12 mars 1972, d'un protocole d'accord entre les syndicats ouvriers et la direction de la société Peñarroya comportant les clauses suivantes: amélioration des conditions d'hygiène et des dispositifs individuels et collectifs de sécurité; mise en place d'une infirmerie à l'intérieur de l'usine et communications individuelles des résultats des analyses de sang; relogement des salariés de l'entreprise dans un centre de la Sonacotra avec attribution d'une indemnité compensatrice de logement; ouverture de négociations en vue de la révision des classifications du personnel; attribution, au titre de la période 9 février-30 juin 1972, d'une prime uniforme de 100 francs correspondant à une majoration des salaires de 2 p. 100; augmentation de 2 p. 100 des rémunérations à compter du 1^{er} juillet 1972. Il y a lieu de se féliciter de ce qu'il ait pu être ainsi mis fin, dans des conditions satisfaisantes et par la voie contractuelle, à ce conflit: de tels accords trouvent, en effet, leur place dans la politique poursuivie par le Gouvernement en vue d'améliorer la situation de l'ensemble des travailleurs; leur développement contribuera à résoudre les problèmes propres à la main-d'œuvre immigrée. Dans cette perspective, le Gouvernement vient de déposer un projet de loi ouvrant aux travailleurs étrangers les institutions représentatives du personnel dans les entreprises. Une instance de concertation permanente avec les partenaires sociaux va être également instituée auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la population. En même temps, l'action entreprise depuis 1968 en vue de normaliser les mouvements migratoires vers la France sera poursuivie. Les mesures administratives adoptées alors pour remédier aux inconvénients de l'immigration spontanée et réduire le recours à la procédure de régularisation ont déjà conduit les employeurs à recourir, dans des proportions croissantes, aux procédures de recrutement par l'office national d'immigration. Ainsi, en bénéficiant de contrats préalablement souscrits par les employeurs et soumis au visa des services de main-d'œuvre qui procèdent à un contrôle des conditions de travail et de rémunérations offertes, les travailleurs étrangers jouissent d'une protection non négligeable puisqu'ils disposent d'un contrat leur assurant un emploi dès leur entrée en France. D'autre part, obligation sera faite prochainement aux employeurs demandant à occuper des primo-immigrés de donner toutes garanties à l'administration quant à leur logement. Enfin, en vue de réprimer les trafics auxquels a pu donner lieu l'immigration étrangère, de nouvelles incriminations assorties de lourdes peines ont été prévues dans le projet de loi qui vient d'être déposé par le Gouvernement et tendant à renforcer les pénalités du code du travail. Dans le domaine social l'action en faveur des travailleurs étrangers tend à se diversifier et à se développer. En ce qui concerne l'accueil de ceux-ci, le ministre du travail, de l'emploi et de la population s'attache actuellement à redéfinir les relations qui lient les pouvoirs publics aux diverses associations privées chargées de cette tâche. Un contrôle plus suivi du rapport entre les actions menées et les frais engagés

permettra une efficacité accrue. Un effort est engagé simultanément pour améliorer la répartition et la coordination des antennes d'accueil. Les problèmes de communication linguistique se situant au premier plan des difficultés rencontrées par les travailleurs étrangers, une double action est engagée pour accueillir d'abord l'immigré dans sa propre langue et lui faciliter ensuite l'apprentissage de la langue française. Ainsi le Gouvernement a décidé d'augmenter considérablement le temps d'antenne des émissions radiodiffusées en langue étrangère à l'intention des travailleurs migrants. De trente minutes, cinq jours par semaine, elles seront portées à une heure, six jours par semaine. Des émissions nouvelles en langue arabe et serbo-croate vont commencer incessamment. Une organisation récemment mise en place va permettre de multiplier les heures d'interprètes partout où leur présence apparaît particulièrement nécessaire. En deuxième lieu, l'apprentissage du français se fera de plus en plus sur les lieux de travail et le Gouvernement se préoccupe de faire bénéficier les travailleurs étrangers au même titre que les autres catégories de travailleurs, des possibilités ouvertes par la loi du 16 juillet 1971 sur la formation continue. Des décisions viennent également d'être prises pour que les enfants des travailleurs étrangers puissent bénéficier du système de bourses accordées aux nationaux. Le ministère de l'éducation nationale s'apprête dans ce domaine à relayer, dans le cadre de la procédure budgétaire, l'action du ministère du travail, de l'emploi et de la population qui alloue déjà plusieurs milliers de bourses financées par le fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants. Une même procédure doit permettre une extension notable des classes d'initiation et de rattrapage. De telles mesures répondent aux vœux de l'ensemble des formations politiques qui ont appelé, lors de la séance du 15 octobre 1971 de l'Assemblée nationale, l'attention du Gouvernement sur les problèmes posés par la présence en France d'un nombre important de travailleurs étrangers.

Sécurité du travail (dérogations d'âge pour les titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle).

23378. — M. Albert Bignon appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population sur les dispositions de l'article 2 du décret n° 58-628 du 19 juillet 1958 qui dispose que « les enfants âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés au travail des cisailles, presses de toute nature, outils tranchants, autres que ceux mus par la force de l'opérateur lui-même, au travail d'alimentation en marche des scies, machines à cylindres, broyeurs, malaxeurs, mus mécaniquement ». Les élèves formés en trois ans en collège d'enseignement technique en vue d'un certificat d'aptitude professionnelle commencent généralement leur apprentissage à quatorze ans. Ils bénéficient alors d'une dérogation de l'inspection du travail pour pouvoir travailler aux machines citées à l'article 2 rappelé ci-dessus. Lorsqu'ils sortent du centre d'enseignement technique à dix-sept ans, les entreprises invoquent le texte en cause pour refuser de les embaucher. Il est évidemment anormal qu'après avoir travaillé aux machines pendant trois ans, à raison de dix-huit heures par semaine, il soit opposé à ces jeunes gens une mesure d'interdiction de travail à ces mêmes machines. Au moment où l'accent est mis justement sur la promotion de l'enseignement technique, il serait évidemment souhaitable d'encourager les jeunes engagés dans cette voie dès dix-sept ans en les assurant de portes ouvertes au sortir du centre d'enseignement technique. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas que l'article 2 du décret précité pourrait être complété de telle sorte qu'une dérogation pour leur emploi soit accordée aux jeunes gens âgés de dix-sept ans, ayant leur certificat d'aptitude professionnelle ou munis d'un certificat de scolarité de trois ans en centre d'enseignement technique. (Question du 4 avril 1972.)

Réponse. — Aux termes de l'article 10 du décret du 19 juillet 1958, portant règlement d'administration publique relatif aux travaux dangereux pour les enfants et les femmes, les enfants âgés de moins de dix-huit ans munis du certificat d'aptitude professionnelle correspondant à l'activité qu'ils exercent peuvent participer aux travaux et être autorisés à utiliser les machines ou appareils visés, d'une part, aux articles précédents, d'autre part, au tableau B, sous réserve de l'avis favorable du médecin du travail. Il a été admis que la dérogation s'appliquait également aux adolescents titulaires du certificat de formation professionnelle délivré par les centres de formation professionnelle pour adultes ainsi qu'aux possesseurs du certificat sanctionnant l'examen de fin d'apprentissage artisanal. Par contre, il ne paraît pas pouvoir être envisagé que cette autorisation soit étendue aux mineurs de dix-huit ans non titulaires du certificat d'aptitude professionnelle ou d'un diplôme équivalent, lors même qu'ils auraient bénéficié, au cours de leur formation professionnelle, d'une dérogation leur permettant d'utiliser les machines susvisées. En effet, le défaut de sanction de ladite formation par un certificat d'aptitude professionnelle laisse présumer, chez les intéressés, certaines insuffisances s'opposant à leur emploi à des travaux réputés dangereux. Le problème ne se pose pas de la

même façon au cours de leur formation où les jeunes dont il s'agit ne sont pas livrés à eux-mêmes mais font l'objet de mesures de protection particulières du fait notamment du contrôle obligatoirement exercé par le professeur ou le moniteur d'atelier.

Apprentissage et formation professionnelle (centres patronaux).

23468. — M. Berthelot demande à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population s'il peut lui indiquer : 1° le nombre et l'implantation géographique des centres patronaux de formation d'apprentis ouverts depuis la promulgation de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 relative à l'apprentissage ; 2° la liste des centres de formation continue patronaux ouverts depuis la promulgation de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. (Question du 15 avril 1972.)

Réponse. — En ce qui concerne le nombre et l'implantation géographique des centres patronaux de formation d'apprentis ouverts depuis la promulgation de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 relative à l'apprentissage, dont plusieurs décrets d'application datés du 12 avril 1972 viennent d'être publiés (*Journal officiel* du 13 avril 1972), il convient d'observer que ces établissements font l'objet de conventions conclues pour l'Etat par le ministre de l'éducation nationale. Celui-ci a été saisi de la question posée afin qu'il puisse adresser directement une réponse à l'honorable parlementaire. Sur le second point de la question posée, il convient de rappeler que plusieurs administrations, dont celle du travail, ont connaissance des centres de formation qui ont pu être conventionnés en application de la loi du 3 décembre 1966 et, désormais, en application de l'article 9 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 ; parmi ces organismes conventionnés, certains sont patronaux et leur existence souvent antérieure à cette réglementation. Par contre, l'administration n'est pas à même, à ce jour du moins, de faire connaître la liste des centres patronaux de formation continue ouverts depuis la promulgation de la loi susvisée du 16 juillet 1971. En effet, l'ouverture de ces centres n'est soumise à aucune autorisation, ni agrément ni publicité ; constitués en application de la loi du 16 juillet 1971, ou de l'accord du 9 juillet 1970 ou enfin par décisions unilatérales, les centres ainsi ouverts ne pourraient être connus de l'administration qu'à l'occasion d'un éventuel conventionnement. Lors du contrôle de l'emploi, par chaque assujetti, de la participation qui lui incombe en application du décret n° 71-979 du 10 décembre 1971, l'administration pourra cependant avoir une connaissance plus exacte des actions réalisées et, notamment, des centres ouverts.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 139 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

Fiscalité immobilière (plus-value de cession d'un terrain exproprié dans le cadre d'une donation-partage).

23355. — 31 mars 1972. — M. Pierre Lagorce expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas suivant : par acte du 5 juin 1947 contenant donation à titre de partage anticipé, B... a donné à ses deux enfants F... et C... la nue-propriété, pour y réunir l'usufruit à son décès, de divers biens meubles et d'une somme de 1.600.000 francs. Cette somme a été attribuée à C... à charge de l'employer en l'achat d'immeubles dont l'usufruit serait réservé au donateur sa vie durant. Le lendemain 6 juin, conformément aux conditions contenues dans cet acte, C... acquiert une propriété. En 1970 cette propriété a été expropriée moyennant un prix au mètre carré qui la rend assimilable à un terrain à bâtir. Il lui demande si, pour la calcul de la plus-value, étant donné les circonstances dans lesquelles l'achat a été effectué, C... ne peut bénéficier de l'abattement de 50 p. 100 prévu en faveur des attributaires d'immeubles en vertu d'une donation-partage.

Assurance vieillesse des non-salariés non agricoles.

23360. — 31 mars 1972. — M. Durieux expose à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que quasi tous les régimes de retraite (sécurité sociale, fonction publique, cadres, etc.) se caractérisent par des majorations au profit de leurs bénéficiaires

des avantages correspondants lorsque ces mêmes bénéficiaires ont élevé au moins trois enfants ; il lui demande si le projet de loi portant réforme des régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions non agricoles qui doit être soumis au Parlement lors de la session de printemps comportera de pareilles dispositions absentes de la loi du 17 janvier 1948 et des textes pris pour son application.

Publication dans la presse des jugements.

23361. — 31 mars 1972. — M. Durieux expose à M. le ministre de la justice que les tribunaux peuvent en certains cas assortir les sanctions qu'ils prononcent d'une peine accessoire consistant en la publication dans la presse, aux frais du prévenu, de la décision intervenue. Il lui souligne que le dispositif de tels jugements précise souvent que la désignation du condamné ne sera indiquée que par les seules initiales de ses nom et prénoms. Il attire son attention sur le fait que la presse, dans l'hypothèse où elle vient de sa propre initiative à rendre compte de tels jugements, diffuse ordinairement l'identité complète du prévenu. Il lui demande quelles dispositions d'ordre pratique il compte prendre pour assurer à la fois l'autorité de la chose jugée et la liberté de la presse.

Revendications sociales des voyageurs et représentants.

23363. — 31 mars 1972. — M. Vinatier appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les revendications des voyageurs et représentants : 1° l'application du statut professionnel, en raison du nombre croissant de personnes exerçant la représentation sans régime légal ; 2° l'abaissement progressif de l'âge de la retraite, avec la reconnaissance des maladies inhérentes à la profession ; 3° l'extension du régime de retraite complémentaire à l'ensemble de la profession. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction à ces légitimes revendications.

Handicapés (stationnement gratuit).

23366. — 31 mars 1972. — M. Sauzedde indique à M. le ministre de l'intérieur que la généralisation du stationnement payant dans les villes, par l'installation de paremètres ou la création de parkings payants, défavorise particulièrement les infirmes et les invalides, civils ou militaires. Il lui fait observer, en effet, que les intéressés sont, en raison de leur état physique, pratiquement contraints de se déplacer en automobile, parfois même dans des véhicules spécialement aménagés à leur intention. Or, l'institution du stationnement payant les contraint à des dépenses importantes qui, à l'inverse de ce qui se passe pour les autres usagers, ne sont jamais prises en charge, au titre des frais généraux ou des frais professionnels, par les entreprises. En outre, la rigueur des délais de stationnement contraint les intéressés à venir à plusieurs reprises en cours de journée pour déplacer leur véhicule, ce qui constitue une gêne supplémentaire. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre : 1° pour que la préfecture de police, les préfectures ou les mairies mettent obligatoirement à la disposition des intéressés, selon des critères d'invalidité à établir des jetons gratuits, tenant lieu de pièces de monnaie, pour alimenter les appareils automatiques du stationnement payant sur la voie publique ; 2° pour que les mêmes autorités délivrent aux intéressés un macaron spécial leur permettant de stationner à la même place, au-delà du temps réglementaire, en alimentant à nouveau l'appareil par le même moyen ; 3° pour que les parkings publics ou privés payants admettent gratuitement les véhicules des infirmes ou invalides, selon les mêmes critères que précédemment, sur présentation d'une carte spéciale ou des cartes délivrées par les directions de l'action sanitaire et sociale, par les caisses de sécurité sociale, par les caisses des régimes spéciaux, etc.

Enseignement de l'E. P. S. dans le second degré en Giro. de.

23367. — 31 mars 1972. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse, sports et loisirs) sur la situation inquiétante de l'enseignement de l'éducation physique et des sports dans les établissements scolaires du second degré. Il lui cite l'exemple du département de la Gironde où la création de seize postes d'enseignants seulement, prévue pour la rentrée scolaire de 1972, représente une sensible régression sur l'an passé. Ces créations, en effet, suffiront tout juste à répondre aux besoins des C. E. S dont l'ouverture est prévue en octobre prochain, à régulariser la situation des établissements ouverts l'an dernier sans

enseignant d'E. P. S. et à remplacer éventuellement le personnel non spécialiste d'E. P. S. de certains autres établissements. Aucune affectation ne semble prévue pour les « classes de transition » et les « classes pratiques ». L'horaire moyen hebdomadaire de l'E. P. S. qui se situe actuellement autour de deux heures trente dans les établissements du second cycle du département ne pourra pas être augmenté. Au contraire, il risque d'être encore diminué du fait de la suppression envisagée d'un certain nombre de postes dans les lycées, notamment pour les classes préparatoires aux grandes écoles. Après la répartition des postes ainsi récupérés, et à condition qu'ils soient transférés dans le premier cycle, il manquerait encore un minimum de trente-cinq postes pour atteindre une moyenne d'enseignement hebdomadaire de trois heures. Il lui demande s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation paradoxale qui fait que l'on s'éloigne de plus en plus — au lieu de s'en rapprocher — de la durée hebdomadaire de cinq heures fixée par la loi pour l'enseignement de l'E. P. S. dans les établissements du second degré, faute de créations suffisantes de postes d'enseignants, alors que dans le même temps on refuse deux étudiants sur trois, après quatre années d'études, aux épreuves du professorat d'E. P. S.

Circulation des ensembles routiers de 38 tonnes.

23368. — 31 mars 1972. — **M. Maujōan du Gasset** expose à **M. le ministre des transports** qu'actuellement le P. T. R. de 38 tonnes pour les véhicules articulés et les trains routiers est autorisé dans plusieurs pays, dont : la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, la R. F. A., le Portugal. En France, depuis 1967, plusieurs milliers de véhicules, conçus et réceptionnés pour 38 tonnes, ont été livrés par les constructeurs aux chefs d'entreprise de transport professionnel routier. Le décret du 5 février 1969, modifiant le code de la route, a porté à 38 tonnes de P. T. R. les véhicules articulés et les ensembles, en renvoyant à un arrêté d'application la date d'entrée en vigueur de ces dispositions. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui indiquer quand il envisage de faire paraître cet arrêté.

Personnels de rééducation des écoles primaires (indemnité de logement).

23369. — 31 mars 1972. — **M. Barberot** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur certaines difficultés auxquelles donne lieu l'application des dispositions de l'article 14 de la loi du 30 octobre 1886 en ce qui concerne les rééducateurs et fonctions dans un groupe psycho-pédagogique. Cet article 14 dispose que « sont également des dépenses obligatoires dans toute école élémentaire créée régulièrement, le logement de chacun des membres du personnel enseignant attaché à cette école... ». Il est incontestable que les titulaires du certificat d'aptitude à l'éducation des enfants et des adolescents déficients et inadaptés dans des établissements du premier degré remplissent des fonctions d'enseignants. Leur tâche se rattache directement à la tâche d'enseignement ; elle en fait même partie intégrante dans le système éducatif institué par les textes de février 1970 (G. A. P. P. classes d'adaptation). Le travail de ces rééducateurs n'a rien à voir ni avec une tâche administrative ni avec le travail des psychologues scolaires auxquels il serait complètement erroné de les assimiler. Or si certains rééducateurs exerçant en G. A. P. P. bénéficient soit d'un logement, soit d'une indemnité compensatrice, il en est d'autres auxquels un tel avantage est refusé sous prétexte qu'ils ne rempliraient pas les conditions prévues en la matière. Il lui demande s'il peut indiquer s'il n'estime pas que, contrairement à la position prise en certaines régions par l'administration, l'attribution par les communes d'un logement ou d'une indemnité représentative de logement aux personnels rééducateurs affectés dans des établissements du premier degré est tout à fait compatible avec les dispositions réglementaires relatives au logement des personnels enseignants attachés aux écoles du premier degré.

Fonctionnaires (retraités engagés comme contractuels (annuels)).

23371. — 31 mars 1972. — **M. Chandernagor** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'un certain nombre d'anciens fonctionnaires retraités, régis par les dispositions de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 et du décret n° 50-1379 du 8 décembre 1959 portant règlement d'administration publique pour son application, ont été recrutés d'abord en qualité d'auxiliaires de 1988 à 1971, par certains ministères, puis d'agents contractuels à partir de 1971. La direction du personnel du

ministère où ils ont été affectés a été amenée à proposer leur nomination dans un autre cadre d'agents contractuels, dont les conditions sont plus favorables. Cette proposition se heurte à un refus de visa du contrôleur financier de certains ministères au motif que le nouveau traitement proposé pour ces agents ne peut dépasser la différence entre le montant de la retraite perçue et le montant de la rémunération qu'ils percevraient s'ils étaient restés dans la fonction publique. Or, aux termes de l'ordonnance et du décret susvisés, du 29 octobre 1958 et 8 décembre 1959 « les dispositions de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 relatif aux cumuls de retraites, de rémunération et de fonctions... ne sont pas applicables à ces fonctionnaires ». En conséquence, il lui demande s'il peut lui préciser la portée des dispositions rappelées ci-dessus de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 et du décret n° 50-1379 du 8 décembre 1959.

Pensions des victimes des événements d'Algérie.

23372. — 31 mars 1972. — **M. Georges Caillau** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les victimes des événements d'Algérie, perçoivent une pension servie par la caisse des dépôts et consignations qui a pris la suite de la dette de la caisse générale des retraités d'Algérie. Cela quand l'accident ou la mort était arrivé un dimanche ou hors des heures de travail de la victime. Quand l'accident ou la mort était intervenu au cours des heures de travail, les ayants droit de la victime percevaient en Algérie les deux tiers de la rente à la charge de la compagnie d'assurance couvrant les risques accidents de travail et un tiers à la charge du Gouvernement de l'Algérie ou inversement. Une mère de famille dont le mari avait été tué à Blida, au cours de son travail, le 24 décembre 1958, s'est vu attribuer une pension servie par la caisse générale des retraités d'Algérie (pour la part à la charge du Gouvernement de l'Algérie) et une pension servie par la caisse des dépôts et consignations (pour le capital que la compagnie L'Urbaine et la Seine avait versé à la caisse pour servir de rente et pour la part à la charge de cette compagnie d'assurance). Elle a donc perçu ces deux pensions, ce qui était tout à fait légal, durant les années : 1957, 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962. Lors de son rapatriement, la pension due par la caisse des retraités d'Algérie (C. G. R. A.) a été prise en charge par la caisse des dépôts et consignations. Elle a alors perçu deux pensions de la C. D. C. Cela a duré un trimestre ou deux. S'apercevant que la personne en question percevait deux pensions émanant d'un même risque, la caisse des dépôts et consignations en a supprimé une, purement et simplement. Après divers échanges de lettres et devant le silence en résultant, il lui demande ce que l'on doit penser d'un tel procédé, et si l'on peut espérer que cette mère de famille sera rétablie dans ses droits dans un bref délai.

Construction (bureaux d'études).

23374. — 31 mars 1972. — **M. Georges Caillau** expose à **M. le ministre des affaires culturelles** que certains bureaux d'études, au vu du décret n° 69-451 relatif à la déclaration préalable à la construction prévue à l'article 85-2 du code de l'urbanisme, article 15 dernier alinéa, et au vu des décisions des commissions régionales constituées en application des articles 15 et 16 du décret du 19 mai 1969 susvisé ont été reconnus compétents au sens de l'article 85-2 du code de l'urbanisme relatif à la déclaration préalable à la construction. Ces bureaux d'études, qui ont manifestement fait leurs preuves, ont reçu une décision constatant leur agrément. Il lui demande : 1° quels sont leurs droits ; 2° s'ils peuvent notamment entreprendre des projets scolaires et quel est le montant maximum des travaux qu'ils pourraient, dans l'affirmative, chiffrer.

Experts comptables (monopole).

23375. — 31 mars 1972. — **M. Solsson** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'ordonnance n° 452-138 du 19 septembre 1945, la loi n° 68-946 du 31 octobre 1968 et le décret du 19 février 1970 semblent conférer aux membres de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés l'exclusivité de tenir des comptes, d'effectuer des redressements de toutes natures et de dresser les bilans et comptes d'exploitation en décaissant. Il lui demande si ce privilège est applicable à toutes les activités et plus particulièrement au monde agricole, notamment aux agriculteurs relevant maintenant du régime fiscal de la déclaration contrôlée.

Chasse (rémunération des experts chargés d'évaluer les dommages causés par le gibier).

23376. — 31 mars 1972. — **M. Solsson** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la rémunération des experts chargés d'évaluer les dommages causés par le gibier est fixée d'une manière forfaitaire, suivant l'importance des dégâts, par son arrêté pris en application du décret n° 66-629 du 10 août 1966. Il lui précise qu'un tel mode de règlement, fonction de l'importance des dommages causés, paraît bien éloigné de la sérénité nécessaire à ce genre d'expertise et lui demande s'il ne lui paraîtrait pas désirable que, selon le vœu de nombreuses fédérations départementales de chasseurs, ces expertises soient rémunérées à la vacation suivant des taux appliqués par les caisses de mutualité agricole.

Pensions des veuves d'accidentés du travail dont le nouveau mariage a été dissous.

23379. — 31 mars 1972. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il ne lui paraîtrait pas opportun que, comme pour les veuves de guerre, les veuves d'accidentés mortels du travail, dont la rente d'ayant droit a été supprimée par suite de remariage et dont le nouveau mariage a été dissous par suite de décès ou de divorce, recouvrent l'intégralité de leur rente, sans considération d'âge ou de ressources personnelles, à compter de la date de dissolution du second mariage, pourvu qu'un délai de trois ans se soit écoulé depuis l'indemnisation prévue par l'article L. 454 du code de la sécurité sociale. Cette mesure pourrait être subordonnée aux deux conditions suivantes: 1° n'avoir retiré aucun avantage du second mariage, comme pension de réversion, pension alimentaire ou nouvelle rente d'ayant droit; 2° avoir eu et élevé au moins un enfant issu du premier mariage.

Loterie nationale.

23380. — 31 mars 1972. — **M. Dehan** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si, indépendamment de leur mention dans le cadre de divers chapitres des recettes et des dépenses budgétaires, les différents comptes de produits et de charges du service de la loterie nationale sont regroupés hors présentation budgétaire, sous une forme permettant la mise en évidence du rendement et de la rentabilité de ce service. Dans l'affirmative, il lui demande où et comment ces comptes peuvent être consultés et, le cas échéant, lui en communiquer le détail pour les années 1970 et 1971 en faisant ressortir notamment: côté produits, le montant nominal de l'ensemble des tranches, le montant réellement vendu correspondant à la recette brute, pour dégager la recette semi-brute, le montant des lots effectivement payés; et côté charges, les dépenses des services administratifs, chargés de ce service, les frais de concours extérieurs non administratifs ou d'agents contractuels, les dépenses de matériel, les frais d'impression des billets et imprimés, les dépenses de publicité, le montant total des commissions ou remises versées ou accordées aux organismes revendeurs sous forme de dixièmes, banques, administrations des postes, agents de comptable publics, etc., les participations versées aux sociétés de courses, les frais d'organisation des séances de tirage, etc.

Aveugles

(imposition selon le régime de l'évaluation administrative).

23385. — 31 mars 1972. — **M. Sanglier** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'application de l'article 8-1 de la loi de finances pour 1971 ne va pas sans créer de très sérieuses gênes aux aveugles qui, en dépit de leur handicap, exercent une activité professionnelle et ont opté en faveur du régime de l'évaluation administrative pour la détermination de leurs bénéfices imposables. Les dispositions de l'article précité font désormais obligation aux contribuables relevant de ce mode d'imposition de tenir et, sur demande du service des impôts, de présenter un document donnant le détail journalier de leurs recettes professionnelles. Il est facile d'imaginer l'importance des difficultés matérielles que l'établissement d'un tel document peut présenter pour des personnes atteintes de cécité. C'est pourquoi un assouplissement de la procédure prévue par l'article 8-1 de la loi de finances pour 1971 constituerait pour cette catégorie de contribuables une mesure d'équité. Les aménagements à promouvoir pourraient notamment consister dans l'admission de l'usage de l'écriture Braille pour la rédaction du livre de recettes journalières dont la loi fait mention.

La contenance de ce relevé devrait de surcroît être simplifiée au maximum et sa présentation ne devrait être rendue exigible, pour les contribuables en cause, qu'au terme de chaque exercice. Il lui demande si des études sont susceptibles d'être prochainement entreprises dans ce sens et si leurs conclusions pourraient être prises en considération lors de la préparation de la plus prochaine loi de finances.

Imposition des aveugles et grands infirmes (quotient familial).

23386. — 31 mars 1972. — **M. Sanglier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait que les aveugles et les grands infirmes titulaires de la carte d'invalidité prévue par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale perdent, en l'état actuel des textes, le bénéfice d'une demi-part supplémentaire pour la détermination de leurs revenus imposables, lorsqu'ils se marient et que leur conjoint n'est pas également invalide ou en possession d'une pension de veuve au titre de la législation relative aux victimes de la guerre. Selon diverses réponses apportées à de précédentes questions écrites, cette restriction tiendrait à ce que la demi-part supplémentaire accordée à certains contribuables invalides, célibataires, veufs ou divorcés sans enfant à charge, aurait pour seul objet d'éviter que ces personnes ne se trouvent indirectement pénalisées si leur état de santé les empêche de contracter mariage et d'obtenir, en conséquence, un quotient familial plus élevé pour le calcul de leur revenu imposable. Cette argumentation présente une valeur relative depuis que l'article 2-VIII de la loi de finances pour 1971 a fort opportunément accordé le bénéfice de cette demi-part supplémentaire aux invalides mariés et dont le conjoint est également invalide ou titulaire d'une pension de veuve de guerre. Une juste appréciation de la situation des contribuables en cause devrait conduire à la suppression complète de ces conditions, ce qui permettrait aux aveugles et aux grands infirmes de bénéficier pour l'assiette de l'impôt sur le revenu, d'une demi-part supplémentaire quelle que soit leur situation de famille, avantage que leur reconnaissent d'ailleurs, durant le temps de leur application, les dispositions introduites dans le code général des impôts par l'article 12 du décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950. La mesure préconisée ne ferait donc pas novation mais elle s'inspirerait de considérations humaines et sociales. Il lui demande s'il envisage d'en susciter à bref délai l'intervention.

Pensions des veuves d'accidentés du travail dont le nouveau mariage a été dissous.

23387. — 31 mars 1972. — **M. Aubert** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** de lui indiquer dans quels délais il peut espérer que seront menées à leur terme les études relatives à la modification de l'article L. 454 du code de la sécurité sociale et que seront ainsi mises en œuvre de nouvelles dispositions tendant à assurer aux veuves d'accidentés du travail le droit de recouvrer leurs rentes lorsque, après avoir été remariées, elles sont redevenues veuves.

Convention sur la sécurité sociale entre la France et la principauté de Monaco.

23388. — 31 mars 1972. — **M. Aubert** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il envisage d'engager la procédure nécessaire à la modification de l'article 19 de la convention entre la France et la principauté de Monaco sur la sécurité sociale. Aux termes des dispositions de cet article en effet, un retraité relevant du régime de sécurité sociale monégasque qui s'installe en France, parfois par la force des choses, ne bénéficie plus que du régime de protection français, moins complet que le régime monégasque. Or il serait souhaitable, pour tenir compte notamment des réalités géographiques, que les retraités du régime monégasque installés dans les communes limitrophes de la principauté de Monaco puissent continuer à bénéficier des prestations servies par ce régime selon des modalités à définir entre les autorités monégasques et françaises compétentes.

Enfants handicapés (prise en charge des frais de rééducation).

23391. — 31 mars 1972. — **M. Massoubre** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les difficultés rencontrées par les parents d'enfants handicapés qui n'ont pas pu trouver pour leur enfant le placement nécessaire par leur état, mais qui s'efforcent, par tous les moyens dont ils disposent, de les faire progresser en attendant qu'ils soient admis dans un établissement spécialisé. Il lui expose à ce sujet un cas dont il

a eu connaissance et qui concerne plusieurs enfants handicapés, dont l'état justifie deux séances au moins de rééducation psychomotrice par semaine dans l'attente d'être admis dans un établissement spécialisé non encore créé dans la région considérée. Ces enfants, âgés de seize ans, ont pu bénéficier, outre de ceurs de psychomotricité, des leçons bénévoles de rééducateurs qui, en l'absence de tout centre de formation professionnelle approprié, leur ont inculqué quelques notions de travail manuel: jardinage, travail du bois et même du fer. Or, l'initiative de ces rééducateurs volontaires est gravement remise en cause par le refus de prise en charge, par la sécurité sociale, des séances bi-hebdomadaires, de rééducation psychomotrice, séances indispensables à l'ensemble de l'action menée pour ces enfants. Compte tenu de l'intention qu'il a récemment exprimée d'étendre par voie réglementaire aux enfants déficients moteurs et sensoriels, sous certaines conditions, la prise en charge par la sécurité sociale des frais médico-pédagogiques ou ceux exposés par des équipes spécialisées se déplaçant au domicile de l'enfant, ainsi que la prise en charge par l'aide sociale des frais entraînés par l'action médico-éducative auprès des enfants maintenus dans leur famille, il lui demande s'il peut lui confirmer que tous les enfants handicapés, âgés de seize ans et plus, n'ayant pu trouver de place dans un établissement spécialisé, pourront bientôt bénéficier, sans démarches inutiles et sans tracasseries administratives, des soins nécessaires par leur état, ces soins étant pris en charge soit par la sécurité sociale, soit par l'aide sociale. Il lui demande en outre: 1° dans quel délai seront publiés les textes réglementaires actuellement en cours d'élaboration à ce sujet; 2° si, dans l'attente de cette publication, il ne pourrait donner des instructions aux caisses d'assurance-maladie saisies de demandes d'entente préalables, pour les séances de rééducation psychomotrice, soit de revenir sur les refus récemment opposés, soit d'accorder la prise en charge automatique de ces séances, surtout lorsque leur fréquence n'excède pas deux fois par semaine.

Femmes fonctionnaires (âge de la retraite).

23392. — 31 mars 1972. — M. Bernasconi expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les dispositions de l'ancien code des pensions civiles et militaires prévoient en faveur des femmes fonctionnaires un abaissement de l'âge exigé pour l'entrée en jouissance d'une pension civile, d'une année pour celles ayant eu un enfant, de deux années pour celles ayant eu deux enfants et de trois années pour celles ayant eu trois enfants et plus. La loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme des pensions civiles et militaires n'a pas repris cette disposition mais a prévu, en son article 7, à titre transitoire, que pendant trois années à compter de sa promulgation « l'âge exigé pour l'entrée en jouissance d'une pension civile est réduit en faveur des femmes fonctionnaires d'une année pour chacun des enfants qu'elles ont eus ». Et le règlement d'administration publique (décret n° 66-810 du 28 octobre 1966) précise en son article 6 que: « L'article 7 de la loi du 26 décembre 1964 s'applique aux femmes fonctionnaires rayées des cadres avant le 1^{er} janvier 1968 ». Par ailleurs, cette même loi du 26 décembre 1964 institue en faveur des femmes fonctionnaires mères de trois enfants, vivants ou décédés par faits de guerre, la possibilité d'entrer en jouissance d'une pension dès lors que le droit à ladite pension leur est acquis (quinze années de service) sans aucune condition d'âge. Mais aucune possibilité de réduction d'âge n'existe plus pour les femmes ayant un ou deux enfants. C'est dire que celles-ci qui pouvaient, sous l'empire de l'ancien code, quitter le service à cinquante-sept ou cinquante-huit ans, doivent désormais rester en fonction jusqu'à soixante ans, à moins de renoncer à toute rémunération jusqu'à la date où elles atteignent cet âge. Il lui demande si le législateur a réellement voulu la suppression de cet avantage et, dans le cas où il s'agirait seulement d'une omission, s'il ne jugerait pas opportun de poser un projet de loi modifiant sur ce point l'actuel code des pensions civiles et militaires.

Liste des médicaments coûteux.

23396. — 4 avril 1972. — M. Longueue expose à M. le Ministre de la santé publique et de la sécurité sociale que la liste des médicaments coûteux visés à l'article 1^{er} 2^o alinéa du décret n° 62-147 du 5 février 1962 modifié a fait l'objet d'un arrêté en date du 1^{er} juin 1964 publié au *Journal officiel* du 25 juin 1964. Il lui demande si, compte tenu des modifications intervenues depuis cette date et notamment de l'introduction dans la thérapeutique de nombreux médicaments actifs nouveaux d'un prix élevé, il ne convient pas d'abord de revoir cette liste et ensuite de la tenir à jour de la même façon que cela est fait pour les spécialités remboursables par la sécurité sociale ainsi que pour celles qui sont agréées à l'usage des collectivités.

Loi de finances

(Annexe-Coût et rendement des services publics.)

23397. — 4 avril 1972. — M. Longueue rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une annexe au projet de loi de finances intitulée « coût et rendement des services publics » a été régulièrement diffusée par ses services de 1957 à 1965. Depuis 1966 sa publication a cessé. Il lui demande: 1° les raisons de cette interruption; 2° s'il n'envisage pas de mettre de nouveau à la disposition du Parlement et de l'opinion publique un document utile à leur information.

Appropriation des navires marchands (ristourne, contrôle fiscal).

23399. — 4 avril 1972. — M. Laudrin signale à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il est de coutume dans nos ports, lors de la livraison des produits à consommer, de donner une ristourne de 5 p. 100 au capitaine du bateau, ou au cuisinier. Les textes en vigueur autorisent cet usage pour les navires étrangers. Il lui demande donc s'il n'est pas utile, afin d'éviter les complications du contrôle, d'accorder cette même ristourne pour les bateaux français se ravitaillant dans nos ports. Cette ristourne est donnée, évidemment, à l'ensemble de l'équipage. En conséquence, les articles 240, 241 et 238 du code général des impôts sont pratiquement respectés, la ristourne pour chacun n'excédant pas cinquante francs. Au surplus, le changement fréquent d'équipages rend impossible d'établir une véritable liste des bénéficiaires. Pour simplifier le contrôle fiscal, il semble donc utile d'étendre à tout l'armement ce qui, pour l'instant, est toléré au bénéfice des armements étrangers.

T. V. A. (suppression de la règle du butoir [cas particulier]).

23400. — 4 avril 1972. — M. Georges Caillau expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le décret n° 72-102 du 4 février 1972 a fixé de nouvelles modalités de remboursement de la T. V. A. dont l'imputation n'a pu être opérée (suppression de la règle du butoir). L'article 10 du même décret prévoit le cas des assujettis à la suite d'une option exercée en vertu de l'article 260-I du code général des impôts. Au nombre de ces assujettis figurent les personnes qui donnent en location un établissement industriel ou commercial. En l'espèce, une société civile immobilière construite en 1972 un immeuble à usage commercial qui sera loué nu à une société assujettie à l'impôt sur les sociétés. Le bailleur entend opter pour l'assujettissement du loyer à la taxe sur la valeur ajoutée. Il lui demande: 1° si la livraison à soi-même en fin de chantier sera exigée; 2° lorsque les premières déclarations, modèle C. A. 3, font apparaître un crédit de taxe que le déclarant ne pourra imputer, sous quelle forme et à quel moment il pourra demander la restitution de la fraction du montant de ses droits à déduction qu'il n'aura pu imputer sur le montant de la taxe due au titre des premiers loyers encaissés.

Commis-greffiers mineurs (droit de prêter serment).

23401. — 4 avril 1972. — M. Paquet expose à M. le ministre de la justice que beaucoup de candidats ou candidates mineurs de vingt et un ans se présentent, chaque année, au concours de commis-greffier d'instance ou grande instance; que certains d'entre eux sont déjà en fonctions dans lesdits tribunaux, en des services divers, où, d'une façon générale, ils donnent satisfaction aux magistrats qu'ils assistent; cependant, n'ayant pu prêter serment, en raison notamment de leur minorité, ils ne peuvent légalement, article 1040 du code de procédure civile par exemple, comparaître et signer régulièrement tels actes à l'élaboration desquels ils collaborent ou pourraient efficacement collaborer; en conséquence, plus souvent qu'il ne serait désirable, en raison de congés de maladie, de maternité ou en période de vacances, il arrive que le magistrat instructeur ou rédacteur est, légalement, empêché de statuer ou du moins retardé, faute de greffier assermenté. Il lui demande s'il n'estime pas désirable que des dispositions soient prises pour permettre à ces auxiliaires, sous réserve qu'ils aient atteint leur dix-huitième année, de prêter le serment indispensable afin de légaliser leur assistance, notamment mentionnée dans les actes du juge du tribunal.

Hausse des cours du cuir.

23405. — 4 avril 1972. — M. Ansquer demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelles mesures il entend prendre pour faire face à la situation du marché des cuirs, et notamment à la

hausse vertigineuse des cours qui ne manquera pas d'avoir de graves répercussions tant sur les entreprises de ce secteur que sur les prix des produits manufacturés.

Rémunération des cadres des organismes sociaux de province.

23407. — 4 avril 1972. — **M. Bécam** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** s'il ne lui paraît pas possible d'harmoniser les traitements des cadres employés par les organismes sociaux des départements français en les alignant sur ceux de leurs collègues de la région parisienne. Il lui rappelle que jusqu'en 1954 les organismes étaient tous classés dans la même catégorie et que les différenciations ne sont apparues qu'à ce moment en fonction du nombre de cotisants et d'allocataires notamment. Il lui fait observer qu'à son avis l'organisme le plus important étant en même temps le plus structuré, la spécialisation des cadres entraîne un allègement de leurs tâches par rapport aux caisses moins importantes. Il ajoute que l'ensemble des employés bénéficie d'une classification unique alors qu'eux-mêmes sont soumis à une discrimination au niveau des traitements. La compétence des cadres des caisses provinciales devant être plus étendue, puisque moins spécialisée, il devrait être possible de rétablir un coefficient national.

Préparateurs en pharmacie.

23415. — 4 avril 1972. — **M. Volquin** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que la loi du 24 mars 1946 a établi le statut du préparateur en pharmacie, lequel doit être titulaire non seulement du certificat d'aptitude professionnelle obtenu après trois années d'études, mais encore du brevet professionnel délivré après deux nouvelles années de scolarité. Il lui rappelle que la responsabilité pénale et morale des intéressés est engagée dans la préparation des médicaments qu'ils effectuent et lui demande s'il n'estime pas indispensable que soit au plus tôt revalorisée cette profession par l'adoption de diverses mesures, les préparateurs en pharmacie des hôpitaux ayant notamment la possibilité, comme les infirmières, de faire valoriser quatre années de services effectués dans le privé, l'accès au huitième échelon leur étant largement ouvert et des postes de surveillants de pharmacie étant créés en particulier dans les hôpitaux n'ayant qu'un pharmacien gérant et enfin, leur travail exigeant très souvent de longues stations debout, tous les préparateurs en pharmacie étant, comme les infirmières, reclassés dans le cadre actif avec retraite à cinquante-cinq ans.

Exploitants agricoles (imposition au bénéfice réel).

23418. — 4 avril 1972. — **M. Lafon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, conformément aux articles 9 à 11 de la loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970, un décret du 7 décembre 1971 a organisé le nouveau régime d'imposition d'après le bénéfice réel pour les revenus des agriculteurs dont les recettes de deux années consécutives sont supérieures à 500.000 francs. Afin de veiller à ce que soit respectée la volonté du législateur qui a entendu limiter aux seuls exploitants les plus importants l'application de ce régime spécial, il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire d'évaluer le chiffre d'affaires annuel de 500.000 francs en francs constants, en retenant, par exemple, les indices de l'institut national de la statistique et des études économiques et en prenant pour base l'année 1970, date de promulgation de la loi. Il serait, en effet, regrettable que, par suite de la hausse des prix et de l'érosion monétaire, des exploitants de plus en plus nombreux se voient progressivement appliquer un régime qui comporte de nombreuses sujétions et qui a été étudié exclusivement pour les grosses exploitations.

Programme pluriannuel de financement pour l'armement à la pêche.

23422. — 5 avril 1972. — **M. Denvers** demande à **M. le ministre des transports** quelles mesures il compte proposer ou prendre en vue de faciliter la mise en place d'un programme pluriannuel de financement en faveur de l'armement à la pêche, fixant ainsi, comme cela fut fait en matière d'armement au commerce, les niveaux d'investissements que la loi du Plan a prévus.

Vin de onze degrés.

23423. — 5 avril 1972. — **M. Raoul Bayou** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quel est le prix d'achat des vins à la propriété retenu dans la fiscalisation du prix au détail du vin de onze degrés.

Référendum (affichage sur les panneaux électoraux).

23424. — 5 avril 1972. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre de l'intérieur** les difficultés rencontrées par les partis politiques dans l'affichage sur les panneaux électoraux officiels des communes des positions qu'ils expriment à l'occasion d'une consultation référendaire. Alors que cet affichage pourrait être pris en charge pour tous les partis sans distinction, par les maires, cette tâche revient actuellement aux partis politiques eux-mêmes, libre à eux de réaliser l'affichage sur les 135.387 panneaux électoraux de France. Cette pratique ne paraît pas conforme à l'esprit et au texte de la Constitution. D'après l'article 4 de cette dernière, en effet, les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'envisage pas de préconiser un système d'affichage plus équitable: les maires étant responsables de l'affichage pour tous les panneaux électoraux sous le contrôle des commissions de propagande.

Fermeture dominicale des entreprises commerciales non alimentaires.

23427. — 5 avril 1972. — **M. Lainé** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances (commerce)** sur l'anomalie qui résulte de la réglementation actuelle en matière des fermetures de commerces non alimentaires le dimanche. En effet, si l'article 33 du livre II du code du travail fait obligation aux employeurs de donner à leur personnel le repos hebdomadaire le dimanche, les préfets ont la possibilité d'accorder des dérogations à la loi du 29 décembre 1923 qui prévoit la fermeture de ces établissements après accord des syndicats des personnels intéressés. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire, afin de supprimer l'anarchie qui règne dans ce domaine, de mettre fin au privilège injustifiable accordé à certaines entreprises commerciales dans certains départements et de permettre le repos hebdomadaire des personnels le dimanche et, en conséquence, s'il envisage de prendre toutes dispositions réglementaires tendant à la fermeture dominicale, sur toute l'étendue du territoire national, des entreprises commerciales non alimentaires.

Transports routiers (poids maximum des véhicules).

23429. — 5 avril 1972. — **M. Chazalon** expose à **M. le ministre des transports** que certaines dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les entreprises de transports routiers de marchandises freinent artificiellement les efforts qu'elles entreprennent en vue d'améliorer leur productivité et la rentabilité de leur exploitation. Il en est ainsi de la règle d'après laquelle ces entreprises ne peuvent utiliser les véhicules articulés et ensembles de véhicules à 38 tonnes de poids total roulant alors que cette norme figure depuis 1969 à l'article R. 55 du code de la route. Il lui demande s'il n'envisage pas d'autoriser les entreprises de transports routiers de marchandises à faire circuler les véhicules articulés et ensembles de véhicules à 38 tonnes de poids total roulant, dès lors que ces véhicules sont munis d'une carte grise permettant cette charge.

Rentabilité des entreprises de transports routiers.

23430. — 5 avril 1972. — **M. Chazalon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les entreprises de transports professionnels routiers rencontrent des difficultés de plus en plus grandes pour assurer la rentabilité de leur exploitation. Alors que le coût de revient de leurs services s'alourdit progressivement, tant en ce qui concerne les salaires que les véhicules, le prix d'achat des carburants et des lubrifiants et le coût des assurances, ces entreprises sont dans l'impossibilité de majorer leur prix de revient proportionnellement à cet accroissement des charges. Elles ont, d'autre part, à supporter des charges fiscales importantes étant assujetties au paiement de la T. V. A. au taux de 17,6 p. 100. Etant donné la fonction sociale que remplissent ces entreprises dans la vie régionale, il est indispensable que soient prises rapidement les

mesures susceptibles d'améliorer cette situation. Il lui demande s'il n'envisage pas : 1° de débloquer les tarifs des services réguliers de transports de voyageurs ; 2° de prévoir une majoration des tarifs réglementaires des transports routiers de marchandises ; 3° d'étendre l'application du taux réduit de la T. V. A. aux transports routiers de voyageurs, compte tenu du fait que ces transports sont utilisés en particulier par les représentants des classes sociales les plus défavorisées.

Impôt sur le revenu des personnes physiques des étudiants salariés.

23431. — 5 avril 1972. — **M. Ihuel** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les étudiants, contraints d'exercer une activité professionnelle afin de subvenir à leurs besoins, pendant le cours de leurs études, éprouvent une gêne considérable pour s'acquitter des cotisations dont ils sont redevables au titre de l'impôt sur le revenu applicable au montant de leurs salaires. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de donner toutes instructions utiles aux services de recouvrement de l'impôt, afin que des réductions et des facilités de paiement soient largement accordées aux étudiants pouvant justifier que leur salaire constitue les seules ressources dont ils disposent pendant la poursuite de leurs études.

Maladies professionnelles (eczéma des coupeurs verriers).

23432. — 5 avril 1972. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que **M. H.** est coupeur verrier de profession. Pour accomplir son travail, il est obligé de plonger les mains dans du pétrole et des dérivés de celui-ci (essence, gas-oil). Or, le contact avec ces corps déclenche des poussées d'eczéma violentes et inguérissables dans les conditions médicales actuelles. Il s'agit donc d'une allergie acquise dans le travail. Or, la liste des maladies professionnelles prévue dans le

décret du 31 décembre 1946, complété postérieurement, ne prévoit pas cette maladie dans la liste des quarante-huit maladies retenues. Il lui demande s'il n'envisagerait pas une extension du tableau dites maladies professionnelles indemnissables.

Procédure pénale (date à laquelle un jugement est rendu).

23434. — 5 avril 1972. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de la justice** que le code de procédure pénale énonce en son article 472 que « le jugement est rendu soit à l'audience même à laquelle ont eu lieu les débats soit à une date ultérieure. Dans ce dernier cas le président informe le prévenu du jour où le jugement sera prononcé ». Il lui expose que dans une instance mise en délibéré, la décision devant être rendue le 17 janvier 1972, le président indiqua alors que le tribunal prolongeait son délibéré jusqu'au 25 janvier 1972 ; pourtant à cette dernière instance le prévenu constata que l'affaire correspondante était effectivement inscrite en fin de rôle à la rubrique « délibéré » ; le tribunal n'ayant toutefois pas prononcé sa décision le prévenu fut informé que contrairement à ce qui avait été annoncé à l'audience du 17 janvier et à l'inscription portée au rôle du 25 janvier 1972, le jugement avait été rendu la veille lundi 24 janvier. Il lui demande si de tels faits sont conformes à la réglementation et si la décision rendue dans de telles conditions doit néanmoins être considérée comme régulièrement et valablement opposable au prévenu.

Retraites complémentaires des employés de maison.

23435. — 5 avril 1972. — **M. Mazeaud** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la convention signée récemment entre les représentants patronaux et syndicaux, instituant une retraite complémentaire pour les 700.000 employés de maison. Cette convention étant applicable immédiatement, il demande à quelle date est envisagée la mise en place de l'institution de gestion.